

LA RÉFORME DES JUSTICES DE PAIX

PAR

Henry FABRY

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Samedi 6 Juin 1908 à 1 heure

Président : M. AMBROISE COLIN, professeur
Suffragants { MM. TISSIER, professeur
CARPENTIER, chargé de cours

PARIS (3°)

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

1908

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

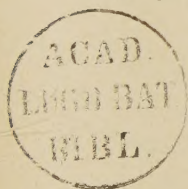
LA RÉFORME DES JUSTICES DE PAIX

PAR
Henry FABRY

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Samedi 6 Juin 1908 à 1 heure

Président : M. AMBROISE COLIN, professeur
Suffragants { *MM. TISSIER, professeur*
CARPENTIER, chargé de cours



PARIS (5°)
V. GIARD & E. BRIÈRE
LIBRAIRES-ÉDITEURS
16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER
—
1908



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

L'un des premiers décrets rendus par l'Assemblée constituante abolit en ces termes les juridictions seigneuriales : « Toutes les justices seigneuriales sont supprimées sans aucune indemnité et néanmoins les officiers de ces justices continueront leurs fonctions jusqu'à ce qu'il ait été pourvu par l'Assemblée nationale à l'établissement d'un nouvel ordre judiciaire. »

Le décret des 16-24 août 1790 organisa ce nouvel ordre judiciaire ; son titre III créa et réglementa les justices de paix.

L'idée de cette justice est une idée bien française, bien que le nom même de juge de paix (Justices of peace) ait été emprunté à l'Angleterre. Elle est toute moderne car on ne peut en trouver aucun indice dans les juridictions antérieures de l'Ancien Régime. Elle a répondu à un besoin populaire de justice et de clarté. Thouret, rapporteur du projet à la Constituante, a fort bien indi-

qué quel était le but que poursuivait cette Assemblée. « La compétence du juge de paix, écrit-il dans son rapport, doit être bornée aux choses de convention très simple et de plus petite valeur et aux choses de fait qui ne peuvent être bien jugées que par l'homme des champs qui vérifie sur le lieu même l'objet du litige et qui trouve dans son expérience des règles de décision plus sûres que la science des formes et des lois n'en peut fournir aux tribunaux sur ces matières. »

L'art. 1 de la loi décide qu'il y aura un juge de paix par canton. Cette formule a toujours persisté. « Le canton et le juge de paix naissent en « même temps et vont de plus en plus se lier et se « souder, correspondant à la nécessité d'une justice rapprochée du plaideur, prompt, gratuite, « unifiée (1). »

Le décret des 16-24 août 1790 attribuait aux juges de paix une compétence tout à fait limitée, analogue à celle qu'avaient les tribunaux les plus inférieurs de l'Ancien Régime. Les juges de paix connaissaient en dernier ressort des demandes personnelles et mobilières jusqu'à la valeur de 50 livres et à charge d'appel jusqu'à la valeur de 100 livres. Ils connaissaient en outre sans appel jusqu'à 50 livres et à charge d'appel à quelque

(1) Cruppi, *Compétence et organisation des juges de paix*, p. 2.

valeur que la demande puisse monter de certains litiges énumérés par la loi et dont la solution dépendait uniquement d'une question de fait qu'il était facile de trancher. Le législateur de 1790 déclarait d'ailleurs, dans l'art. 9 de la loi, que le taux de la compétence donnée aux juges de paix pourrait être élevé par les législatures suivantes.

L'institution des justices de paix réalisa si bien les espérances qu'avait conçues l'Assemblée Constituante que bientôt la compétence de ces tribunaux fut étendue par des lois spéciales, notamment par les décrets des 7 janvier, 25 mai, 9-13 août 1793 (1).

On leur attribua la connaissance de certaines questions en matière de contrefaçon, de police de navigation, de prises maritimes, de douane et d'octroi.

Il faut toutefois arriver jusqu'en 1838 pour trouver une loi générale sur les justices de paix. La loi du 25 mai 1838 répondant aux vœux de l'Assemblée Constituante augmenta dans de très notables proportions les pouvoirs des juges de paix. Désormais ils connaissent en dernier ressort de toutes les actions personnelles et mobilières jusqu'à la valeur de 100 francs et à charge d'appel

(1) Voir *Rapport*, Cruppi Doc., parl. 1903, p. 232.

jusqu'à la valeur de 200 francs. La loi du 2 mai 1855 apporta quelques légères modifications à la loi de 1838.

Depuis cette époque, nombreux ont été les projets qui ont été déposés et qui ont eu pour but d'étendre la juridiction des justices de paix. Il a fallu plus de soixante ans pour aboutir à la loi du 12 juillet 1905 qui n'a d'ailleurs apporté qu'une réforme des plus timides à l'organisation et à la compétence des justices de paix.

Elle s'est bornée à hausser le taux de la compétence et à le porter en règle générale à 300 fr. en dernier ressort et à 600 francs en premier ressort. Comme corollaire, elle a modifié l'organisation des justices de paix en ce qui touche le recrutement et le traitement des juges de paix et les garanties qui leur sont accordées : elle leur a donné le bénéfice d'une inamovibilité relative.

Bien que la loi du 12 juillet 1905 soit modeste et que les modifications qu'elle a apportées à la législation des justices de paix ne soient pas radicales, elle a produit dans notre législation des effets excellents et a introduit des tendances nouvelles qu'il est intéressant d'étudier.

HISTORIQUE DE LA LOI DU 12 JUILLET 1905

Avant d'examiner en détail les dispositions de la loi du 12 juillet 1905, il est indispensable de rechercher quelle en a été l'origine et à la suite de quelles discussions le Parlement est parvenu à la voter..... En 1864, un projet fut élaboré par une commission extra-parlementaire. Il avait été soumis à l'examen du Conseil d'Etat : la section de législation en avait même arrêté la rédaction et il allait être discuté au Corps législatif quand la guerre de 1870 éclata.

Dès 1877, de nouvelles propositions de loi furent faites : le 18 janvier 1878, MM. Floquet et Parent déposèrent une proposition de loi relative aux justices de paix. Ils étendaient la compétence du juge de paix dans de très notables proportions : ils lui donnaient connaissance en dernier ressort de toutes les affaires personnelles et mobilières jusqu'à la valeur de 400 francs et à charge d'appel jusqu'à la valeur de 1.000 francs. Cette propo-

sition ne put être discutée au cours de la législation.

Le 27 janvier 1880, M. Goblet déposa une nouvelle proposition et le 15 mars 1881, M. Cazot, garde des sceaux, saisissait la Chambre d'un projet de loi inspiré des idées de MM. Floquet et Parent. Il allait cependant plus loin dans la voie indiquée par ces derniers, car s'il attribuait aux juges de paix une compétence en dernier ressort pour les affaires personnelles et mobilières jusqu'à la valeur de 200 francs seulement, par contre il élevait le taux de la compétence en premier ressort jusqu'à 4.500 francs. Comme corollaire de la réforme qu'il préconisait, M. Cazot dans son projet reconnaissait aux justices de paix une organisation toute nouvelle ; il fixait les conditions du recrutement des juges de paix et augmentait leurs traitements dans de très notables proportions, puisque le moindre aurait été de 3.000 francs. M. Goblet, chargé par la commission d'étudier ces divers projets, rédigea son rapport et le déposa le 23 juillet 1881. Il ne put être discuté avant la dissolution de la Chambre. — Quoi qu'il en soit, l'on peut dire que les projets Floquet, Goblet et Cazot ont servi de base à la loi du 12 juillet 1905 et il est incontestable que toutes les réformes préconisées pendant ces vingt-cinq dernières années ont eu pour point de départ les

idées développées dans ces diverses propositions.

Le projet Cazot fut repris dans la nouvelle Chambre par le garde des sceaux, Martin Feuillée : la compétence du juge de paix en dernier ressort était de 500 francs et à charge d'appel de 1.500 francs. Ce projet fut étudié par une commission spéciale et le rapporteur, M. Ferdinand Dreyfus, déposa son rapport le 4 février 1884. Mais, comme pour le projet Cazot, la Chambre arriva au terme de son mandat avant de pouvoir en aborder la discussion.

Au cours de la législature suivante, ce projet fut repris par M. Henri Brisson, garde des sceaux, qui le déposa, au nom du Gouvernement, à la Chambre, le 26 novembre 1885. M. Labussière rédigea trois rapports successifs les 2 février, 22 mars et 6 juin 1888. La discussion ne put encore être abordée en temps utile.

Dès le début de la cinquième législature, le 19 novembre 1889, M. Labussière reprit sous forme de proposition de loi les dispositions qui avaient été adoptées par la commission de la Chambre précédente, dont il avait été le rapporteur. Il déposa le 7 juillet 1890 un nouveau rapport, et grâce, à son énergie et à sa persévérance, la discussion fut amorcée à la Chambre le 14 février 1891 et se poursuivit jusqu'au 24 février. Il est intéressant de connaître les dispositions qui avaient été

adoptées au cours de ces séances. Le débat porta particulièrement sur l'article 1. Il décidait que les juges de paix connaîtraient de toutes actions purement personnelles et mobilières jusqu'à la valeur de 300 francs et à charge d'appel jusqu'à la valeur de 1.500 francs.

Divers amendements furent déposés : l'un voulant abaisser le taux de la compétence en dernier ressort jusqu'à 200 francs, l'autre tendant au contraire à l'élever jusqu'à 500 francs. Après une vive discussion, ces divers amendements furent successivement repoussés et la Chambre adopta le chiffre de 300 francs proposé par la commission. Elle décida ensuite, à une majorité de 49 voix, de fixer la compétence en premier ressort à 1.500 francs.

Le 23 février fut voté l'article 18 qui établissait les conditions nouvelles de capacité exigées des juges de paix ; on adopta dans la même séance l'article 20 qui fixait les traitements et déterminait les classes de ces magistrats. Il les divisait en quatre classes avec un traitement de 5.000, 3.500, 2.800 et 2.300 francs. Les juges de paix de Paris formaient une classe spéciale et recevaient un traitement de 8.000 francs.

Le 24 février 1891 la Chambre vota l'ensemble de la proposition et décida qu'elle passerait à une deuxième délibération ; mais malgré les démar-

ches de M. Labussière qui rédigea un rapport complémentaire déposé le 13 décembre 1892, cette deuxième délibération ne put avoir lieu et comme pour les projets précédents, cette proposition devint caduque à la fin de la législature.

Après le renouvellement de la Chambre, la proposition fut reprise par MM. Million, Guyot-Dessaigne et plusieurs de leurs collègues, le 21 mars 1893. Renvoyée à une commission de trente-trois membres, elle fut discutée très sérieusement et fit l'objet d'un rapport déposé par M. Vallé le 17 mars 1894 qui ne put encore venir en discussion. Mais au cours de cette législature, le 8 février 1896, le Sénat avait été saisi d'une proposition de loi de M. Godin, relative à la compétence civile des juges de paix.

Cette proposition, qui ne comptait que 14 articles, fut rapportée par M. Godin le 16 juin 1896. Il voulait une justice plus rapide et plus simple et il proposait une réforme modeste pour ne pas toucher à l'organisation des tribunaux civils. Dans l'art. 1, il étendait la compétence du juge de paix et il la portait à 300 francs en dernier ressort et à 600 francs à charge d'appel. Pour assurer le vote rapide de sa proposition il ne modifiait pas l'organisation des justices de paix ; il voulait simplement faire concorder la loi de 1838 avec la situation actuelle. La discussion fut commencée le

9 juillet 1896, et, après un débat assez confus, l'ajournement en fut prononcé le 10 juillet. Elle fut reprise le 17 novembre et terminée le 4 décembre 1896.

Le Sénat adopta la proposition Godin sans y apporter de modifications importantes : cette réforme était donc beaucoup moins radicale que celle que la Chambre avait votée en 1891. Le Sénat, conformément aux conclusions de M. Godin, ne s'était pas occupé de l'organisation des justices de paix et n'avait examiné ni la question du recrutement, ni celle du traitement des magistrats cantonaux. M. Bérenger avait cependant déposé un amendement à ce sujet. Il avait indiqué que les questions de compétence et d'organisation judiciaire sont étroitement liées l'une à l'autre. Il avait demandé également que les conditions d'instruction juridique exigées des juges de paix soient plus sévères et il avait démontré qu'à mesure que l'on augmentait les attributions d'un magistrat il fallait à la fois augmenter ses garanties de capacité et d'indépendance. Malgré les efforts de M. Bérenger, auquel s'était associé M. Monis, cet amendement fut repoussé. La proposition Godin, une fois adoptée par le Sénat, fut transmise à la Chambre des députés.

La Chambre, élue en 1898, fut saisie de ce dernier projet adopté par le Sénat, de la proposition

ancienne votée par la Chambre en 1891 que MM. Million et Guyot-Dessaigne avaient reprise le 20 juin 1898 et d'une proposition de loi de M. Guillemot déposé le 25 octobre 1898 attribuant aux juges de paix une compétence très limitée : 200 francs en dernier ressort et 500 francs en premier ressort.

Ces diverses propositions furent renvoyées à l'examen de la commission de la réforme judiciaire. M. Cruppi fut nommé rapporteur. Il déposa son rapport sur le bureau de la Chambre le 2 décembre 1899. La commission s'était ralliée à un projet transactionnel : dans le but de faire aboutir rapidement la réforme que le pays réclamait avec impatience, elle avait accepté les chiffres que le Sénat avait votés pour le taux de la compétence générale des juges de paix (300 et 600 francs), mais en même temps elle demandait à la Chambre de consacrer les dispositions qu'elle avait adoptées en 1891 en ce qui concernait les conditions de capacité exigées des juges de paix et les augmentations de traitement qui leur étaient accordées. Ce rapport ne put être discuté au cours de la législature.

Dès la réunion de la nouvelle Chambre, la proposition fut reprise par M. Cruppi. La commission de réformes judiciaires se rallia aux conclusions de la commission de la Chambre précé-

dente. Elle apporta toutefois au projet une modification des plus intéressantes et des plus importantes : elle étendait la compétence du juge de paix non seulement en matière civile, mais encore en matière pénale et introduisait ainsi dans notre législation une tendance toute nouvelle. M. Cruppi, rapporteur, déposa son nouveau rapport le 25 février 1903 et la proposition fut discutée dans les séances des 16 et 18 juin 1903 ; elle fut interrompue pour être reprise le 28 janvier 1904 et continuée les 1, 4, 8 et 9 février 1904. La Chambre admit, sauf certaines modifications de détail, les conclusions de la Commission.

Transmise au Sénat, cette proposition fit l'objet d'un examen approfondi et fut discutée dans les séances des 16, 17, 21, 23 et 24 mars 1905. Le Sénat toutefois, sans se montrer hostile au principe de l'extension de la compétence du juge de paix en matière pénale, a estimé que cette réforme n'était pas encore assez mûre. Il a pensé qu'il fallait mettre à l'épreuve le personnel existant avant de lui donner une mission répressive importante et qu'à raison de certaines difficultés matérielles d'organisation il y avait lieu de disjoindre les articles 18 à 22 du projet de la Chambre qui consacraient cette compétence.

Le Sénat, d'autre part, modifia les dispositions relatives aux conditions de capacité exigées des

juges de paix et se montra beaucoup plus libéral que la Chambre. Dans ces conditions, la proposition dut être retournée à la Chambre. Pour éviter de nouveaux retards et assurer le vote rapide de la loi, M. Cruppi, rapporteur, tout en regrettant que le Sénat se soit montré si timoré et si peu réformateur, demanda à la Chambre de voter *sans y changer une virgule* le projet adopté par le Sénat.

Le 27 juin 1905, la Chambre se rallia aux conclusions de son rapporteur et vota sans le modifier le projet tel qu'il lui avait été renvoyé par le Sénat. La loi nouvelle a été promulguée le 12 juillet 1905.

Elle comprend deux titres : le titre I traite de la compétence des juges de paix, le titre II de l'organisation des justices de paix.

Avant d'aborder l'examen des modifications apportées à la compétence des juges de paix, il est indispensable de connaître l'organisation même des justices de paix, les conditions de capacité exigées des magistrats cantonaux par la nouvelle loi et les garanties qu'elle leur accorde. Aussi, examinerons-nous dans un premier titre la question de l'organisation des justices de paix, nous réservant d'étudier dans un deuxième titre les règles nouvelles de compétence posées par la loi du 12 juillet 1905.

LA RÉFORME DES JUSTICES DE PAIX

TITRE I

Organisation des justices de paix

CHAPITRE PREMIER

ORGANISATION DE LA JUSTICE DE PAIX

La loi du 12 juillet 1905, a dans son article 18, réglementé l'organisation des justices de paix. Elle a maintenu le principe d'un juge de paix et de deux suppléants pour chaque canton...

C'est ce qu'avait déjà décidé la loi des 16-24 août 1790 : le canton avait été créé par le décret du 27 décembre 1789. La ville de Paris est soumise toutefois à un régime spécial. Elle est divisée en vingt arrondissements et chaque arrondissement a une justice de paix. La loi de 1905 a modifié cette organisa-

tion. Elle a créé à Paris deux nouveaux postes de juges de paix. Ces magistrats sont spécialement chargés du service du tribunal de simple police. Avant cette réforme, les audiences du tribunal de simple police étaient tenues successivement par chacun des juges de paix des vingt arrondissements de la capitale.

Le législateur a estimé qu'à raison de l'augmentation du nombre des affaires qui résulteraient de l'extension de leur compétence, les juges de paix des arrondissements de Paris seraient trop occupés pour pouvoir assumer le service du tribunal de simple police. Paris est donc la seule ville de France qui ait plus de juges de paix que d'arrondissements.

Dans le même but et pour assurer à la fois une bonne et une prompte administration de la justice, l'art. 18 décide qu'à Paris le nombre des suppléants de justice de paix pourra être porté de 2 à 3. Cette mesure exceptionnelle est absolument justifiée, étant donné le chiffre de la population de chaque arrondissement et le nombre toujours croissant des affaires qui ressortissent de la justice de paix. La création du troisième poste de suppléant ne pourra avoir lieu que par décret, et cette mesure ne sera prise que quand les nécessités du service l'exigeront. Six arrondissements, les IX^e, X^e, XI^e XVII^e, XIX^e et XX^e, ont déjà bénéficié de cette mesure.

L'article 18 institue également une justice de paix

dans treize cantons du département de la Seine.

Le département de la Seine avait été primitivement divisé en huit cantons comprenant huit justices de paix. La loi du 12 avril 1893 avait modifié l'organisation administrative du département de la Seine. Le chiffre des cantons avait été porté à 21, mais l'article 2, pour une raison d'économie, avait décidé qu'il ne serait apporté aucune modification ni au nombre ni à la circonscription des justices de paix qui restaient donc fixées à huit. Cependant, la population qui augmentait dans d'énormes proportions et le nombre d'affaires sans cesse grandissant appelaient une réforme : en effet, d'après le recensement de 1901, la population qui dépendait de la justice de paix de Neuilly se montait à 179.503 habitants et celles de la justice de paix de Courbevoie à 152.217 habitants. La justice de paix la moins importante du département, celle de Vincennes, ne comprenait pas moins de 88.224 habitants.

Le projet de la Commission n'avait cependant pas prévu cette modification. Les députés de la Seine, MM. Veber, Féron et Meslier, réclamèrent cette création par voie d'amendement ; la Chambre l'adopta. La Commission du Sénat repoussa l'amendement Veber ; mais il fut repris en séance par M. Strauss et voté à une majorité de quatre voix.

Le département de la Seine compte donc aujourd'hui, comme les autres, une justice de paix par canton.

Notre loi maintient formellement les dispositions de l'art. 41 de la loi du 26 février 1901 : cette loi, sans porter atteinte au principe d'une justice de paix par canton, décide que dans les communes divisées en plusieurs cantons, plusieurs justices de paix peuvent être, par décrets réunies sous la juridiction d'un seul juge de paix. La loi de 1901 n'autorise la suppression d'aucune justice de paix, elle ne permet que la suppression d'un certain nombre de postes de juge de paix.

Lors de la discussion de l'article 18 à la Chambre, une tendance contraire s'était manifestée : M. Gouzy avait, à la séance du 4 février 1904, déposé un amendement aux termes duquel il y aurait eu dans deux ou plusieurs cantons un juge de paix et autant de fois deux suppléants qu'il y aurait eu de cantons dans la juridiction du juge de paix.

Le Garde des Sceaux et le rapporteur s'élevèrent contre cet amendement et insistèrent pour que l'on maintienne le principe d'un juge de paix par canton : ils démontrèrent que le juge de paix n'a d'influence que parce qu'il est près du justiciable, qu'il est connu et apprécié de lui et qu'il faut, pour répondre au vœu même de la loi des 16-24 août 1790 « un conciliateur par canton ». Devant l'opposition de la Chambre, M. Gouzy retira son amendement. Le législateur a donc manifesté une fois de plus la volonté formelle de respecter les principes établis en cette matière par les lois de 1790 et de 1838.

La loi de 1903 n'a rien innové en ce qui touche les suppléants. Elle n'a pas modifié les règles relatives au fonctionnement des justices de paix.

La justice de paix se compose donc du juge de paix, de deux suppléants — exceptionnellement trois pour certaines justices de paix de Paris — et du greffier : Aux audiences de simple police, il y a en outre un magistrat chargé de remplir les fonctions du ministère public. Les audiences des justices de paix doivent se tenir au chef-lieu même du canton, dans le local de la justice de paix. Exceptionnellement elles peuvent être tenues au domicile personnel du juge de paix pourvu que les portes soient ouvertes.

La loi du 21 mars 1896 avait donné au Président de la République le pouvoir d'autoriser, par décret rendu en la forme des règlements d'administration publique, les juges de paix à tenir des audiences foraines supplémentaires dans des communes autres que le chef-lieu de canton. Cette loi avait principalement pour but de remédier à la situation intolérable dans laquelle se trouvait le département de la Seine. Comme d'après la nouvelle loi tous les cantons de la banlieue parisienne ont une justice de paix cette loi de 1896 ne recevra plus que de très rares applications ; il y a actuellement 64 communes seulement où se tiennent des audiences foraines.

La loi du 12 juillet 1905 n'a pas modifié les pouvoirs du juge de paix en ce qui concerne la police de

l'audience et les moyens de répression que la loi lui accorde.

Elle a également laissé intactes les dispositions de la loi du 16 ventôse an XII qui a prévu le cas où une justice de paix ne pourrait fonctionner par suite d'un empêchement légal du juge de paix et de ses suppléants ; à la requête des parties, le tribunal de première instance de l'arrondissement dans lequel est située la justice de paix sera saisi et il déterminera la justice de paix du canton le plus voisin devant laquelle l'affaire sera renvoyée. Cette désignation ne pourra avoir lieu que pour une affaire déterminée. Quoique la loi de ventôse an XII ait décidé que la désignation devrait être faite par le tribunal, on a admis que le président du tribunal pourrait commettre un autre juge de paix quand il s'agirait d'une simple apposition de scellés. L'intervention du tribunal ne serait nécessaire que lorsqu'il s'agirait pour le juge de paix de remplir une mission de juge ou de conciliateur, elle ne serait pas indispensable quand il s'agirait seulement d'une mission gracieuse. C'est ce qu'a décidé un arrêt de la Cour de Bourges du 16 mai 1842 (Sirey, 1843, II, 136).

En résumé, la loi de 1905 n'a apporté à l'organisation même des justices de paix que des transformations d'une très minime importance. Elle s'est bornée à faciliter par la création de quelques justices de paix et la nomination de nouveaux magistrats, le fonction-

nement de la justice populaire : le législateur s'est efforcé, sans modifier l'esprit de la législation en cette matière, d'assurer la bonne administration de la justice cantonale en la rendant plus rapide et plus expéditive, tout en lui laissant son caractère démocratique, paternel et équitable.

CHAPITRE II

DU JUGE DE PAIX

SECTION PREMIÈRE

Conditions de capacité exigées des juges de paix.

Il faut, aux termes de la nouvelle loi, pour être nommé juge de paix, être Français, et jouir de ses droits civils et politiques, être âgé de 27 ans accomplis et justifier de certains diplômes ou de l'exercice de certaines fonctions.

Depuis la création des justices de paix, le recrutement des juges de paix a été assuré de bien des manières différentes. La loi de 1790 avait établi le système de l'élection. Pour être élu juge de paix, il fallait avoir 30 ans, payer une contribution égale à dix journées de travail ; l'élection pour deux ans avait lieu au suf-

frage universel des électeurs primaires. Dans chaque commune étaient élus quatre assesseurs : deux assesseurs choisis parmi eux, par le juge de paix, s'associaient à lui pour rendre la justice. La loi du 29 ventôse an IX supprima les assesseurs pour les remplacer par des suppléants.

A partir de l'an X, les juges de paix furent nommés par le premier Consul, puis par l'Empereur : ils étaient choisis sur une liste de deux candidats présentés par l'assemblée cantonale.

Depuis la Restauration, les juges de paix ont toujours été nommés par le Gouvernement central. L'article 61 de la Charte constitutionnelle du 14 juin 1814 décidait : « La justice de paix est également conservée. Les juges de paix, quoique nommés par le gouvernement, ne sont pas inamovibles. » La charte de 1830, les constitutions de 1848 et de 1852 ont appliqué le même principe.

Il y a lieu de remarquer que le chef du pouvoir exécutif n'était astreint à aucune limitation dans son choix. Deux conditions étaient seules exigées : être Français et être âgé de plus de 30 ans.

Aussi, sous le second Empire, ce recrutement fut-il cause de nombreux abus : les juges de paix étaient devenus les agents politiques directs du pouvoir central. Cet état de choses souleva même un tel scandale que le ministère Olivier dut prendre des mesures spé-

ciales pour remédier à cette situation devenue intolérable.

Dès 1871, M. Dufaure, Garde des Sceaux, s'efforça, dans une circulaire du 15 juin, de fixer d'une manière définitive les attributions des juges de paix. Il s'exprimait en ces termes : « Je vous prie de rappeler de nouveau à MM. les juges de paix que leurs fonctions sont exclusivement judiciaires ; que de l'autorité judiciaire seule ils doivent recevoir des instructions ; qu'avec elle seule ils doivent correspondre, qu'ils n'ont pas à fournir à l'autorité administrative des appréciations sur les opinions politiques des candidats qui se présentent aux élections, qu'ils ne doivent pas accepter de délégations de l'administration même des conseils de préfecture pour procéder à des enquêtes administratives hormis dans les cas expressément prévus par la loi. Je résume ma pensée tout entière d'un mot : le juge de paix est un magistrat et comme tout magistrat, il doit se renfermer avec grand soin dans ses attributions judiciaires et légales ; il les compromettrait par toute immixtion dans l'administration ou la politique. »

Depuis cette époque, les juges de paix se sont confinés dans leurs attributions judiciaires et ont rempli leur mission à la satisfaction de tous les justiciables ; aussi cette magistrature, qui avait été très attaquée sous le second Empire, devint vite très populaire.

En augmentant la compétence des juges de paix,

le législateur s'est trouvé dans l'obligation de modifier les conditions de recrutement de ces magistrats. Comme l'avait fait remarquer au Sénat, en 1896 M. Bérenger, toute modification apportée à la compétence d'une juridiction doit appeler une modification dans le recrutement des magistrats. Du jour où les juges de paix étaient appelés à trancher des litiges très importants, il était indispensable d'exiger d'eux certaines garanties de capacité. En édictant ces mesures, le législateur empêchait également le retour des abus commis par les précédents régimes.

Nous sommes loin en effet du temps où, pour être juge de paix, « il suffisait d'avoir des lumières, de l'expérience, un bon jugement et l'habitude des contestations » (Rapport de Thouret à la Constituante). Aujourd'hui, des problèmes très spéciaux et très délicats se posent devant le juge de paix, chaque jour de nouvelles lois viennent étendre les attributions de ce magistrat, il faut au contraire qu'il soit un jurisconsulte, au courant de toutes les formules de notre législation, et, comme il est juge unique, les garanties dont il doit justifier doivent être des plus sérieuses.

C'est pour ce motif que le projet de la Chambre exigeait du juge de paix la production d'un diplôme. D'après le projet initial, la garantie exigée des candidats était double : preuve d'une connaissance théorique du droit par un diplôme et preuve d'une con-

naissance pratique de la vie judiciaire par l'obligation d'un stage d'un certain nombre d'années dans des fonctions limitativement déterminées.

Le Sénat n'a pas adopté le principe posé par la Chambre. Sa commission a tout d'abord admis que les notaires, les greffiers de cours et tribunaux et les fonctionnaires de l'enregistrement pouvaient être nommés juges de paix sans avoir à produire aucun diplôme, à la condition d'avoir rempli leurs fonctions pendant dix ans.

D'autre part, le 14 février 1905 fut promulgué un décret portant réorganisation du brevet de capacité en droit. Il fallut de nouveau modifier le texte de l'article 19 pour faire une place spéciale aux candidats qui seraient titulaires de ce nouveau diplôme.

Lors de l'ouverture de la discussion devant le Sénat, l'article 19 comprenait donc quatre paragraphes : le premier relatif aux licenciés en droit, le second visant les candidats qui auraient obtenu le nouveau certificat prévu par le décret du 14 février 1905, le troisième visant ceux qui auraient obtenu l'ancien certificat de capacité établi par la loi du 22 ventôse an XII, le quatrième relatif aux candidats qui n'étaient titulaires d'aucun diplôme, mais qui avaient été pendant dix ans notaires, greffiers, receveurs ou fonctionnaires d'un ordre égal dans l'administration de l'enregistrement.

Le Sénat alla plus loin que sa commission dans la

voie qui venait de lui être indiquée. De nombreux amendements furent adoptés qui eurent pour résultat de détruire le principe de l'obligation d'un diplôme si formellement proclamé par la Chambre. Après avoir ajouté au paragraphe premier les anciens juges de paix, et au deuxième les bacheliers en droit, la Haute Assemblée décida d'adjoindre aux candidats qui n'auraient à justifier d'aucun diplôme : les maires, les adjoints, les conseillers généraux, les membres des tribunaux de commerce, les suppléants de justice de paix, les huissiers, les commis greffiers, les clercs de notaire ou d'avoué. Tous ces candidats pourront être nommés après dix ans d'exercice de leurs fonctions.

Cette modification apportée au texte de la Chambre est tout à fait regrettable. Le principe qui avait été posé était juste et raisonnable. En ajoutant cette liste extrêmement nombreuse, le Sénat a rouvert la porte à l'arbitraire gouvernemental et a permis de nommer des personnes n'offrant pas de garanties suffisantes. Si, en effet, parmi les personnes énumérées au § 4, toutes sont au courant des affaires et de la pratique, il est à redouter que beaucoup aussi n'aient que des connaissances juridiques très minimales et ne soient très embarrassées le jour où elles auront à trancher les questions de droit délicates qui se poseront d'autant plus fréquemment devant la justice de paix que sa compétence sera plus étendue. Le choix des candidats devra donc être très judicieux, car le succès

même de la réforme de 1905 ne sera assuré que par la manière dont on appliquera la nouvelle loi. Autant cette loi sera utile et bienfaisante si elle est bien interprétée, autant elle serait inique et dangereuse si elle était mal appliquée. Nous devons d'ailleurs reconnaître que la pratique n'a pas réalisé les craintes que nous venons d'émettre.

Examinons chacune des catégories des candidats aux fonctions de juges de paix.

§ I. — *Anciens juges de paix et licenciés en droit.*

Anciens juges de paix.

Cette disposition a été introduite par la commission du Sénat. Elle est très équitable et elle était indispensable : elle permet aux anciens juges de paix, qui ont exercé leurs fonctions sous le régime de la loi de 1838, de le redevenir immédiatement sans aucune condition. Elle permettra aussi à ceux qui sont en fonction de passer dans la classe supérieure sans qu'on puisse leur objecter qu'ils ne remplissent pas les conditions imposées par la loi de 1905.

Licenciés en droit. — Il ne suffit pas, pour pouvoir être nommé juge de paix, d'avoir le diplôme de licencié en droit, il faut encore justifier d'un stage de deux années auprès d'un barreau ou dans une étude de

notaire ou d'avoué, ou de l'exercice pendant le même délai de fonctions publiques.

La loi du 20 avril 1810, art. 64, impose un stage de deux ans dans un barreau pour les candidats qui veulent entrer dans la magistrature.

Le législateur de 1905 s'est inspiré de cette idée, mais il s'est montré plus libéral en assimilant, au stage dans un barreau, le stage dans une étude d'avoué ou de notaire. Nous ne pouvons que l'en féliciter, car cet apprentissage pratique dans une étude sera très utile pour le futur juge de paix.

Il est regrettable par contre que la loi de 1905 n'ait pas défini ce qu'elle entendait par l'exercice pendant deux ans « de fonctions publiques ». — Les travaux préparatoires ne nous renseignent à ce sujet que très imparfaitement. Le rapporteur du projet au Sénat a bien fait une déclaration à ce sujet à la séance du 21 mars 1905 ; elle est très peu explicite : « Le terme fonctions publiques est un terme juridique qui a son interprétation très nette ; la série des arrêts de la Cour de cassation, l'interprétation donnée par les jurisconsultes aux mots fonctions publiques n'est pas douteuse, et, sur ce point, il ne saurait y avoir de difficultés. Je ne veux pas faire l'énumération de ces fonctions, l'honorable M. Monis en a fait une ; elle est incomplète parce que le nombre des fonctions publiques est considérable ; mais, je le répète, le point essentiel est que le terme ne puisse pas, au point de

vue qui nous occupe, donner matière à difficultés. »

Si nous nous reportons à l'énumération donnée par M. Monis, nous voyons qu'il s'est borné à reproduire dans son discours un article du *Dalloz Répertoire*, V^o Fonctionnaires publics, n^o 46 qui contient une indication des principales fonctions publiques. A la séance du 17 mars 1905, il s'est en effet exprimé en ces termes : « On doit considérer comme exerçant des fonctions publiques les dépositaires du pouvoir exécutif, le président de la République, les ministres, les préfets, les sous-préfets, les maires, les dépositaires du pouvoir judiciaire, les membres de la Cour de cassation, des Cours d'appel, des tribunaux de tous les degrés, les officiers de police judiciaire, les membres de la Cour des comptes, du Conseil d'Etat et des conseils de préfecture, les membres du corps diplomatique, ceux du corps enseignant, les officiers de terre et de mer, les agents chargés de l'assiette et de la perception des impôts, ceux qui sont chargés de la surveillance et de la direction des travaux publics, etc. »

Il est certain, cependant, que cette énumération n'est pas exacte au point de vue de la loi de 1905, car si la plupart des personnes que M. Monis a rangées parmi les fonctionnaires publics peuvent être nommées juges de paix, il en est d'autres qui ne le pourront jamais. Il a cité notamment les officiers de police judiciaire ; or, si nous nous reportons aux articles 9 et 16 du Code d'Instruction criminelle, nous voyons que tous les

gardes champêtres en fonction et même les gardes des particuliers ont la qualité d'officiers de police judiciaire (Cass. 9 janvier 1904, *Dalloz*, 1904-1-627). Et cependant on ne peut raisonnablement soutenir qu'un garde particulier puisse invoquer comme titre, pour être nommé juge de paix, l'exercice de sa fonction pendant deux ans.

En définitive on ne peut donner ni une définition, ni une énumération des fonctions publiques : deux arrêts de la Cour de cassation peuvent cependant fournir à ce sujet des indications utiles : un arrêt de la Chambre civile du 29 mai 1886 (Sirey, 1888-I-489; *Dalloz*, 1887-I-238) a déclaré fonctionnaires publics les citoyens qui, investis d'un mandat public, soit par une élection régulière, soit par une délégation du pouvoir exécutif, puisent dans ce mandat le droit de concourir à la gestion des affaires de l'Etat, des départements et des communes. Un arrêt de la Chambre des requêtes du 30 octobre 1866 (*Dalloz*, 1887-I-507; Sirey, 1886-I-493) a décidé que tous les citoyens qui, sous une dénomination quelconque ont été investis d'un mandat dont l'exécution se lie à un intérêt d'ordre public et qui, à ce titre, sont soumis à l'autorité gouvernementale, sont des fonctionnaires publics.

Le Garde des Sceaux devra s'inspirer de ces principes, mais il aura en définitive une très grande liberté d'appréciation en cette matière et il sera libre, en

quelque sorte, de décider si un candidat a exercé ou non une fonction publique, comme l'a exigé l'art. 19, § 1. Il est regrettable que le législateur, en employant dans son texte une formule aussi vague et aussi générale, ait ainsi laissé la porte ouverte à l'arbitraire du pouvoir central.

§ II. — *Candidats qui justifient du baccalauréat en droit ou du nouveau brevet de capacité.*

L'examen de baccalauréat en droit exige deux années d'étude et le nouveau brevet de capacité également.

Ce dernier examen est véritablement l'épreuve destinée aux nouveaux juges de paix : le programme comprend : l'étude élémentaire du Code civil dans son entier, les éléments de procédure et de voies d'exécution, des éléments de droit criminel et des éléments de droit public et administratif et enfin une matière à option entre le droit commercial, la législation industrielle, le notariat et l'enregistrement.

C'est la commission de législation de la Chambre qui a demandé et obtenu cette réforme, conséquence du vote de la loi sur les justices de paix. Le nouveau brevet de capacité a été créé par un décret du 14 février 1905.

Les candidats porteurs du diplôme de bachelier ou de capacitaire devront en outre justifier d'un stage de trois ans dans une étude d'avoué ou de notaire ou de l'exercice pendant trois ans de fonctions publiques. Nous ne reprendrons pas ici les observations que nous avons faites dans le paragraphe précédent. Il y a lieu de remarquer seulement que le § 2 ne parle pas du stage dans un barreau parce qu'il faut être licencié en droit pour être inscrit comme avocat. Il exige un an de stage de plus que pour les candidats du § 1, et cette mesure est très sage puisque les diplômes de la deuxième catégorie exigent une année d'étude de moins que la licence en droit.

§ III. — *Candidats justifiant de l'ancien certificat de capacité.*

L'ancien certificat de capacité est un examen beaucoup moins sérieux que le nouveau certificat créé par le décret du 14 février 1905. Aux termes de la loi du 22 ventôse an XII, art. 12, il suffisait d'être reconnu capable sur la législation civile et sur la législation criminelle pour pouvoir l'obtenir.

Un décret du 4 octobre 1880 et un arrêté ministériel du 20 juillet 1881 en ont étendu le programme.

Il exige une année d'étude : l'examen comporte quatre interrogations : deux sur le droit civil, une sur la procédure civile et une sur la législation criminelle. On pouvait obtenir ce certificat sans avoir à justifier d'études ou de diplômes antérieurs.

Cet examen a été supprimé par le décret du 14 février 1905 et remplacé par le nouveau brevet de capacité ; mais il a fallu prévoir le cas où des personnes qui en sont titulaires solliciteraient un poste de juge de paix.

Pour eux, les conditions de stage sont beaucoup plus sévères et cette mesure est très naturelle. N'ayant qu'une éducation juridique très générale et très superficielle, il fallait exiger de ces candidats des connaissances pratiques très sûres. Ils devront donc avoir été pendant cinq ans : notaires, avoués, greffiers près des Cours d'appel ou des tribunaux civils, de commerce ou de paix, receveurs ou fonctionnaires d'un ordre au moins égal dans l'administration de l'enregistrement ; ou bien pendant dix ans conseillers prudhommes dont trois années comme présidents ou vice-présidents. Ce § 3 n'aura d'ailleurs qu'un rôle transitoire : il ne recevra plus d'application le jour où il n'y aura plus de candidats porteurs de l'ancien certificat qui n'est plus délivré depuis 1905.

§ IV. — *Candidats ne justifiant d'aucun diplôme mais ayant rempli pendant dix ans certaines fonctions.*

La commission de la Chambre avait exigé de tous les candidats aux fonctions de juge de paix la production d'un diplôme prouvant leurs connaissances juridiques. Au cours de la discussion publique, plusieurs députés s'étaient efforcés de faire admettre parmi les candidats aux postes de juge de paix des personnes qui n'avaient aucun diplôme, mais qui avaient exercé pendant un certain nombre d'années des fonctions publiques. Sur l'intervention de son rapporteur et sur celle du Garde des Sceaux, la Chambre maintint le principe posé par sa commission et écarta toutes les personnes qui ne justifiaient pas d'un diplôme quelconque.

La commission du Sénat n'admit pas ce système et inséra dans l'art. 19, un § 4. Elle pensait que certaines personnes, bien que n'ayant aucun diplôme, pouvaient être nommées juges de paix après avoir exercé pendant dix ans certaines fonctions. Dans son projet, il n'y avait d'ailleurs que trois ou quatre professions qui pouvaient ainsi mener directement aux fonctions de juge de paix.

Mais au cours de la discussion, de nombreux amendements furent adoptés qui ont considérablement élargi le cadre du § 4 de l'article 19, et aujourd'hui l'on compte dix-sept professions qui rentrent dans son énumération.

La Chambre, pour ne pas retarder l'application de la réforme, s'est ralliée sur la prière instante de son rapporteur au texte du Sénat.

Les fonctions énumérées dans le § 4 sont les suivantes :

- 1° Les maires,
- 2° Les adjoints,
- 3° Les conseillers municipaux, tous trois à la condition d'être nommés hors du canton où ils exercent, ou où ils auront exercé ou sollicité depuis moins de deux ans des fonctions électives.
- 4° Les membres des tribunaux de commerce,
- 5° Les suppléants de justice de paix,
- 6° Les conseillers de préfecture,
- 6° Les notaires,
- 8° Les greffiers des Cours d'appel,
- 9° Les greffiers des tribunaux civils,
- 10° Les greffiers des tribunaux du commerce,
- 11° Les greffiers des tribunaux de paix,
- 12° Les commis greffiers des Cours d'appel,
- 13° Les commis greffiers des tribunaux civils,
- 14° Les receveurs ou les fonctionnaires d'un ordre égal dans l'administration de l'enregistrement,

15° Les huissiers,

16° Les clercs d'avoué, ayant été cinq ans premiers clercs,

17° Les clercs de notaire, ayant été cinq ans premiers clercs dans une étude de chef-lieu d'arrondissement.

On voit par cette liste même que le Sénat n'a suivi dans son énumération aucune idée directrice et que si certaines des personnes qui sont comprises dans ce paragraphe ont, à raison du stage qu'elles ont accompli, des connaissances pratiques suffisantes pour être juges de paix, il en est d'autres qui n'en posséderont aucune. Et nous pensons que le jour où un maire de village, après avoir exercé sa fonction pendant dix ans, sera nommé juge de paix, il aura souvent des problèmes embarrassants et délicats à trancher et il ne possédera pas l'instruction générale suffisante pour faire un bon magistrat. Quoi qu'en ait dit M. Maurice Faure, qui a demandé au Sénat l'adjonction des maires et des conseillers municipaux aux fonctionnaires énumérés dans le § 4, nous ne sommes plus au temps où il suffisait d'être honnête homme pour être juge de paix, et s'il faut que le juge de paix soit « une sentinelle placée à la porte des prétoires pour empêcher les plaideurs d'y entrer », il faut encore qu'il ait des connaissances juridiques sérieuses pour rendre une bonne justice.

Nous aurions préféré, pour notre part, que le Sénat

se soit rallié au principe proclamé par la Chambre et ait fermé la porte des justices de paix à tous les candidats ne justifiant pas d'études juridiques suffisantes. Telles sont les diverses mesures établies par le législateur pour assurer le bon recrutement des juges de paix. Il faut espérer que le Gouvernement saura s'inspirer des idées qui ont été développées au cours de la discussion de l'article 19 pour les nominations qu'il devra faire : du juge de paix dépend en effet le succès de la loi de 1905.

SECTION II

Avantages accordés aux juges de paix par la loi de 1905

En même temps que le législateur exigeait, des juges de paix, de nouvelles garanties de capacité, il s'efforçait également d'améliorer leur situation.

Tout d'abord, il augmenta dans de très notables proportions leur traitement.

Les juges de paix avaient été appelés, à juste titre, les « prolétaires de la justice » : ils touchaient un traitement variant de 1.800 à 8.000 francs ; ils étaient répartis en 9 classes selon le tableau ci-dessous :

1 ^{re} classe....	20 juges de paix		8.000 francs
2 ^e classe....	40 juges de paix		5.000 francs
3 ^e classe....	8 juges de paix		3.600 francs

4 ^e classe....	21	juges de paix	3.500 francs
5 ^e classe....	69	juges de paix	3.000 francs
6 ^e classe....	196	juges de paix	2.700 francs
7 ^e classe....	187	juges de paix	2.400 francs
8 ^e classe....	252	juges de paix	2.100 francs
9 ^e classe....	2.053	juges de paix	1.800 francs

L'on voit par ce tableau que sur 2.846 juges de paix, 2.053 touchaient, sous le régime de la loi de 1838, un traitement de 1.800 francs, c'est-à-dire 6 francs par jour.

La loi de 1905 a apporté une modification très sensible à cet état de choses. Les justices de paix sont désormais réparties en cinq classes :

22 juges de paix hors classe, ce sont les juges de paix de Paris, dont le traitement n'a pas été modifié, qui continuent à toucher 8.000 francs par an — 96 juges de paix de première classe au traitement de 5.000 francs, 145 juges de paix de deuxième classe au traitement de 3.500 francs, 400 juges de paix de troisième classe au traitement de 3.000 francs et 2199 juges de paix de cinquième classe au traitement de 2.500 francs. .

Les justices de paix de première classe sont situées dans les villes de plus de 80.000 habitants, à Versailles et dans les cantons de la Seine.

Les justices de paix de deuxième classe sont situées dans les villes de plus de 20.000 habitants et à Chambéry.

Les justices de paix de troisième classe sont situées dans les chefs-lieux judiciaires ou administratifs dont la population est inférieure à 20.000 habitants et dans les cantons dont la population globale dépasse 20.000 habitants.

Les justices de paix de la cinquième classe sont situées dans tous les autres cantons.

L'article 25 a accordé aux juges de paix un nouvel avantage. Il décide qu'après sept années passées dans la même classe, les juges de paix pourront être élevés sur place au traitement supérieur par un simple décret. Une difficulté pourra se soulever au sujet de cet article.

Les juges de paix qui demanderont cette augmentation sur place pourront-ils se prévaloir de leurs années d'exercice antérieures à la promulgation de la loi? La solution nous semble bien simple et nous nous prononçons sans hésitation pour la négative. La loi veut que le juge de paix qui demande à passer sur place à la classe supérieure ait eu pendant sept années consécutives le même traitement. Or, tous les juges de paix des deux dernières classes ont obtenu par l'effet de la nouvelle loi une élévation de traitement ; il est juste qu'ils ne puissent réclamer une augmentation qu'après avoir touché leur nouveau traitement pendant sept ans.

Depuis le vote de la loi de 1905, diverses propositions de loi ont été déposées qui tendent à modifier

les règles que nous venons d'exposer. Le 8 février 1906 M. Gourd a déposé à la Chambre une proposition de loi tendant à porter de 5.000 à 6.000 francs le traitement des juges de paix qui formaient l'ancienne seconde classe dans les villes de Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Nantes, Rouen et Toulouse.

Le 12 juillet 1906, M. Berger a déposé une proposition de loi relative à l'avancement des juges de paix. Ces magistrats ne sont pas compris dans les décrets relatifs à l'avancement des magistrats et la loi de 1905 ne vise que leur entrée dans la magistrature cantonale. D'après la proposition de M. Berger, l'avancement ne pourra leur être accordé qu'après deux ans d'exercice de leurs fonctions dans une classe. Ils ne pourront obtenir de l'avancement qu'en passant du poste occupé à un poste de la classe immédiatement supérieure. La proposition de M. Berger ne touche pas à l'article 26 de la loi de 1905 que nous avons commenté. Elle est très raisonnable et il est à souhaiter qu'elle soit adoptée. Elle n'a pas encore pu être discutée.

Les juges de paix ont droit à une pension de retraite, aux termes de la loi du 9 juin 1853, article 5. La loi de 1905 n'a rien innové à ce sujet. Ils ne sont pas atteints par la limite d'âge parce qu'ils sont amovibles.

En même temps que le législateur augmentait dans de très notables proportions le traitement des juges de

paix, il leur accordait de nouvelles garanties contre l'arbitraire du pouvoir central.

La question de l'inamovibilité des juges de paix s'est posée devant la Chambre. La loi de 1838, en effet, avait laissé le juge de paix entièrement amovible. On avait estimé que le gouvernement devrait pouvoir révoquer et déplacer ce magistrat parce qu'il était officier de police judiciaire. Le pouvoir central avait alors usé des juges de paix comme d'agents politiques et nous avons déjà indiqué les abus que ces procédés fâcheux avaient créés. Une réforme était indispensable.

Lors de la discussion du projet devant la Chambre, M. Audigier déposa un amendement tendant à accorder aux juges de paix le bénéfice de l'inamovibilité. Le Garde des Sceaux et le rapporteur le firent repousser, mais ils se rallièrent à un amendement de M. Sambat, qui est devenu l'article 21 de la loi.

Aux termes de cette disposition, les juges de paix ne pourront être révoqués et leur traitement ne pourra être diminué que sur l'avis d'une commission. Cette commission nommée par le Garde des Sceaux est composée du Procureur général à la Cour de cassation, de trois Conseillers à la Cour de cassation et des trois directeurs du ministère de la justice.

Les juges de paix qui sont cités devant cette commission ont le droit d'être entendus par elle. Cet article ne touche pas à la question du déplacement : le

Garde des Sceaux pourra donc changer de poste un juge de paix sans avoir à consulter la Commission spéciale, pourvu que ce changement de poste n'entraîne pas pour le magistrat une diminution de traitement.

Il est regrettable que le Parlement n'ait pas cru devoir accorder le privilège de l'inamovibilité aux magistrats cantonaux. L'inamovibilité eût puissamment contribué à augmenter l'autorité morale du juge de paix. Plus on étend les attributions d'un magistrat, plus il est nécessaire d'assurer son indépendance : l'intelligence et l'instruction ne donnent pas à elles seules la valeur et la capacité professionnelles. Il est indispensable que le juge des humbles soit absolument impartial, surtout quand ce magistrat juge seul. Quant aux inconvénients que l'inamovibilité aurait pu entraîner, ils sont bien minimes : le juge de paix aurait été d'ailleurs soumis malgré tout à un contrôle disciplinaire, et il est certain qu'il n'aurait pas abusé du privilège qui lui aurait été accordé.

Dans de nombreux pays étrangers, en Belgique, en Allemagne, en Italie, en Angleterre et en Hollande, les juges de paix sont inamovibles. Il eût été préférable que la France ait suivi l'exemple des législations de ces Etats. Le juge de paix est le magistrat le plus important de notre organisation judiciaire, pour quel motif lui refuser l'unique garantie de bonne justice que l'on puisse donner aux plaideurs.

Un dernier avantage a été attribué aux juges de paix par l'article 22 de la loi 1905, qui modifie les dispositions de l'article 64 de la loi du 20 avril 1810. Un juge de paix, licencié en droit, pourra, après avoir exercé ses fonctions pendant deux ans être nommé juge ou juge suppléant dans les tribunaux civils de première instance.

La loi assimile ainsi au stage de deux ans dans un barreau, l'exercice pendant deux ans des fonctions de juge de paix. Il est désirable que la magistrature soit désormais recrutée parmi les juges de paix : ils auront acquis dans leurs fonctions une pratique et un jugement qui font souvent défaut au magistrat qui débute. Le décret du 21 août 1905 sur l'avancement dans la magistrature avait réservé une place toute spéciale aux juges de paix. Tandis que ce décret avait établi un concours pour l'entrée dans la magistrature, l'article 14 décidait que les juges de paix qui satisfont aux conditions de l'article 22 de la loi du 12 juillet 1905 pourraient être nommés directement magistrats s'ils satisfaisaient aux prescriptions de la loi du 10 avril 1810 (Voir lois nouvelles, 1907-II p. 37 et 39).

Le projet de loi déposé au nom du Gouvernement sur l'avancement dans la magistrature, qui n'a pas encore été discuté, a fait application du même principe !

CHAPITRE III

DES SUPPLÉANTS DU JUGE DE PAIX. — DES GREFFIERS
ET DES AUXILIAIRES DE LA JUSTICE DE PAIX. — DES
AVOCATS.

§ 1. — *Des suppléants de justice de paix.*

La loi du 29 ventôse, an IX, a créé les suppléants de juge de paix qui devaient remplacer les assesseurs établis par la loi des 16-24 août 1890. Chaque justice de paix en comprend deux. L'article 15 de la loi de 1905 a consacré à nouveau cette règle, mais il dispose en outre qu'exceptionnellement il pourra en être créé un troisième dans les justices de paix de Paris par décret rendu en Conseil d'Etat.

Pour être suppléant, il faut être Français, jouir de ses droits civils et politiques et être âgé de 27 ans accomplis.

Le Parlement s'était préoccupé de la question de savoir s'il n'y aurait pas lieu d'exiger du suppléant du juge de paix certaines garanties, et la justification d'un diplôme ou d'un stage quelconque. On a maintenu

le principe posé en 1838, et on n'a exigé du suppléant de juge de paix aucune garantie spéciale ; le motif en est que dans les cantons de minime importance et dans la grande majorité des justices de paix il aurait été impossible de trouver deux suppléants ayant fait des études juridiques ou ayant accompli un stage dans une étude quelconque.

Certains députés avaient voulu étendre aux suppléants les garanties accordées aux juges de paix, mais leur amendement fut repoussé. Les suppléants de justice de paix sont donc amovibles et révocables.

Deux avantages leur ont été toutefois apportés par la loi de 1905, ils pourront après dix ans d'exercice de leurs fonctions être nommés juges de paix sans qu'ils aient à justifier de la production d'aucun diplôme et ils pourront être nommés juges de paix après deux ou trois ans d'exercice s'ils justifient du diplôme de licencié en droit, de celui de bachelier en droit ou du nouveau brevet de capacité, car leurs fonctions sont des fonctions publiques. En deuxième lieu, les années passées dans l'exercice des fonctions de suppléant entreront en ligne de compte pour le nombre d'années d'exercice nécessaires au juge de paix qui sollicite l'honorariat.

Depuis le vote de la loi, un décret du 18 novembre 1906 a décidé que les suppléants de juges de paix pourront recevoir le titre de juge de paix honoraires

s'ils ont exercé leurs fonctions pendant vingt années consécutives.

§ II. — *Des greffiers et des auxiliaires
de la justice de paix.*

A) *Des greffiers de la justice de paix.*

La loi de 1905 n'a eu qu'à s'occuper très accidentellement des greffiers de justice de paix. Depuis lors, la Chambre a été saisie de diverses propositions relatives à la réforme du tarif des greffiers de justice de paix. Le tarif de 1807 est notoirement insuffisant et il faudrait qu'une réforme soit faite en tenant compte des demandes légitimes des greffiers de justice de paix et de l'intérêt des justiciables.

La loi de 1905 n'avait pas à examiner cette question. Elle s'est bornée à décider que les greffiers pourraient bénéficier de l'honorariat après vingt ans d'exercice de leurs fonctions.

Aux termes de l'article 19 ils pourront être nommés juges de paix après deux années d'exercice s'ils sont licenciés en droit, après trois années d'exercice s'ils ont le diplôme de bachelier en droit ou le nouveau brevet de capacité, après cinq années d'exercice s'ils ont l'ancien brevet de capacité et après dix ans d'exercice s'ils n'ont aucun diplôme.

B) *Des auxiliaires de la justice de paix*

Les auxiliaires de la justice de paix sont les huissiers, les mandataires et les avocats.

Les huissiers.— *Les huissiers* sont des officiers ministériels chargés de faire les exploits et les significations, d'exécuter les jugements et les mandements de justice et de faire le service des audiences.

La loi de 1905 n'a pas modifié les règles applicables aux huissiers en justice de paix l'article 17 que nous étudierons plus tard, s'est borné à donner compétence aux juges de paix pour taxer les frais faits par les huissiers devant leurs juridictions et pour connaître de toutes les actions en paiement que ces frais pourraient occasionner.

Les mandataires. Les avocats. — Des mandataires légaux ont été établis pour représenter les parties devant les tribunaux civils : ce sont les avoués. A côté de l'avoué qui représente les parties et dont le ministère est indispensable, se trouve l'avocat dont le rôle est de plaider et de conseiller les plaideurs. Il est interdit à l'avocat d'accepter un mandat de son client.

C'est une des règles professionnelles les plus anciennes du barreau en France (Cresson, *Des règles de la profession d'avocat*, p. 113 et suiv.). C'est aussi une de celles qui ont été le plus attaquées. La loi de 1905 a apporté à ce principe une modification essentielle.

Devant le tribunal cantonal, le ministère de l'avoué est interdit. La justice de paix doit être une justice prompte et peu coûteuse; c'est pour ce motif que l'article 9 du Code de procédure civil a écarté les avoués de ce prétoire.

Les parties toutefois peuvent se faire représenter par un fondé de pouvoir spécial. Elles peuvent choisir la personne qui leur plaît, une seule exception est faite par l'article 18 de la loi de 1838 qui a été maintenue par la loi de 1905. Elle concerne les huissiers. Aucun huissier ne pourra ni assister comme conseil, ni représenter les parties dans les causes portées devant le juge de paix, à peine d'une amende de 25 à 50 francs qui doit être prononcée sans appel par le juge de paix.

Les mandataires chargés de représenter une partie devant le juge de paix sont obligés de produire un pouvoir spécial à la cause. Cette obligation atteint l'avoué. Sous l'empire de la loi de 1838, la question s'était posée de savoir si l'avocat inscrit auprès d'un barreau y était également astreint. Certains arrêts s'étaient prononcés dans le sens de la négative, et estimant que l'avocat a le libre accès de la barre devant toutes les juridictions, ils avaient décidé que l'avocat inscrit pouvait sans mandat représenter une partie devant la justice de paix.

La Cour de cassation, par un arrêt du 19 décembre 1899 (Dalloz, 1900-I-111), avait condamné ce système.

Elle s'exprimait en ces termes : « Attendu que si, aux termes de l'article 9 du Code de procédure civile, les parties peuvent se faire représenter devant le juge de paix, l'existence du mandat conféré dans ce but doit être prouvée par écrit ; attendu que cette règle est générale et absolue et s'applique sans distinction à toute personne qui prétend représenter en justice de paix une partie non comparante ; attendu, par suite, qu'on ne saurait admettre d'exception même en faveur de l'avocat inscrit au tableau ; qu'en effet, ce dernier n'a d'autre caractère que celui de défenseur ou de conseil, ni d'autre mission que celle d'assister ses clients ou de soutenir leur cause par sa parole et ses écrits ; mais qu'il ne tient de son titre aucun mandat à l'effet de les représenter en justice ; qu'il est ainsi sans droit pour agir ou conclure en leur nom et qu'il n'a pas qualité pour faire des déclarations, des offres ou des aveux qui les obligent, qu'il ne pourrait être habilité à cet effet que par une procuration régulière sous la réserve des sanctions disciplinaires, au cas où les règles de son ordre lui interdiraient d'accepter un mandat. »

Cette décision émut le barreau tout entier.

Les avocats de Paris se trouvaient particulièrement frappés car leurs règles professionnelles leur interdisant d'accepter un mandat, l'accès des justices de paix leur était désormais fermé, à moins qu'ils ne soient accompagnés de la partie elle-même ou d'un

mandataire spécial. C'est pour remédier à cette situation que M. Pourquery de Boisserin déposa la proposition de loi suivante : « Dans toute l'étendue du territoire français et dans les colonies et devant toutes les juridictions, les avocats régulièrement inscrits à un barreau sont dispensés de procuration. » L'avocat devenait donc un véritable mandataire « légal » devant toutes les juridictions.

Cette proposition était inspirée de la loi du 22 juillet 1889 sur les conseils de préfecture. Elle ne put être discutée, mais l'article 26 de la loi de 1905 en reproduit intégralement le texte : « Les avocats régulièrement inscrits à un barreau sont dispensés de présenter une procuration devant les justices de paix. Les avoués près le tribunal de première instance sont dispensés de présenter une procuration devant les justices de paix du ressort du tribunal où ils exercent leurs fonctions. »

Ce texte souleva dans son application des questions délicates sur lesquelles la jurisprudence a été déjà appelée à statuer. Tout d'abord, l'article 26 s'applique-t-il aux tribunaux de simple police ? La loi de 1905 semble en effet ne s'occuper que des justices de paix et de la compétence civile de ces tribunaux. Mais il y a lieu de remarquer que l'article 18 de la loi vise les tribunaux de simple police puisqu'elle prévoit la création de deux postes de juge de paix pour assurer le service du tribunal de simple police à

Paris. Comme il faut, dans l'intérêt même des justiciables, étendre la portée de la loi de 1905, nous n'hésitons pas à admettre que les avocats et les avoués sont dispensés de procuration pour les affaires de la compétence du tribunal de simple police, comme pour les affaires de la compétence civile du juge de paix. C'est ce qu'a décidé d'ailleurs le juge de simple police de Paris le 17 octobre 1905 (*Décision des juges de paix*, 1905, p. 281.)

En second lieu, l'article 26 n'a pas indiqué quelle était l'étendue des pouvoirs accordés aux avocats et dans quelles limites exactes ils pourraient s'exercer. Il est incontestable que les avocats ont le droit de procéder aux actes mêmes de la procédure et notamment de signer des conclusions au nom de leur client. Mais une fois le jugement rendu, auront-ils la faculté de faire appel ou d'introduire un pourvoi en Cassation ?

La Cour de cassation a examiné la question : il s'agissait d'un pourvoi en cassation fait par un avocat au nom de son client contre un jugement du tribunal de simple police. Le 29 décembre 1906 (Sirey, 1907, 1^{er} cahier mensuel, Supp.), elle décidait que ce pourvoi était irrecevable.

Il résulte donc bien de cette décision que l'avocat n'aura pas besoin de pouvoir spécial pour les actes de procédure, il lui sera même possible de former au nom de son client opposition à un jugement rendu par défaut, ou d'interjeter appel d'une décision (Ju-

gement du tribunal de simple police de Paris du 17 octobre 1905). Mais, une fois le jugement en dernier ressort rendu, les règles du droit commun redeviennent applicables et il lui faudra un pouvoir spécial pour introduire un pourvoi en cassation.

Les divers barreaux ont discuté dans leurs Conseils cette disposition de la loi de 1905 et se sont efforcés de l'interpréter. Le Conseil de l'Ordre du barreau de Paris, notamment, a, dans un règlement, interprété l'article 26 et a défini, pour ses membres, les limites des pouvoirs qu'il accordait aux avocats.

Si nous examinons le texte même de ce règlement, nous voyons qu'il est très restrictif et il est regrettable que le Conseil de l'Ordre se soit montré si peu libéral.

Il autorise bien l'avocat à signer les conclusions qu'il dépose à la barre de la justice de paix, au nom de son client, mais c'est pour ainsi dire le seul acte qu'il permette ; il ne peut faire un aveu.

Il semble que le Conseil ait voulu retirer à l'article 26 toute sa portée. Il eût, cependant, été très utile au contraire d'en donner une interprétation aussi large que possible : l'accès des justices de paix aurait été ainsi ouvert aux avocats qui auraient écarté de ce tribunal les agents d'affaires qui en sont la plaie et qui ruinent le justiciable par des procédés malhonnêtes. Ce règlement n'a d'ailleurs qu'une au-

torité professionnelle et ne lie l'avocat qu'envers son Conseil. Si un membre du barreau accomplissait devant la justice de paix un des actes qui lui sont interdits par le règlement, cet acte n'en serait pas moins valable s'il rentrait dans le cadre de l'article 26 tel qu'il a été défini par la jurisprudence. L'avocat serait simplement exposé à des peines disciplinaires.

La tendance marquée par l'article 26 de notre loi est intéressante. Depuis le vote de la loi de 1889 sur les conseils de préfecture, un mouvement tout nouveau se dessine et nous espérons que dans quelques années l'avocat sera considéré comme le mandataire légal de ses clients devant toutes les juridictions : il est désirable toutefois que les Conseils de l'Ordre suivent la voie qui leur a été indiquée, et facilitent, en adoptant des règles plus libérales, l'œuvre du législateur.

En ce qui concerne les avoués, le texte de l'article 26 n'a pu soulever aucune difficulté. Il ne s'applique qu'aux avoués de première instance et non aux avoués près les Cours d'appel. Les avoués d'instance ont désormais devant les justices de paix les mêmes privilèges que ceux dont ils jouissent devant le tribunal civil. Ils n'ont pas le monopole de ce droit, mais la mesure prise par l'article 26 leur sera très profitable et les dédommagera de la perte que leur a fait subir l'extension de la compétence des juges de paix. Les avoués ont manifesté le désir de voir étendre à leurs

clercs la faculté que leur accordait l'article 26 : dans les villes importantes, ils ne pourraient se présenter en personne devant des justices de paix, il faudrait donc que leurs clercs puissent représenter leurs clients sans avoir à produire de procuration spéciale.

La loi ne peut être interprétée de cette manière et seuls les avoués sont dispensés de procuration, cet avantage ne peut être accordé à leurs clercs dans le silence des textes. Si devant certains tribunaux l'usage s'est introduit d'autoriser certains clercs à accomplir des opérations judiciaires comme représentants de l'avoué, c'est que les avoués sont alors des mandataires nécessaires et que leur nombre est limité. En justice de paix, leur assistance n'est pas indispensable, et s'ils ne peuvent venir aux audiences, les parties sont libres de choisir un autre mandataire. Si les avoués tiennent à se faire remplacer par un de leurs clercs, ils n'auront alors qu'à se faire signer un pouvoir régulier par leur client.

Telles sont les modifications apportées par la loi du 12 juillet 1905 à l'organisation des justices de paix. Nous voyons par cette étude que le législateur en même temps qu'il étendait dans de très notables proportions la compétence du juge de paix, a voulu exiger de nouvelles garanties de ce magistrat et faciliter dans la plus large mesure l'accès de la justice de paix. Comme l'a dit M. Cruppi, rapporteur de la loi, la justice de paix doit en effet devenir « la pierre

d'angle de notre organisation judiciaire moderne ». A mesure que la fortune se divise, que les petits patrimoines se multiplient, le juge de paix devient par la force des choses le juge de l'ouvrier, du paysan, de tous ceux qui vivent au jour le jour de leur travail. Il est la magistrature plébéienne, et c'est lui qui est le gardien des petits intérêts. Si les litiges qu'il est appelé à trancher nous semblent généralement minimes, il ne faut pas oublier qu'ils mettent souvent en jeu toute la fortune du plaideur, à ce titre, leur solution exige de la part du magistrat un jugement éclairé, une conscience scrupuleuse, une indépendance à l'abri de tout soupçon et de toute atteinte.

Il ne faut pas oublier non plus, que le petit plaideur est souvent privé du droit d'interjeter appel et de la garantie de la pluralité des juges.

En exigeant, des candidats aux justices de paix, des connaissances juridiques, pratiques, sérieuses, en augmentant les traitements des juges de paix et en leur accordant certaines garanties contre des déplacements arbitraires, la loi de 1905 s'est efforcée de donner toute sécurité aux justiciables. Elle a marqué une tendance, mais elle n'est pas allée assez loin dans la voie qu'elle venait de tracer. Nous regrettons qu'elle n'ait pas toujours exigé du juge de paix un diplôme d'études juridiques. Sans réclamer, comme l'a fait M. Simonet à la séance de la Chambre du 25 janvier 1907, l'obligation d'un concours à l'entrée de la car-

rière des justices de paix, la justification d'un diplôme devrait être indispensable. Le juge de paix a des fonctions multiples, chaque jour ses attributions sont étendues par des lois nouvelles, il est appelé à trancher les questions de droit les plus délicates et les plus ardues ; il est de toute utilité qu'il connaisse les principes fondamentaux de notre législation.

En second lieu, nous ne pouvons que déplorer de lui voir refuser le privilège de l'inamovibilité. Le juge de paix dont la mission est si importante devrait être inamovible. Son indépendance doit être absolue, son impartialité assurée pour qu'il soit respecté et que ses décisions soient acceptées sans murmures. L'inamovibilité est la base essentielle de toute justice. Comme l'a dit Dupin : « Ce qu'il y a de plus propre à influencer l'opinion du juge, ce qui agit principalement sur sa détermination est l'idée qu'il jugera ou non conformément à la volonté du gouvernement et aux intérêts de certaines personnalités. »

Le législateur de 1905 n'a pas fait une réforme assez profonde. Il s'est efforcé d'assurer l'indépendance du juge sans lui accorder le bénéfice de l'inamovibilité : la faculté que conserve le Gouvernement de déplacer du jour au lendemain un magistrat qui aura cessé de plaire ne permet pas de considérer encore le juge de paix comme un véritable magistrat ; il en a les attributions sans en avoir le caractère.

Pour assurer d'une façon complète la réorganisa-

tion des justices de paix et donner à la juridiction cantonale son véritable caractère, il faudrait donc exiger des candidats aux fonctions de juge de paix des garanties très sérieuses de connaissances juridiques et de pratique judiciaire et rendre le juge de paix inamovible. Il faudrait en dernier lieu recruter dans les justices de paix les magistrats des tribunaux de première instance. Au lieu de considérer la magistrature cantonale comme une magistrature spéciale et d'un ordre un peu inférieur, il serait indispensable d'exiger de tous les candidats désireux d'entrer dans la magistrature civile un stage dans les justices de paix. Le décret du 18 août 1905, sur le recrutement et l'avancement de la magistrature, avait bien accordé aux magistrats de paix certains avantages ; nous voudrions que désormais le stage dans les juridictions cantonales devienne obligatoire pour tous les futurs magistrats.

La loi de 1905 en définitive a apporté à l'organisation des justices de paix des modifications trop timides, mais elle a introduit dans notre législation des idées nouvelles et intéressantes dont s'emparera le législateur. Dès maintenant et grâce à ces transformations, la justice de paix est devenue une juridiction rapide et peu coûteuse : les magistrats cantonaux sont en général bien recrutés et remplissent leurs fonctions à la satisfaction de tous.

Quand les réformes que nous préconisons seront

enfin réalisées, la justice de paix prendra alors son vrai caractère, elle deviendra un Tribunal véritablement populaire et démocratique. Placé près du justiciable, connaissant ses besoins, revêtu d'une autorité puissante, le juge de paix sera le juge de l'avenir et le temps viendra où, jurisconsulte éminent, devenu pleinement indépendant, il remplacera à lui seul le tribunal de première instance.

TITRE II

Compétence civile des juges de paix.

CHAPITRE PREMIER

GÉNÉRALITÉS

Depuis sa création, la justice de paix a toujours été une juridiction d'exception : en matière civile, les tribunaux de première instance sont en effet les tribunaux de droit commun. On entend par juridiction d'exception une juridiction dont la compétence se limite par des lois d'ordre public aux affaires que la loi lui attribue spécialement. Ce caractère d'exception lui a été reconnu dans tous les débats auxquels ont donné lieu les lois qui règlent sa compétence, il lui a été maintenu par la loi du 12 juillet 1905.

Le juge de paix ne connaît donc que des matières qui sont spécialement placées par des textes de loi

sous sa juridiction. Lorsqu'une affaire de la compétence d'un autre Tribunal est portée devant le juge de paix, l'incompétence de ce magistrat est absolue : il doit d'office, dans le silence même des parties, se déclarer incompétent et son incompétence peut être soulevée en tout état de cause, en appel ou même en Cassation.

Les juges de paix ont en matière civile des attributions contentieuse et des attributions gracieuses. Leur compétence civile en matière contentieuse est aujourd'hui déterminée par les dix-sept premiers articles de la loi de 1905 que nous commenterons.

D'autre part, certaines lois spéciales leur ont donné connaissance de quelques autres affaires civiles : ce sont, notamment, les lois du 22 février 1851 sur le contrat d'apprentissage, du 10 juin 1844 sur le drainage, du 3 juillet 1877 sur les réquisitions militaires, du 15 juillet 1878 sur les indemnités dues pour pertes de récolte en cas de phylloxéra ou de doryphora, du 15 novembre 1887 sur la liberté des funérailles, des 4 avril et 18 juillet 1889 sur le Code rural, du 12 janvier 1895 sur la saisie-arrêt des petits salaires, du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, du 18 juillet 1898 sur les warrants agricoles et du 19 avril 1901 relative aux dégâts causés par le gibier.

Nous n'avons pas à examiner ici les règles de compétence établies par ces lois spéciales, notre but est au contraire d'étudier et de commenter les règles géné-

rales de compétence posées par la loi de 1905 et les modifications qu'elle a apportées à la loi de 1838.

La question de l'extension de la compétence des juges de paix s'est posée pour ainsi dire dès l'institution même des tribunaux cantonaux. Elle a soulevé de nombreuses discussions, car la solution n'en est pas facile. Le tribunal de paix a pour les justiciables cet immense avantage de se trouver à leur portée : le prétoire est à proximité de tous les habitants qui se trouvent dans le ressort de la justice de paix puisqu'il y a une justice de paix par canton. — D'autre part, le magistrat cantonal demeure au milieu des justiciables qu'il connaît tout particulièrement : il sait leurs qualités et leurs défauts, il est plutôt un conciliateur paternel et familial qu'un véritable magistrat : à ce point de vue, la justice de paix est une juridiction essentiellement démocratique.

Pour toutes ces raisons, le juge de paix plus que tout autre est accessible moralement et pratiquement aux petits plaideurs. Ces avantages entraînent des inconvénients ; aussi toute réforme de la compétence de cette juridiction est-elle essentiellement délicate. Deux dangers sont à redouter : en premier lieu, si l'on étend dans une trop large mesure la compétence du magistrat cantonal, on risque de lui donner des pouvoirs trop importants dont il pourra mésuser au détriment des justiciables et si, en second lieu, on ne fait qu'une réforme timide, l'on risque de n'introduire

dans notre législation qu'une modification inutile.

Cependant, à la Chambre comme au Sénat, tout le monde a été d'accord pour augmenter la compétence du juge de paix : tout le pays réclamait cette extension avec tant d'instance depuis de longues années que personne n'a osé s'y opposer. Seul, M. Cunéo d'Ornano, à deux reprises différentes, à la séance du 18 juin 1903 (*Journal Débats parlementaires*, Chambre session ordinaire 1903, p. 2014) et à la séance du 4 février 1904 (*Ibid.*, session ordinaire, 1904, p. 261), a fait des objections de principe à la juridiction des tribunaux de paix. Il reprochait au juge de paix d'être un juge unique, il craignait que ce juge ne fût souvent un juge inique, et pour remédier à ce danger, il proposait l'adjonction au juge de paix d'un certain nombre d'assesseurs, véritables jurés civils. Cette idée aurait dû être approfondie et discutée ; elle n'a été qu'indiquée. Combattu par le rapporteur, l'amendement déposé par M. Cunéo d'Ornano a été repoussé. A notre avis, le juge unique présente plus de garanties qu'un tribunal nombreux, à la condition qu'il soit absolument indépendant. Jugeant seul, n'ayant comme guide que sa conscience, connaissant la responsabilité qui lui incombe, il pèsera mieux la sentence qu'il rendra. Chez lui, le sentiment de sa responsabilité, comme il s'agit de procès minimes, remplacera avantageusement les garanties d'une délibération approfondie entre magistrats particulièrement éclairés. C'est seulement dans

le cas où le magistrat unique n'est pas indépendant, lorsqu'il n'est pas à l'abri des influences du dehors, qu'il peut devenir un magistrat inique ; nombreux seront alors pour lui les motifs d'abdication et de partialité, livré à lui-même, ne pouvant partager avec d'autres une responsabilité qui l'effraie, il ne sera dès lors que le jouet des influences !

Nous avons longuement examiné, dans la première partie de notre ouvrage, les règles nouvelles édictées par la loi de 1905 pour assurer la pleine indépendance et l'impartialité des juges de paix. Nous croyons qu'elles seront efficaces et l'expérience nous a donné pleinement raison.

D'ailleurs, la juridiction du juge de paix, magistrat paternel, et par suite un peu partial et accessible aux influences de son entourage, est une très bonne juridiction de premier degré malgré ses défauts. Elle est excellente d'abord parce qu'elle est peu coûteuse ; pour ceux qui s'en contentent, elle est presque gratuite. Elle est excellente aussi parce qu'elle est rapide.

Il fallait donc lui conserver ces deux caractères qui ont fait sa popularité, malgré tous ses défauts, malgré tous les reproches qu'on lui adressait de toute part et qu'elle avait bien mérités.

Deux systèmes se sont révélés, assez obscurément d'ailleurs, au cours de la discussion à la Chambre.

L'un tendait à étendre en toutes matières la compétence du juge de paix, mais il se montrait très

prudent et très modéré dans cette extension. L'autre, au contraire, hardiment réformateur, augmentait la fonction conciliatrice du juge de paix et n'élargissait que sa compétence en premier ressort, mais dans de très larges proportions avec la réserve de l'appel.

Le premier système avait triomphé devant le Sénat en 1896 et avait été adopté par la Commission de la Chambre. Il fut défendu en séance par le rapporteur et immédiatement adopté : L'article 1^{er} de la loi qui consacre ce système a été voté sans discussion générale ; il est ainsi conçu : « Les juges de paix connaissent de toutes actions purement personnelles ou mobilières en dernier ressort jusqu'à la valeur de 300 francs et à charge d'appel jusqu'à la valeur de 600 francs. » Le taux de la compétence en premier ressort demeure donc bien minime malgré la diminution de la valeur monétaire.

Deux raisons principales semblent avoir inspiré l'attitude de la Commission et le vote de certains membres du Parlement. D'une part, il a paru indispensable d'élever le taux de la compétence en dernier ressort ; il eût été souverainement inéquitable d'obliger des plaideurs, souvent pauvres, à subir pour des procès d'une importance très minime, les frais et les longueurs d'un deuxième degré de juridiction. En appel, les frais ont bien vite dépassé l'intérêt du litige et la Chambre a voulu empêcher de la sorte au plaideur riche de traîner devant une deuxième juridiction

son adversaire indigent qui risquerait d'abandonner son procès à raison des dépenses que cette nouvelle instance pourrait entraîner pour lui. M. Cruppi lui-même a reconnu que très souvent le plaideur pauvre pouvait très difficilement suivre en appel le plaideur riche et préférer alors renoncer à sa prétention, souvent justifiée. Dans ces conditions, la réforme qui a été faite est absolument justifiée. Quelle qu'imparfaite que soit la juridiction du juge de paix, elle est préférable à celle d'un tribunal supérieur, plus éclairé et plus impartial peut-être, mais inaccessible, en fait, aux gens malheureux.

D'autre part, la Commission de la Chambre a accepté le chiffre du dernier ressort fixé par le Sénat en 1896, parce qu'elle a redouté un danger qu'offrirait toujours la juridiction de la justice de paix. Dans les cantons, les juges de paix sont entourés d'un grand nombre d'agents d'affaires : ce sont généralement pour les parties des intermédiaires dangereux, peu scrupuleux des intérêts qui leur sont confiés, ne cherchant qu'à compliquer la procédure et à soulever des chicanes pour obtenir de leurs clients un salaire plus élevé. Les avoués des tribunaux de première instance ont mené une campagne des plus vives contre la loi de 1905. Ils se voyaient, non sans regrets, dépouillés d'un grand nombre d'affaires, une partie des plaideurs se trouvait ainsi soustraite à leur intermédiaire obligatoire : ils avaient adressé à ce sujet des plaintes

nombreuses que M. Cruppi a signalées dans son rapport. Ces plaintes n'ont, en fait aucune importance, cependant il y a lieu de remarquer qu'une partie de la clientèle ainsi soustraite aux avoués passera à ces agents d'affaires. Ceux-ci ne présentent aucune garantie de savoir ou de probité ; et ils sont pour les plaideurs de terribles conseillers ; ennemis jurés des transactions, leurs services très onéreux absorbent la plus grande partie sinon la totalité de l'intérêt du procès. La Commission a estimé qu'il ne fallait pas étendre dans une trop large mesure la compétence du juge de paix, en premier, comme en dernier ressort, pour ne pas livrer davantage les plaideurs à ces intermédiaires dangereux.

Quelque légitimes que soient les motifs qui ont inspiré le Parlement, nous aurions préféré que la Commission de la Chambre se ralliât au deuxième système dont nous avons indiqué plus haut les grandes lignes.

Il consistait à ne pas modifier le taux de la compétence en dernier ressort du juge de paix, et de le maintenir à 100 francs, mais au contraire à généraliser sa fonction conciliatrice en l'étendant à toutes les affaires et porter le taux de sa compétence en premier ressort à 1.500 francs. La réserve de l'appel aurait sauvegardé très suffisamment les intérêts légitimes des plaideurs. C'est d'ailleurs ce système qui avait été adopté en 1891 par la Chambre lorsqu'elle avait dis-

cuté la proposition de loi de M. Labussière. Une des principales objections que l'on opposait à ce système, était qu'il risquait de bouleverser de fond en comble notre organisation judiciaire : les tribunaux de première instance sont en effet compétents en dernier ressort pour les affaires personnelles mobilières jusqu'à la valeur de 1.500 francs. Si l'on adoptait le même chiffre de 1.500 francs pour taux de la compétence en premier ressort des juges de paix, que ferait-on, disaient les adversaires du système que nous exposons, de la compétence en premier et dernier ressort des tribunaux d'arrondissement ? Cette objection n'a pas grande valeur et ne justifie pas le rejet de cette réforme : dans toute organisation judiciaire, toutes les juridictions se tiennent et sont intimement liées de la base au sommet, de sorte qu'une réforme apportée aux juridictions inférieures entraîne forcément une modification des juridictions supérieures. Or, tout le monde est d'accord pour reconnaître que le chiffre de 1.500 francs, actuellement adopté comme taux de la compétence en dernier ressort des tribunaux de première instance, est très insuffisant. Avec la dépréciation qu'ont subie toutes les valeurs monétaires depuis la promulgation du Code civil, il est nécessaire d'augmenter le taux de la compétence des tribunaux de première instance. Il est incontestable qu'il est aussi injuste de faire supporter à un plaideur pauvre les frais d'une seconde instance devant une Cour

d'appel pour un procès de 1.500 francs que de l'obliger à subir l'appel devant un tribunal de première instance pour une affaire de justice de paix roulant sur un chiffre de 200 francs. En élevant le taux de la compétence des tribunaux de paix à 1.500 francs on aurait apporté une amélioration sensible dans l'administration de la justice : tout d'abord, ces procès auraient été peu coûteux ; dispensés du ministère des avoués, avec une procédure aussi simplifiée que possible, les frais auraient été minimes. De plus, ces litiges auraient reçu une solution rapide : ce sont généralement des affaires extrêmement urgentes, réclamations de fournisseurs, demandes de pension alimentaire, demandes en paiement de sommes avancées, ces procès doivent être jugés avec célérité. Or, actuellement, nos tribunaux de première instance sont surchargés de besogne, leurs rôles sont encombrés et les jugements se font attendre pendant de longs mois, quelquefois même pendant des années. Devant le tribunal civil de la Seine notamment, les affaires en dernier ressort subissent le rôle pendant environ deux ans et ne sont jugées qu'après trois ans, souvent même davantage. Si le Parlement avait voulu consacrer la réforme qu'il avait adoptée en 1891, il eût évité ces inconvénients et ces litiges urgents auraient été solutionnés rapidement et équitablement par le juge de paix.

Les adversaires de cette modification de notre pro-

cédure nous objectent bien que les juges de paix n'auraient pas une instruction juridique suffisante pour trancher les difficultés qui leur seraient soumises dans le cas où leur compétence serait très étendue. Cette objection avait son importance sous le régime de la loi de 1838 lorsque aucune garantie de capacité n'était exigée des candidats à la magistrature cantonale, mais sous le régime de la loi de 1905, comme des garanties assez sérieuses sont demandées aux juges de paix, cette objection ne porte plus. Le législateur aurait pu d'ailleurs rendre plus difficile l'accès aux fonctions de juge de paix et assurer de la sorte un recrutement excellent des nouveaux magistrats cantonaux.

Une autre objection avait été faite au système que nous préconisons. Nos adversaires prétendaient qu'en voulant simplifier la procédure et diminuer les frais de justice, nous aboutissions à un résultat absolument inverse. Désormais, si le juge de paix était compétent jusqu'à 1500 francs, ces affaires, qui aujourd'hui ne sont soumises qu'à un degré de juridiction, seraient exposées à en subir deux : dans ces conditions, les frais pourraient en être surélevés et la solution définitive du procès serait au contraire retardée : en voulant introduire dans nos Codes une réforme avantageuse pour le justiciable, on aurait au contraire aggravé sa situation. Il est incontestable que ces affaires, qui ne sont pas actuellement susceptibles

d'appel, seraient dès lors soumises à cette voie de recours ; mais la plupart de ces litiges se solutionneraient en première instance, un quart seulement ferait l'objet d'un appel. En admettant même que cette proportion soit au-dessous de la vérité, les frais occasionnés par l'instance en justice de paix ne sont pas assez élevés pour justifier le rejet de cette réforme. Les affaires urgentes recevraient ainsi une solution rapide, sans que les incidents de procédure viennent en retarder l'issue, on aurait fait un pas de plus vers ce qui nous paraît devoir être l'idéal de la justice, c'est-à-dire, une justice équitable, rapide économique et rapprochée du justiciable. Le Sénat n'a pas voulu de cette réforme radicale et a préféré le premier des systèmes que nous avons exposés ; il a craint de bouleverser notre organisation judiciaire, en attribuant aux juges de paix une compétence très étendue. Il a eu également quelques scrupules, il s'est ému des protestations des avoués de première instance ; il est incontestable que si le Parlement s'était rallié au système du projet de 1891 qui attribuait aux juges de paix compétence en premier ressort pour toutes les affaires personnelles et mobilières jusqu'à la valeur de 1500 francs, nombre de tribunaux de première instance auraient perdu le peu d'affaires qu'ils ont à juger actuellement et les avoués qui exercent auprès de ces juridictions auraient vu leurs charges diminuer d'importance dans de très notables proportions ! Mais cet argument ne

justifie pas à lui seul le rejet de cette réforme : il eût été facile en réorganisant notre système judiciaire de supprimer quelques tribunaux peu occupés, et en ce qui concerne les avoués, ils auraient trouvé en plaidant devant les diverses justices de paix une compensation aux pertes que leur aurait fait subir la nouvelle loi : en définitive, la réforme eût été très utile à la majorité du pays. Il serait souverainement injuste de la repousser sous le prétexte de ne pas léser les intérêts de quelques officiers ministériels. Nous espérons toutefois que lorsque la loi de 1905 aura fait ses preuves, lorsque le Sénat sera revenu définitivement des préventions qu'il a, à tort, contre les justices de paix, il s'apercevra de l'erreur commise en 1905, et qu'une nouvelle réforme sera introduite dans notre législation qui aura pour but de faire de la justice de paix, la véritable juridiction du premier degré et la plus importante de toute notre organisation judiciaire.

Quoi qu'il en soit, nous nous trouvons actuellement en présence de dispositions formelles, votées par les deux Chambres ; nous devons nous borner à les étudier et à les commenter.

Avant d'entrer dans le commentaire même des divers articles de la loi de 1905, il est indispensable d'exposer en peu de mots le système que le législateur a cru devoir suivre en ce qui concerne la compétence des justices de paix. L'article 1^{er} de la loi détermine la compétence ordinaire ou de droit commun

du juge de paix : il connaît de toutes les affaires personnelles et mobilières en dernier ressort jusqu'à la valeur de 300 francs et à charge d'appel jusqu'à la valeur de 600 francs. Les articles 2 à 7 de la loi déterminent au contraire la compétence exceptionnelle du juge de paix ; ils lui donnent connaissance d'un certain nombre de litiges qui, à raison de leur nature ou de l'importance de la demande, échappent à sa compétence ordinaire. La compétence extraordinaire des juges de paix, telle qu'elle est posée par la loi de 1905, comprend trois classes d'affaires bien distinctes ; ce sont :

1° Les affaires dont les juges de paix connaissent en dernier ressort jusqu'à 300 francs et à charge d'appel jusqu'à 1.500 francs (art. 2 de la loi de 1905) : ce sont d'une façon générale les contestations entre hôteliers, aubergistes, voituriers, carrossiers et les voyageurs, et les contestations à l'occasion des correspondances et objets recommandés ou chargés :

2° Les affaires dont ils connaissent en dernier ressort jusqu'à 300 francs et en premier ressort quelque valeur que la demande puisse s'élever (art. 3, 4, 5 et 6 de la loi) : ce sont en général les actions en paiement de loyers et celles qui se rattachent au contrat de bail, les demandes de réparations locatives ou d'indemnités pour sa jouissance, les contestations relatives aux engagements des gens de travail et les actions pour dommages faits aux champs et récoltes, les actions civiles

pour diffamations et injures, les demandes relatives aux vices rédhibitoires dans les ventes d'animaux, les contestations entre les Compagnies de transport et les expéditeurs ou destinataires pour la perte des colis postaux ou pour retard dans leur livraison ;

3° Les affaires dont ils connaissent toujours en premier ressort, à quelque chiffre que la demande puisse s'élever (art. 7 de la loi de 1905) : ce sont les demandes en pension alimentaire, les actions en bornage, les demandes en paiement de droits de place perçus par les communes ou leurs concessionnaires, les demandes en indemnité pour entreprises commises dans l'année sur les cours d'eau servant à l'irrigation et au mouvement des usines et moulins.

Telles sont les quatre règles de compétence établies par la loi de 1905 en matière de compétence.

Des lois spéciales ont donné aux juges de paix une compétence exceptionnelle pour un certain nombre d'autres affaires : ce sont la loi du 3 juillet 1877 sur les réquisitions militaires, article 26, qui leur donne compétence en cette matière, en dernier ressort jusqu'à 200 francs, en premier ressort jusqu'à 1.500 francs ; la loi du 19 avril 1901 sur la réparation des dommages causés par le gibier qui leur attribue compétence en cette matière, en dernier ressort jusqu'à 300 francs et à charge d'appel à quelque valeur que la demande puisse monter ; la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, qui leur

donne dans certains cas compétence en dernier ressort, à quelque valeur que la demande puisse s'élever.

Le commentaire de ces lois spéciales ne rentre pas dans le cadre de notre étude, nous nous bornons à indiquer les principes qu'elles formulent.

La loi de 1905 a donc posé en matière de compétence quatre règles distinctes : une règle de droit commun, et trois règles de compétence exceptionnelle que nous examinerons sommairement.

CHAPITRE II

DES AFFAIRES DONT LES JUGES DE PAIX CONNAISSENT EN
DERNIER RESSORT JUSQU'A 300 FRANCS ET EN PREMIER
RESSORT JUSQU'A 600 FRANCS.

L'article 1^{er} de la loi de 1905 détermine cette compétence. Il formule une règle générale et établit la compétence ordinaire ou de droit commun du juge de paix : « Les juges de paix connaissent en matière civile de toutes les actions purement personnelles et mobilières, en dernier ressort jusqu'à la valeur de 300 francs et à charge d'appel jusqu'à la valeur de 600 francs. »

Nous avons vu qu'au cours des travaux préparatoires de la loi de 1905, certains membres de la Chambre avaient demandé que cette compétence fût encore plus large, et nous avons exposé les motifs pour lesquels le Sénat n'a pas cru devoir entrer dans cette voie et a adopté les chiffres de 300 et de 600 francs. La loi de 1905 n'est, en un mot, qu'une extension de

la loi de 1838 : elle s'est bornée à la mettre d'accord avec les exigences de notre vie actuelle.

On entend par compétence le pouvoir donné à un tribunal d'instruire et de juger une affaire. Nous n'avons pas à exposer dans cet ouvrage les règles générales de la compétence et les différences qui existent entre la compétence *ratione materiæ* et *ratione personæ*.

L'article 1^{er} de la loi de 1905 nous présente donc trois questions à résoudre :

1° Qu'entend-on par les mots « en matière civile » ?

2° Qu'est-ce qu'une action personnelle mobilière ?

3° Comment se détermine la valeur de 300 et de 600 francs ?

Nous étudierons dans un 4^e paragraphe les demandes réunies et les demandes reconventionnelles.

§ I. — *Qu'entend-on par les mots « en matière civile ».*

En inscrivant, dans l'article 1 de la loi de 1905, les mots en matière civile, le législateur a voulu indiquer d'une façon précise qu'il entendait écarter de la compétence des juges de paix, toutes les affaires commerciales et les affaires administratives.

a) En ce qui concerne les matières commerciales, la loi de 1838 les avait écartées de la justice de paix. En effet, lors de la discussion de cette loi, on avait

pensé à donner une certaine compétence commerciale au juge de paix dans les arrondissements où il n'y avait pas de tribunal de commerce. On avait proposé d'ajouter à l'article 1^{er} un paragraphe ainsi conçu : « Cette juridiction s'étendra aussi aux affaires commerciales dans les limites de la compétence ci-dessus, dans les lieux où le tribunal de première instance remplit les fonctions de tribunal de commerce. » Cette proposition fut très vivement soutenue par le Garde des Sceaux, mais Portalis la combattit vigoureusement : il fit observer que par une anomalie bizarre, le juge de paix serait compétent dans les arrondissements où il n'y aurait pas de tribunal de commerce, et qu'il ne le serait pas dans les arrondissements où il en existe. « On ne peut, disait-il, établir deux ordres de juridiction alternatifs sur la même matière, ce n'est pas contre l'extension de la compétence que je m'élève, c'est contre le changement de nature de la juridiction. » L'amendement fut repoussé.

La jurisprudence s'est conformée aux intentions du législateur, elle a décidé d'une façon formelle que les juges de paix ne pouvaient connaître des actions qui se rattachent à des transactions commerciales, alors même que le litige n'excéderait pas le taux de leur compétence en matière personnelle mobilière (Cass. 20 avril 1859, Sirey, 1859-I-395 ; Cass., 4 novembre 1863, Sirey, 1863-I-132 ; Cass., 30 novembre

1881, Sirey 1883-I-460 ; Cass., 23 mai 1882, Sirey 1883-I-320 ; Cass., 14 février 1883, Sirey 1883-I-460 ; Cass., 5 février 1896, Sirey 1896-I-217 ; Curasson I-185 ; Garsonnet, II-422 Lyon, Caën et Renault, 3^e éd., I-371.

Lorsque de nouvelles propositions furent déposées à la Chambre, la question de la compétence commerciale des juges de paix se posa de nouveau : M. Goblet, dans son rapport, s'en montra l'adversaire, et M. Ferdinand Dreyfus n'examina plus cette question dans le rapport qu'il fit sur le projet Martin-Feuillée. Le Garde des Sceaux avait d'ailleurs adopté le système de M. Goblet et avait écarté les affaires commerciales des tribunaux cantonaux. Depuis cette époque, toutes les propositions se sont inspirées de ces idées et M. Cruppi dut se rallier aussi, bien qu'à regret, à ce système.

Lors de la discussion de la loi à la Chambre, certains députés voulurent reprendre la question et faire attribuer au juge de paix une certaine compétence en matière commerciale. A la séance du 16 juin 1903, M. Edmond Lepelletier réclama cette extension avec une très vive insistance et M. Georges Berry parla dans le même sens à la séance du 18 juin 1905. Malgré leurs efforts, la Chambre se prononça dans le sens de la commission et refusa au juge de paix toute compétence en matière commerciale.

La règle est donc aujourd'hui la même que sous le

régime de la loi de 1838 : en principe, le juge de paix est incompétent pour connaître de toutes les affaires commerciales. Par exception, certaines actions de cette nature rentrent dans sa compétence parce qu'elles sont spécialement prévues par un texte.

Le motif qui a inspiré cette règle est que la juridiction commerciale est peu coûteuse et que le ministère des avoués n'est pas indispensable devant ces tribunaux. Ces raisons ne nous paraissent pas suffisantes pour justifier la solution admise. Assurément, la procédure commerciale, assez simple, n'occasionne que peu de frais et elle est en général plus rapide que la juridiction civile. Mais, comme le tribunal civil, elle est souvent éloignée du justiciable; il eût été préférable de donner au juge de paix la même compétence en matière commerciale qu'en matière civile; la juridiction cantonale sera toujours plus expéditive que la juridiction commerciale; le juge de paix exercerait dans ces affaires le même pouvoir de conciliateur que dans les affaires civiles, ce qu'un tribunal ne pourra jamais faire. Enfin les parties s'expliqueraient elles-mêmes devant le magistrat cantonal, tandis qu'elles sont obligées souvent de s'adresser à des mandataires pour plaider devant les tribunaux de commerce à raison de leur éloignement. Ces mandataires, souvent peu scrupuleux, occasionnent des frais élevés et n'offrent pas les garanties que présentent les avoués. Pour ces divers motifs nous aurions

préféré voir le Parlement donner au juge de paix une compétence commerciale limitée sans bouleverser nos Codes ; cette réforme eût été excellente, et en attribuant cette compétence aux juges de paix d'une façon générale, on aurait évité l'inconvénient signalé par Portalis et qui consistait à créer en matière commerciale deux ordres de juridiction alternatifs.

Il y a lieu de remarquer, toutefois, que, lorsqu'un débat s'élève entre deux parties dont l'une est commerçante, ou à propos d'un acte qui n'est commercial que pour l'une d'entre elles, la partie qui n'est pas commerçante et qui n'a pas fait acte de commerce peut, à son choix, actionner le défendeur commerçant soit devant la juridiction civile, soit devant le tribunal de commerce ; le commerçant qui a traité avec un particulier doit l'assigner devant le tribunal civil : si donc l'affaire roule sur un chiffre inférieur à 600 francs, le juge de paix sera compétent pour la trancher. Le juge de paix connaîtra également, dans les limites de l'article 1^{er}, des litiges soulevés par les engagements purement civils contractés par un commerçant. La jurisprudence s'est prononcée d'une façon formelle sur ces diverses questions (Cass., 21 juillet 1873, Sirey, 1873-I-446 ; Cass., 30 juillet 1884, Sirey, 1885-I-77 ; Cass., 5 février 1896, Sirey, 1896-I-217 ; Cass., 30 novembre 1897, Sirey, 1898-I-405).

En définitive, le juge de paix n'est incompétent que

si l'affaire a le caractère commercial pour les deux parties. Dans ce cas même, on se demande si les parties ne pourraient pas se mettre d'accord pour proroger la compétence du juge de paix conformément à l'article 7 du Code de procédure civile.

b) En ce qui concerne les affaires administratives, les juges de paix ne peuvent en connaître. Aux termes de l'article 13, titre II, de la loi des 16-24 août 1790 et de la loi du 16 fructidor, an III, il est interdit aux tribunaux de s'immiscer dans les affaires du domaine administratif et cette règle s'applique aux juges de paix comme à tous les tribunaux de l'ordre judiciaire. La loi de 1838 n'y a porté aucune atteinte et la loi de 1905 n'a rien innové sur ce point. En conséquence, si une action dont la connaissance est attribuée aux tribunaux administratifs est portée devant le juge de paix, ce magistrat doit se déclarer d'office incompétent. Si la question administrative est posée par voie d'exception, cette exception constitue une question préjudicielle et le juge de paix doit surseoir à statuer sur la demande principale jusqu'à ce que la juridiction administrative ait statué sur la question qui relève de sa compétence.

Nous n'avons pas à rechercher ici ce que la jurisprudence entend par actes administratifs. Nous nous en rapportons à la définition qui en a été donnée par M. Laferrière, dans son traité de la juridiction administrative, tome I, p. 429. « On ne doit pas considérer,

« dit-il, comme échappant de plein droit à la compétence judiciaire, tout acte émané de l'Administration, toute opération accomplie ou prescrite par elle dans un intérêt général, mais seulement les actes et les opérations qui se rattachent à l'exercice de la puissance publique et qui excèdent à ce titre les facultés des citoyens.

« Ces facultés, qui sont égales pour tous dans les rapports des individus entre eux, le sont aussi dans leurs rapports avec l'Administration, lorsque celle-ci fait, en vue d'intérêts généraux, ce qu'un simple citoyen pourrait faire en vue d'intérêts particuliers ; mais ces facultés ne sont plus égales entre les individus et l'administration, lorsque celle-ci exerce la puissance qui lui a été déléguée ; ce n'est plus alors le principe d'égalité qui domine, mais, au contraire, le principe d'autorité : droit de commandement d'un côté, devoir de soumission de l'autre. » En résumé, l'acte administratif est l'acte émané d'un fonctionnaire de l'Etat exerçant le pouvoir qui lui a été délégué par la loi.

La question de compétence, en matière administrative, se pose fréquemment, surtout dans les cas de dommages causés aux particuliers par l'exécution de travaux publics ou de dommages causés par des fonctionnaires dans l'exercice de leurs fonctions. Si le fait reproché est distinct de la fonction, s'il peut être apprécié d'après le droit commun sans qu'il soit néces-

saire d'interpréter un règlement ou des ordres administratifs ; s'il constitue non un acte du « fonctionnaire » mais un acte personnel de l'agent, le juge de paix pourra dans les limites de sa compétence connaître du fait incriminé. Il est nécessaire de rappeler que toutes les instances relatives à l'assiette et au recouvrement des contributions directes sont de l'ordre administratif, et échappent par conséquent à la juridiction cantonale.

§ II. — *Qu'est-ce qu'une action purement personnelle et mobilière ?*

L'action est le droit de poursuivre en justice ce qui nous est dû. *Actio nihil aliud est quam jus persequendi in iudicio quod nobis debetur.* C'est le droit qui appartient à chaque individu de recourir à l'autorité judiciaire pour obtenir d'elle la reconnaissance d'un droit contesté ou le respect d'un droit violé. Le nombre des actions est illimité : autant on peut créer de droits, autant il y a d'actions. L'action d'ailleurs participe du droit et a les mêmes caractères que lui : elle peut être personnelle ou réelle, mobilière ou immobilière, sensible ou insensible, etc.

L'article 1 de la loi de 1905 s'exprime d'une façon très générale et donne connaissance au juge de paix de toutes les affaires personnelles et mobilières : il est

cependant difficile, quelquefois, de déterminer ce qu'on entend par actions personnelles et par actions mobilières.

L'action est personnelle si elle a pour objet un droit de créance; elle porte directement sur une personne qui s'est engagée par un contrat ou qui se trouve liée par un délit ou par un quasi-délit. — L'action réelle au contraire porte directement sur une chose et a pour fin la remise de cette chose. — L'article 59 du Code de procédure civile distingue entre ces deux sortes d'actions réelle et personnelle, des actions mixtes. On a discuté sur la définition et la nature de ces actions, certains auteurs et parmi eux des plus éminents comme MM. Aubry et Rau ont même soutenu qu'elles n'existaient pas. Une action est mixte toutes les fois qu'il existe au profit de celui qui l'exerce deux droits, l'un réel, l'autre personnel, ayant entre eux un rapport de cause à effet, qui auraient pu être exercés par deux actions distinctes et qui le sont par une seule et même action.

Les actions relatives à l'état ou à la capacité des personnes ne peuvent entrer dans aucune de ces catégories; elles ne sont jamais de la compétence du juge de paix.

Ces définitions nous montrent qu'une action personnelle sera presque toujours mobilière : il y a cependant des exemples d'actions personnelles immobilières, notamment l'action qui dérive de l'obligation contractée par une personne de transférer la pro-

priété d'un immeuble. Pour que cette action soit immobilière il faut toutefois que cette convention ne soit pas elle-même translatrice de propriété par exemple ; quand on s'engage à donner une chose in genere, ou une chose qui n'appartient pas à celui qui donne ; ou quand, en vertu d'une clause spéciale, on a remis le transfert de la propriété à une date ultérieure.

Une action réelle sera presque toujours immobilière ; elle, peut cependant, être mobilière quand il s'agira de la revendication d'un meuble en cas de perte, de vol ou de déplacement pour le preneur sans le consentement du bailleur.

Pour que le juge de paix soit compétent dans les limites de l'article 1^{er} il suffit que l'action exercée soit personnelle ou mobilière. Sous le régime de la loi de 1790, une difficulté s'était posée : l'article 9 du titre III, en effet, donnait connaissance au juge de paix « de toutes les causes purement personnelles et mobilières ». Ce texte semblait exiger, pour donner compétence au juge de paix, la réunion des deux qualités de personnelle et de mobilière. L'opinion contraire avait prévalu en doctrine et en jurisprudence et l'on considérait comme une erreur de rédaction la présence du mot « et » qui semblait exclure les actions mixtes ou réelles. La loi de 1838 a substitué la disjonctive « ou » à la conjonctive « et » ; elle a, en adoptant ainsi la formule de l'article 2 du Code de procédure, mis fin à la controverse. La loi de 1905 a sur ce

point reproduit les termes de la loi 1838, la question ne fait donc plus de doute aujourd'hui. Dans les limites de notre article, le magistrat cantonal sera toujours compétent pour connaître d'une action mobilière, qu'elle soit personnelle, réelle ou mixte.

La solution est plus douteuse en ce qui concerne les actions personnelles à raison de la rédaction de la loi. L'article 1^{er} en effet emploie l'expression « actions *purement* personnelles ». Il semble bien que le législateur ait voulu écarter les actions personnelles immobilières : le juge de paix ne serait alors compétent qu'autant que l'action aurait pour cause l'obligation personnelle du défendeur ou la revendication d'une chose que la loi classe parmi les meubles ou encore l'une et l'autre. Il cesserait d'avoir juridiction dès que l'action porterait sur un immeuble fût-elle même personnelle ou mixte, à l'exception toutefois des actions possessoires. La distinction des actions en personnelles et réelles n'a rien de commun avec la distinction en actions réelles et immobilières. Le législateur a fait une confusion probablement ; nous devons le supposer, étant donné que cette partie de l'article a été adoptée sans la moindre discussion : nous interpréterons donc sagement sa volonté en disant qu'en rapprochant par la conjonction « ou » les actions *purement* personnelles des actions mobilières il a voulu écarter expressément les actions immobilières. Tel est d'ailleurs l'avis de M. Cruppi, rapporteur de

la loi, dans son commentaire de la loi de 1905.

En résumé, dans les limites de l'article 1^{er} le juge de paix connaît de toutes les actions mobilières, qu'elles soient personnelles, réelles ou mixtes, mais il ne connaît des actions personnelles que si elles sont en même temps mobilières. Un exemple éclairera la règle que nous venons de poser : l'action en partage est, de l'avis général, une action personnelle puisqu'il s'agit d'exécuter une obligation qui résulte de la situation de fait des personnes. S'il s'agit de partager des objets mobiliers dont la valeur n'est pas supérieure à 600 fr., le juge de paix sera compétent ; s'il s'agit au contraire de partager des immeubles, il sera incompétent. Il est regrettable que le législateur ait commis cette erreur et que modifiant et étendant les règles de la compétence des juges de paix, il n'ait pas, par une rédaction plus claire et plus explicite de l'article 1^{er} donné compétence à ce magistrat pour les affaires personnelles immobilières qui sont d'ailleurs assez rares.

Malgré la généralité des termes de l'article 1^{er} certaines affaires, autres que les affaires commerciales ou administratives, ne sont pas de la compétence des justices de paix. Ce sont :

1° Les affaires d'enregistrement. Les questions d'enregistrement sont exclusivement dévolues aux tribunaux de première instance, aux termes de la loi du 22 frimaire an VII. Les juges de paix ne peuvent

également connaître des instances relatives à la perception des contributions indirectes.

2° Les demandes formées pour frais exposés par les officiers ministériels. Aux termes de l'article 60 du Code de procédure, ces demandes doivent être portées devant le tribunal où ces frais ont été faits. L'article 17 de la loi a spécialement donné compétence au juge de paix pour les actions en paiement de frais exposés par des officiers ministériels devant sa juridiction. En dehors de ce cas spécial, il ne pourra jamais connaître des frais exposés devant une autre juridiction.

3° Enfin la loi de 1905 n'a pas abrogé l'article 20 de la loi du 25 mai 1838 qui décide que les actions concernant les brevets d'invention ne seront jamais de la compétence des juges de paix, qu'il s'agisse de demandes en nullité ou en déchéance des brevets ou de contrefaçon.

§ III. — *Détermination de la valeur du litige.*

Il faut s'attacher à la demande, à la quotité de la somme réclamée et non à celle de la somme allouée. Il faut donc que la demande soit déterminée pour que le juge de paix soit compétent.

La loi du 11 avril 1838, qui définit la compétence des tribunaux de première instance, dit qu'ils connaî-

tront en dernier ressort de toutes les actions personnelles et mobilières jusqu'à la valeur de 1.500 francs de « principal ».

Ce dernier mot ne se trouve inséré ni dans le texte de la loi de 1838 ni dans celui de la loi de 1905, mais il y est sous-entendu. Le principal n'est pas d'ailleurs le capital. Pour déterminer la compétence du juge de paix ainsi que le premier et le dernier ressort, les intérêts et arrérages échus avant la demande s'ajoutent au capital et forment le principal.

Une demande dont l'objet est indéterminé appartient exclusivement aux tribunaux d'arrondissement, à moins qu'il ne s'agisse d'une des affaires exceptionnelles pour laquelle le juge de paix est compétent, à quelque valeur que la demande puisse monter. Lorsque la valeur de l'objet est fixée dans la citation, il ne peut y avoir de difficulté, la compétence est déterminée d'après cette valeur sans que le défendeur puisse soutenir que l'objet réclamé a une valeur supérieure à celle fixée par la demande. Le projet déposé en 1838 disait dans un article spécial que la compétence serait déterminée, s'il s'agissait d'une somme d'argent, par les conclusions du demandeur ; s'il s'agissait d'effets mobiliers, par l'évaluation que l'on serait tenu de donner dans la demande, sauf au défendeur à contester cette évaluation. Dans ce cas, le juge de paix prononcerait sur sa compétence par une disposition distincte. Cet article, contraire à tous

les principes de notre droit, a été repoussé. Cette question n'a pas été posée dans les propositions et les projets de modification de la loi de 1838. L'article 1^{er} a été adopté sans discussion à la Chambre et au Sénat; le législateur a donc purement et simplement confirmé les règles précédemment admises.

Nous nous bornerons donc à exposer brièvement les principes généraux qui régissent en cette matière toute notre procédure.

Pour fixer le montant de la demande, le magistrat doit s'attacher au dernier état des conclusions. Si donc la valeur de la demande n'est pas fixée dans la citation, elle peut être déterminée par les parties au cours de l'instance par voies de conclusions et le juge de paix ne pourrait se déclarer incompétent sous le prétexte que la demande n'était pas déterminée lorsqu'elle a été introduite. Le juge de paix n'a d'ailleurs pas le droit d'évaluer lui-même la valeur du litige qui lui est soumis lorsque les parties ne l'ont pas fait elles-mêmes. La Cour d'Alger, le 6 avril 1852 (Dalloz, 1855-II-272) a décidé cependant le contraire. Cette décision isolée accorde aux magistrats un pouvoir exorbitant qu'ils ne pourraient tenir que de la loi et qu'aucun texte législatif ne leur a reconnu. La Cour de cassation a d'ailleurs condamné cette doctrine, notamment le 25 novembre 1898 (Sirey, 1899-I-142) et le 23 décembre 1901 (Sirey, 1902-I-120). La Cour de Cassation a toutefois admis un tempérament à cette règle : elle a

décidé, le 4 janvier 1854 (Dalloz, 1854-I-30), que les juges ont le droit d'évaluer la demande quand les conclusions même, du demandeur leur fournissent les bases de cette évaluation. Ils pourront les trouver dans les cours de la Bourse, les mercuriales des marchés, les taxes administratives, etc...

Une question délicate se pose au sujet de la compétence générale des juges de paix. Un plaideur pourra-t-il assigner une personne devant la juridiction cantonale pour une somme inférieure à 600 francs, alors que cette somme demandée fait partie d'une obligation d'une valeur beaucoup plus élevée. Il est de règle que c'est la valeur de la demande elle-même qui détermine la compétence et non la valeur de l'obligation. Dans ces conditions, le juge de paix sera compétent dès que le litige porté devant son tribunal n'excèdera pas 600 francs. Il n'y aurait qu'une exception dans le cas où la demande soulèverait une question d'interprétation de l'obligation tout entière, qui deviendrait alors le fond du débat. Le juge de paix, incontestablement, ne pourrait en connaître.

Le juge de paix, compétent pour connaître de toutes les affaires qui entrent dans le cadre de l'article 1^{er} de la loi de 1905, sera inévitablement le juge de paix du domicile du défendeur. L'article 2 du Code de procédure civile, qui établit les règles de la compétence *rationæ personæ* s'applique à la juridiction cantonale comme à toutes les autres.

Nous avons ainsi établi les principes de la compétence générale du juge de paix, tels qu'ils sont établis par la loi de 1905. Les articles 9, 10 et 11 ont posé des règles nouvelles relatives aux demandes réunies et aux demandes reconventionnelles : il nous est nécessaire de les étudier avant d'examiner les principes de la compétence spéciale des juges de paix.

§ IV. — *Des demandes réunies et des demandes reconventionnelles.*

A) Des demandes réunies.

Deux règles différentes sont posées par la loi suivant que les demandes sont formées en même temps par le même demandeur et suivant que la même demande est formée par plusieurs demandeurs ou contre plusieurs défendeurs.

L'article 8 a prévu le premier cas, il s'exprime ainsi : « Lorsque plusieurs demandes formulées par la même partie contre le même défendeur seront réunies dans une même instance, le juge de paix ne prononcera qu'en premier ressort si leur valeur totale s'élève au-dessus de 300 francs lors même que quelque-une de ces demandes serait inférieure à cette somme. Il sera incompétent sur le tout si ces demandes excèdent, par leur réunion les limites de sa juridiction. »

Cet article a été adopté sans discussion à la Chambre et au Sénat. Il vise le cas où plusieurs demandes sont formées par la même partie et il décide que c'est au total de ces demandes qu'il faudra s'attacher pour déterminer la compétence du juge de paix. Si donc la valeur totale des demandes est supérieure à 300 francs bien que chacune d'entre elles soit inférieure à ce chiffre, le juge de paix ne statuera qu'en premier ressort. Il sera incompétent sur l'ensemble, si le chiffre total des demandes dépasse 600 francs, alors même que chacune d'entre elles serait renfermée dans les limites de sa compétence : si un créancier réclamait en justice le paiement de quatre créances de 152 francs chacune, le total de la demande étant de 608 francs, le juge de paix serait incompétent.

D'ailleurs, rien ne force une personne qui a plusieurs demandes à exercer contre le même individu à les former par le même exploit : elle peut les diviser et les porter à des audiences différentes successivement. Le juge de paix qui aurait statué sur une première demande ne pourrait pas ensuite se déclarer incompétent. L'article 1346 du Code civil exige bien la réunion dans un même exploit de certaines demandes, mais il ne prévoit que le cas où les demandes ne sont pas entièrement justifiées par écrit, et il ne pourrait donc être appliqué que dans le cas où il s'agirait de preuve testimoniale. Cette preuve pourrait être déclarée non recevable si les diverses demandes non

justifiées par écrit n'avaient pas été réunies dans le même exploit.

Les dispositions de l'article 8 s'appliquent aussi bien aux demandes de même nature qu'à celles qui sont de nature différente, à celles qui se basent sur le même titre qu'à celles qui ont des causes diverses, à celles qui sont formées par le même exploit qu'à celles qui sont introduites par des citations distinctes ou par des conclusions additionnelles à la citation introductive d'instance.

L'article 8 pose une règle générale de compétence, il s'applique aux affaires de la compétence ordinaire du juge de paix et à celles de sa compétence spéciale au cas où cette compétence est portée à 1.500 francs. Si, par exemple, un demandeur formait à la fois contre le même défendeur quatre demandes s'élevant chacune à 378 francs, le total de ces demandes s'élevant à 1.502 francs, le juge de paix serait incompétent pour statuer sur le tout.

L'article 8 aurait dû décider qu'en cas de pluralité de demandes faites par le même demandeur, on s'attacherait divisément à chacune d'elles pour fixer la compétence. Cela aurait été rationnel quand les demandes ne sont pas connexes et n'ont pas la même cause : chacune d'entre elles forme en effet un litige spécial. Cette règle eût été préférable, car comme nous l'avons dit plus haut, le demandeur peut porter ces demandes à des audiences successives quand elles

ne sont ni solidaires ni conjointes et éluder ainsi la règle posée par l'article 8. On eût ainsi évité des frais inutiles et des retards préjudiciables aux plaideurs.

L'article 9 a prévu le cas où une même demande est formée par plusieurs demandeurs agissant en vertu d'un titre commun, ou contre plusieurs défendeurs tenus en vertu d'un même titre. La loi de 1838 n'avait pas envisagé cette hypothèse et la jurisprudence avait dû combler cette lacune. Elle avait fait une distinction suivant que la créance était solidaire ou simplement conjointe. Dans le cas où l'obligation était solidaire, la compétence était fixée par le total de la créance ; dans le cas où l'obligation était conjointe, la compétence était déterminée par la part de chaque créancier ou de chaque débiteur. La Cour de cassation avait établi cette jurisprudence d'une manière formelle (Cass., 15 juin 1874, Dalloz, 1874-I-128 ; Cass., 18 janvier 1876, Dalloz, 1876-I-165 ; Cass., 5 janvier 1881, Sirey, 1881-I-345).

L'article 9 n'a fait que consacrer cette jurisprudence qui est conforme aux principes de notre droit civil et qui a pour base la distinction entre les obligations solidaires et les obligations conjointes. Donc, en cas de pluralités de demandes, alors même que l'action serait engagée en vertu d'un titre commun ou d'une cause commune, le juge de paix pourra en connaître si l'obligation est conjointe et si la part af-

férente à chacune des parties n'excède pas le taux de sa compétence : il y a en effet autant de contestations qu'il y a de parties ayant un intérêt distinct et chaque demandeur ne réclame qu'une condamnation qui ne dépasse pas 600 francs.

En matière d'obligation solidaire, il n'en sera plus de même ; puisque chaque débiteur est tenu de payer la totalité de la dette et qu'une même condamnation sera prononcée contre tous pour la totalité de l'obligation.

B) Demandes reconventionnelles.

Les articles 10 et 11 de la loi de 1905 ont réglementé les demandes reconventionnelles et ont comblé une lacune de la loi de 1838. L'article 10 décide que le juge de paix connaît de toutes les demandes reconventionnelles ou en compensation qui sont dans les limites de la compétence, lors même que ces demandes réunies à la demande principale excéderaient les limites de sa juridiction.

La demande reconventionnelle est formée par le défendeur contre le demandeur : c'est un moyen de défense invoqué par lui ; il est de l'intérêt évident des plaideurs que la demande reconventionnelle soit portée devant le juge qui doit connaître de l'action principale : c'est une sorte de règlement de compte qui se fait devant lui ; il faut que chacun des articles qui le compose ne fasse pas l'objet d'un litige spécial et distinct. Pour fixer les

limites de la compétence, on ne réunit pas le montant de la demande principale et de la demande reconventionnelle ; on examine chacune des actions ou des exceptions exclusivement. Il suffit que chacune d'entre elles soit de la compétence du juge de paix pour que celui-ci puisse statuer.

La règle posée à ce sujet par l'article 10 est rationnelle, chacune de ces demandes a un objet déterminé et particulier, il eût été absurde de les réunir arbitrairement pour fixer la compétence du juge. La loi de 1905 n'a d'ailleurs fait qu'appliquer d'une manière formelle aux justices de paix les principes posés en la matière par le Code de procédure civile.

Nous n'avons pas à examiner ici les divers caractères de la demande reconventionnelle, qu'il nous suffise de rappeler qu'elle peut se présenter sous trois formes distinctes : la demande reconventionnelle proprement dite, action véritable, opposée par le défendeur au demandeur, et qui a pour but d'anéantir ou de diminuer les effets de la demande principale ; la demande en compensation, exception tendant à démontrer que le débiteur s'est libéré en tout ou en partie de l'obligation dont le demandeur exige l'exécution ; enfin la demande en dommages-intérêts fondée exclusivement sur la demande principale. L'article 10 a formulé au sujet de cette dernière catégorie d'actions une règle spéciale que nous commenterons plus spécialement ci-dessous.

L'article 11 applique le principe formulé par l'article 10 ; il décide, en effet, que chacune des demandes principales reconventionnelles ou en compensation sera jugée sans appel lorsque chacune d'entre elles rentrera dans le cadre de la compétence en dernier ressort du juge de paix. Si une seule de ces demandes n'est susceptible d'être jugée qu'en premier ressort, le juge se prononcera sur toutes à charge d'appel. Si la demande reconventionnelle ou en compensation dépasse les limites de sa compétence, le juge ne pourra l'examiner et il devra la renvoyer à l'examen du tribunal compétent ; mais en ce qui concerne la demande principale, il pourra statuer lui-même ou la renvoyer avec la demande reconventionnelle devant les juges compétents : dans ce dernier cas, l'affaire serait dispensée du préliminaire de conciliation devant le tribunal de première instance.

Nous approuvons entièrement cette dernière règle. Elle donne au juge de paix un pouvoir discrétionnaire, mais il saura en user judicieusement : chaque fois que la demande reconventionnelle excédant le taux de sa compétence lui paraîtra purement vexatoire et sans fondement sérieux, quand elle n'aura été introduite que pour écarter le litige de sa juridiction, il disjoindra les causes, il statuera sur la demande principale et renverra les parties à se pourvoir devant qui de droit pour l'examen de la demande reconventionnelle. Quand au contraire, la demande recon-

ventionnelle lui semblera sérieuse et digne d'attention, il se déclarera incompétent sur le tout et renverra toute l'affaire devant le tribunal qui doit en connaître. Cette règle sera surtout profitable aux plaideurs malheureux qui, ayant à exercer un droit contre un défendeur riche, se voyaient souvent l'objet de demandes reconventionnelles absolument injustifiées ; ces demandes n'avaient qu'un but : éluder le tribunal de paix pour que l'affaire soit jugée devant le tribunal civil où les frais sont élevés et la procédure lente. Le plaideur riche pouvait ainsi espérer décourager son adversaire infortuné. Grâce à l'article 11 de la loi de 1905, cet abus ne pourra plus se reproduire.

Il nous reste à examiner les demandes en dommages-intérêts basées exclusivement sur la demande principale ; ce sont les demandes qui sont fondées sur le « tort que l'action cause au défendeur dans sa réputation ou dans son crédit par l'opiniâtreté avec laquelle elle a été poursuivie, ou sur des imputations injurieuses ou diffamatoires auxquelles le demandeur s'est livré à son égard (1) ».

L'article 10 § 2 est ainsi conçu : « Les juges de paix connaissent, comme de la demande principale, des demandes reconventionnelles en dommages-intérêts fondées exclusivement sur la demande principale, à quelque somme qu'elles puissent monter. »

(1) Garsonnet, *Traité de procédure*, t. I, p. 396.

Et l'article 11 § 3 pose la règle que le juge de paix statuera en dernier ressort si seule la demande reconventionnelle en dommages-intérêts, fondée exclusivement sur la demande principale, dépasse sa compétence en premier ressort.

Ces deux paragraphes ont eu pour but de remédier à un grave abus qui s'était produit sous le régime de la loi de 1838. L'article 7 de cette loi décidait bien que le juge de paix connaîtrait de la demande en dommages-intérêts fondée exclusivement sur la demande principale elle-même, à quelque chiffre que cette demande puisse monter. Déjà, grâce à cet article, le défendeur ne pouvait dessaisir le juge de paix par une demande en dommages-intérêts excédant le taux de sa compétence en dernier ressort ; mais il pouvait en tous cas modifier le degré de juridiction et rendre susceptible d'appel un litige qui aurait été tranché en dernier ressort. L'article 7 avait omis de dire en effet si le juge de paix connaîtrait en premier ou en dernier ressort de la demande principale et de la demande reconventionnelle et la Cour de cassation avait décidé que la décision du juge de paix était susceptible d'appel toutes les fois qu'il avait dû statuer sur une demande reconventionnelle excédant le taux de sa compétence en dernier ressort, alors même que cette demande reconventionnelle était exclusivement basée sur la demande principale.

Elle avait refusé d'étendre aux juges de paix l'ar-

ticle 2 de la loi du 11 avril 1838 sur les tribunaux de première instance, qui attribue à ces juridictions le pouvoir de statuer en dernier ressort sur les demandes en dommages-intérêts fondées exclusivement sur la demande principale (Cass., 26 mai 1873 ; Cass., 5 avril 1881, Sirey, 1883-I-446).

Ces décisions avaient favorisé une pratique extrêmement dangereuse et extrêmement préjudiciable aux intérêts des justiciables. Un plaideur réclamait une somme de 90 francs par exemple, le défendeur répondait par une demande en dommages-intérêts de la somme de 101 francs, basée exclusivement sur la demande principale. Après le jugement de la juridiction cantonale, le défendeur pouvait faire appel de cette décision ; devant le tribunal civil il ne soutenait même pas sa demande reconventionnelle, il avait atteint le but qu'il recherchait : rendre susceptible d'appel une affaire qui ne l'était pas. Il avait à cette solution un double avantage : d'une part, il empêchait ainsi le juge de paix de juger uniquement en équité et il se ménageait la possibilité d'un pourvoi en cassation pour violation de la loi ; d'autre part, il espérait décourager le demandeur qui, devant l'importance des frais exposés et la crainte des lenteurs de la procédure préférait souvent renoncer à sa demande. En somme, par un procédé abusif, on était arrivé à changer la loi et à en bouleverser toute l'économie.

L'article 10 a mis fin à cette anomalie en dictant que

les juges de paix connaissent de la demande reconventionnelle en dommages-intérêts basée exclusivement sur la demande principale, *comme de la demande principale elle-même* : par conséquent, le juge de paix connaîtra en dernier ressort de la demande reconventionnelle, si la demande principale est en dernier ressort ; il en connaîtra en premier ressort, si la demande principale est susceptible d'appel. Les expressions de la loi sont assez claires pour ne pas prêter à équivoque. Cependant le législateur a tenu à les expliquer encore plus explicitement et c'est pourquoi il a inséré dans l'article 11 le paragraphe troisième que nous avons reporté plus haut (Voir *supra*, p. 102). Il a voulu ainsi éviter à tout prix le retour des abus que nous avons signalés et donner l'assurance aux plaideurs qu'il ne dépendra pas d'un défenseur de mauvaise foi de soustraire un litige à la juridiction cantonale ou de rendre susceptible d'appel une affaire qui devrait être jugée en dernier ressort. Les juges de paix ont déjà été appelés à appliquer les dispositions des articles que nous venons de commenter. Le juge de paix de Pont-l'Évêque a notamment décidé, le 8 octobre 1905 (*Décision des juges de paix*, 1906, p. 39), que la demande reconventionnelle fondée sur la demande principale alors même qu'elle excède la compétence en dernier ressort des juges de paix, n'empêche pas le jugement d'être en dernier ressort lorsque la demande principale pouvait être, à raison de son chiffre, jugée sans

appel. Le tribunal civil de Narbonne a appliqué le même principe le 7 décembre 1906 (*Journal des juges de paix*, 1906, p. 338) et a décidé également que la demande reconventionnelle est en dernier ressort lorsqu'elle est basée exclusivement sur la demande principale et que celle-ci est elle-même en dernier ressort. Les tribunaux de paix de Rodez, 2 novembre 1906 (*Journal des juges de paix*, 1907 p. 313), et de Juvigny-le-Tartre, le 18 février 1907 (*Ibidem*, 1907, p. 569), se sont prononcés dans le même sens.

Les principes posés par les articles 10 et 11 sont absolument généraux et s'appliquent aussi bien aux affaires de la compétence ordinaire qu'à celles de la compétence extraordinaire des juges de paix.

Nous avons ainsi terminé l'examen des règles de la compétence générale des juges de paix. Après avoir établi dans son article 1^{er} les limites et les caractères de la compétence ordinaire du juge de paix, la loi a attribué dans les articles suivants une compétence spéciale à ces magistrats.

CHAPITRE III

DES AFFAIRES DONT LE JUGE DE PAIX CONNAIT EN DERNIER RESSORT JUSQU'A 300 FRANCS ET A CHARGE D'APPEL JUSQU'A 1.500 FRANCS.

L'article 2 de la loi de 1905 a établi les règles de cette compétence et a déterminé la nature des affaires dont le juge de paix pourrait connaître dans les limites de cette compétence. L'article 2 décide, tout d'abord, que les juges de paix seront compétents pour connaître des affaires qu'il énumère, en dernier ressort jusqu'à 300 francs et à charge d'appel jusqu'au taux de la compétence en dernier ressort des tribunaux de première instance. Ce taux, qui est fixé par la loi du 14 avril 1838, est de 1.500 francs.

Cet article a pour but d'étendre la compétence du juge de paix jusqu'à une somme assez élevée pour de petits procès urgents exigeant une solution rapide et peu coûteuse et ne soulevant pas de grandes difficultés en général. Il y a lieu de remarquer avant d'entrer dans le détail des règles posées par l'article 2 qu'il faut

toujours, pour que le juge de paix soit compétent, que la demande dont il est saisi soit déterminée. Si l'on se bornait à réclamer un objet, par exemple sans en fixer la valeur, la demande serait indéterminée et le juge de paix serait obligé de se déclarer incompétent, quelque minime que puisse paraître le prix de la chose litigieuse.

L'article 2 prévoit quatre catégories d'affaires distinctes :

1° Les contestations entre hôteliers, aubergistes ou logeurs, et les voyageurs ou locataires en garni, leurs répondants ou cautions pour dépense d'hôtellerie et perte ou avarie d'effets déposés dans l'auberge ou dans l'hôtel ;

2° Les contestations entre les voyageurs et les entrepreneurs de transports par terre ou par eau, les voituriers ou bateliers pour retard, frais de route et perte ou avarie d'effets accompagnant les voyageurs ;

3° Les contestations entre les voyageurs et les carrossiers ou autres ouvriers pour fournitures, salaires et réparations faites aux voitures et autres véhicules de voyage ;

4° Les contestations à l'occasion de correspondance et autres objets recommandés et des envois de valeurs déclarées grevées ou non de remboursement.

La loi de 1838 dans son article 2 avait attribué également au juge de paix une compétence extraordinaire pour les affaires classées dans les trois premiers

paragraphes [de l'article 2 de la loi de 1905. Comme la loi de 1905, elle avait fixé en ces matières la compétence, en premier ressort, à 1.500 francs ; mais la compétence en dernier ressort, était arrêtée à 100 francs de principal. La réforme a donc consisté à élever le taux du dernier ressort en le fixant à 300 francs, à compléter certaines dispositions pouvant donner lieu à des difficultés d'interprétation et à ajouter le § 4 relatif aux correspondances.

§ I. — *Contestations entre hôteliers, aubergistes ou logeurs et voyageurs ou locataires en garni.*

Il est facile aujourd'hui de donner une définition des professions énumérées dans le paragraphe 1 de l'article 2. L'aubergiste ou l'hôtelier est l'homme qui fait profession de loger et de nourrir à prix d'argent les passants et les voyageurs. Le logeur ou le loueur en garni est l'homme qui, étant propriétaire ou locataire d'une maison, meuble des chambres ou des appartements pour les louer, à l'année, au mois, à la semaine ou au jour. Ce qui caractérise le logeur, c'est qu'il fait profession de louer : on ne pourrait considérer comme logeur, en effet, une personne qui aurait loué accidentellement une ou plusieurs chambres meublées. La loi du 15 juillet 1880, sur les patentes, art. 7, § 3, a appliqué ces principes en

décidant que les propriétaires ou locataires qui louent accidentellement des chambres ne sont pas soumis à l'impôt de la patente ; la Cour de cassation, le 23 octobre 1885 (Dalloz, 1887-1-47), a jugé que l'on ne peut considérer comme logeur un propriétaire qui loue en garni une partie de sa maison qui ne lui est pas nécessaire, à des personnes qu'il a choisies.

Les voyageurs ou locataires en garni que la loi oppose aux hôteliers et aux logeurs sont des personnes qui, étant de passage dans une ville où ils n'ont ni résidence ni domicile, se présentent dans un hôtel pour y coucher, s'y nourrir et y séjourner quelque temps et celles qui s'adressent aux logeurs pour avoir une chambre ou un appartement meublé. La loi de 1905 a permis d'assigner également les répondants ou cautions des voyageurs ou des locataires en garni. Cette disposition nouvelle vise principalement les ouvriers nomades. L'aubergiste chez lequel ils demeurent demande souvent la caution du patron : pour lui assurer toute garantie, la loi l'autorise à réclamer le montant de sa créance aux répondants et aux cautions comme au débiteur principal (Chambre des Députés, séance du 18 juin 1903, *Journal Officiel*, Déb. parl. 1903, p. 2016).

L'article 2 prévoit deux sortes d'affaires rentrant dans la compétence du juge de paix.

Ce sont, les litiges relatifs aux dépenses d'hôtellerie

et ceux relatifs à la perte ou à l'avarie d'effets déposés dans l'auberge ou dans l'hôtel.

On entend par dépense d'hôtellerie tout ce qui est la conséquence du séjour du voyageur dans l'hôtel : ce sont les frais de nourriture, de chambre, d'éclairage, d'entretien et toutes les fournitures accessoires faites selon l'usage des lieux.

Les litiges relatifs à la perte et à l'avarie d'effets déposés par le voyageur peuvent soulever quelques difficultés. Les aubergistes et logeurs sont, aux termes de l'article 1953 du Code civil, responsables du vol des effets du voyageur et des objets apportés par lui, ou du dommage qui peut leur être causé ; le dépôt de ces effets est en effet considéré comme un dépôt nécessaire (Article 1951, Code civil).

Il suffit d'ailleurs que ces objets aient été apportés par le voyageur et il n'est pas nécessaire qu'ils aient été remis aux mains de l'hôtelier. — Le dépôt nécessaire ne forme pas l'entrée des effets du voyageur à l'hôtel : il suffit de justifier en cas de perte du transport des effets dans l'hôtel.

On entend par « effets » tout ce que le voyageur ou locataire en garni apporte avec lui, même son argent (Cour de Nîmes, 9 mars 1865, Sirey, 1866-II-88). La responsabilité rigoureuse de l'hôtelier n'existe d'ailleurs que pendant le séjour du voyageur à l'hôtel. Nous n'avons pas à commenter ici les dispositions de la loi du 18 avril 1889 sur la responsa-

bilité des aubergistes ou hôteliers, qu'il nous suffise de rappeler qu'elle limite, relativement aux espèces monnayées et aux titres ou valeurs au porteur, la responsabilité de l'hôtelier à 1.000 francs quand ces diverses valeurs n'ont pas été réellement déposées entre ses mains.

Une question délicate peut se poser au sujet de l'application de ce paragraphe de l'article 2, la même question d'ailleurs se retrouve au sujet des autres paragraphes.

Les hôteliers ou aubergistes sont des commerçants très fréquemment ; les contestations qu'ils auront avec les voyageurs auront un caractère commercial, à leur égard du moins. Dans le cas où le litige rentre dans les limites de l'article 2, quelle sera la juridiction compétente, le tribunal de commerce ou le tribunal de paix ? Ce sera incontestablement le juge de paix. La loi a voulu que ces litiges, en général peu importants, et ne soulevant pas de grosses difficultés, soient tranchés très rapidement par la justice locale la plus rapprochée des justiciables. Elle n'aurait pas atteint le but qu'elle s'est assigné si elle avait autorisé par son silence le concours possible de deux juridictions différentes. D'ailleurs, les tribunaux de commerce sont, au même titre que les justices de paix, des juridictions d'exception ; ils ne connaissent que des affaires qui leur sont spécialement attribuées par un texte formel : puisque la loi donne connaissance à l'une de ces

juridictions d'un certain nombre d'affaires, elle les soustrait par là même connaissance de l'autre juridiction. Telle est d'ailleurs l'opinion formulée par M. Cruppi à la page 30 de son rapport. Après avoir déclaré que les juges de paix n'auraient pas une compétence commerciale générale, il ajoutait qu'aux yeux de la commission, il était hors de doute que tous les litiges attribués spécialement aux juges de paix seraient de leur compétence que l'affaire fût civile ou commerciale, et il ajoutait en prenant l'exemple des contestations entre les voyageurs et les voituriers : « Les voituriers étant des entrepreneurs de transport « et par suite des commerçants, les actions dirigées « contre eux en raison de leur entreprise sont des « affaires commerciales ; il n'en est pas moins certain « que les juges de paix seront compétents pour en « connaître. »

Lors des débats à la Chambre, aucune discussion ne s'est élevée sur ce passage du rapport. Le Parlement a donc adopté l'opinion de son rapporteur et a clairement manifesté son intention. Il a ainsi formellement condamné la jurisprudence qui s'était établie sous le régime de la loi de 1838. Cette jurisprudence décidait que les justices de paix étaient des juridictions purement civiles, incompétentes pour connaître de toutes les affaires commerciales. Toutefois elle laissait aux voyageurs le droit de porter à leur préférence leur action devant la juridiction de paix ou la

juridiction consulaire, parce que, pour eux, le litige avait un caractère purement civil. Conformément aux principes que nous venons de signaler, le tribunal de Bordeaux a décidé, le 27 décembre 1905 (*Journal des juges de paix*, 1906, p. 391), que le juge de paix est compétent pour statuer jusqu'à 1.500 francs sur une contestation entre un logeur en garni et un locataire, alors même que celui-ci serait domicilié dans la commune.

§ II. — *Contestations entre voyageurs et entrepreneurs de transports, voituriers ou bateliers, pour retards, frais de route et perte d'effets.*

Ce paragraphe s'applique à toutes les personnes, entrepreneurs ou conducteurs, qui se chargent du transport des personnes et des marchandises par terre et par eau, il s'étend même aux Compagnies de chemin de fer : en effet, lors de la discussion à la Chambre, à la séance du 18 juin 1903, M. Goujon demanda s'il serait applicable aux compagnies de chemin de fer. Le rapporteur lui répondit d'abord : « Nous sommes d'accord avec M. Goujon, les voitu-
« riers comprennent les compagnies de chemin de
« fer. » Et le garde des Sceaux compléta la déclaration de M. Cruppi en disant : « Il n'y a pas d'exception

dans la loi pour les Compagnies de chemin de fer, par conséquent, c'est le droit commun. »

Ce paragraphe n'a qu'une portée restreinte, il ne vise que les effets qui accompagnent le voyageur : c'est-à-dire ceux qui sont confiés à la même personne ou à la même entreprise que celle qui se charge de transporter le voyageur. Si le voyageur faisait transporter ses bagages seulement et ne se servait pas du même moyen de transport, ce paragraphe serait absolument inapplicable et le juge de paix ne serait plus alors compétent que dans les limites de l'article 1^{er}.

L'entrepreneur de transport n'a qu'une action à exercer contre le voyageur d'après les termes de l'article 2 : c'est l'action en paiement des frais de route. Le transporteur a d'ailleurs, d'après l'article 2101 du Code civil, un privilège sur la chose transportée pour obtenir paiement des frais de transport.

Le voyageur peut, au contraire, exercer deux actions distinctes procédant de deux causes différentes : une action en réparation du dommage causé à sa personne et une action en réparation du dommage causé aux effets qu'il transporte avec lui.

En ce qui concerne le dommage causé à la personne même, notre article ne prévoit que le cas de retard. Toutes les fois que le voyageur prouve qu'un retard dans son arrivée lui a causé un préjudice, il a droit à une indemnité représentative du préjudice qu'il a subi, conformément aux dispositions de l'ar-

ticle 1382 du Code civil, à moins que l'entrepreneur de transport ne justifie d'un cas de force majeure.

Si, au contraire, le voyageur est victime d'un accident en cours de route, l'action en dommages-intérêts pour réparation du préjudice subi ne serait de la compétence du juge de paix que dans les limites de l'article 1^{er}.

En ce qui concerne le dommage causé aux effets qui accompagnent le voyageur, l'article 2, prescrit trois cas distincts : le retard, la perte et l'avarie. En général, le retard subi par les effets sera le même que celui supporté par le voyageur puisque notre paragraphe ne s'applique qu'aux bagages qui accompagnent le voyageur. Il peut arriver, toutefois, que l'entrepreneur de transport ait négligé de transporter les effets du voyageur avec le voyageur lui-même.

Les transporteurs sont responsables de la perte et de l'avarie conformément aux dispositions des articles 1782 et suivants du Code civil. Les transporteurs sont assujettis aux mêmes obligations que les aubergistes pour la garde des choses qui leur sont confiées et le dépôt fait entre leurs mains est un dépôt nécessaire.

Par suite le voyageur sera toujours admis à prouver par témoins, ou par simples présomptions, la nature et la valeur des objets perdus ou avariés. Le voiturier d'ailleurs est garanti contre les abus que le voyageur pourrait commettre ; il aura toujours le droit de poursuivre pénalement le voyageur qui de mauvaise foi

aura réclamé des objets n'existant pas dans les colis qui ont été égarés. Cette preuve sera facile dans le cas où les colis perdus auront été retrouvés ensuite.

Le voyageur assignera le transporteur devant le juge de paix. La même question que nous avons discutée pour l'aubergiste se pose en effet pour l'entrepreneur de transport. Pour les mêmes motifs nous attribuons une compétence exclusive au tribunal de paix. Le législateur a manifesté très nettement son opinion lors du vote de ce paragraphe. La proposition primitive reproduisait intégralement le paragraphe 3 de l'article 2 de la loi de 1838 et ne parlait que des voituriers et des bateliers, or au cours de la discussion devant la Chambre, on a ajouté *les entrepreneurs de transport* qui sont tous des commerçants. En faisant cette adjonction, la Chambre a voulu condamner la jurisprudence antérieure. Il n'est pas admissible que le législateur eût fait cette adjonction s'il avait pensé que les tribunaux de commerce seraient restés compétents vis-à-vis des commerçants. Il serait d'ailleurs arbitraire et inadmissible de distinguer quand il s'agit des bagages déposés dans un hôtel entre les bagages personnels du voyageur et ceux qui sont destinés à son commerce : par conséquent, toute distinction doit être également écartée en ce qui concerne le transport des bagages qui accompagnent le voyageur. La jurisprudence antérieure à la loi de 1905 était très divisée : certaines décisions attribuaient

compétence au juge de paix, d'autres aux tribunaux de commerce (Voir C. de Limoges, 2 mai 1862, et Paris, 20 juin 1863 ; D. 1863-II-137, dans un sens ; — C. d'Angers, 3 mai 1855 et C. de Metz, 28 mars 1867, Dalloz, 1855-II-205 et 1868-II-31). La nouvelle disposition de l'article 2 mettra fin à ces hésitations et fixera la jurisprudence dans le sens que nous avons indiqué.

Le tribunal civil de Libourne a adopté par un jugement du 13 décembre 1905 (Dalloz, 1906-II-225) notre opinion. Il s'agissait d'un litige commercial des deux côtés : les bagages se composaient des marchandises nécessaires au commerce du voyageur. Celui-ci avait, à raison d'un dommage subi, saisi le juge de paix. La Compagnie de chemin de fer soulevait l'incompétence, prétendant que le transport avait un caractère commercial pour les deux parties et que, par conséquent, le seul tribunal compétent était le tribunal de commerce. Le juge de paix et le tribunal de Libourne, sur appel ont rejeté cette prétention, ils ont à juste titre estimé que l'article 2 avait une portée générale et que le procès relevait du juge de paix sans qu'il y ait lieu de distinguer les raisons du déplacement et l'usage auquel étaient destinés les marchandises transportées.

Le juge de paix compétent pour connaître de l'action sera nécessairement le juge de paix du domicile ou, à défaut de domicile, de la résidence du défendeur. En ce qui concerne les Compagnies de chemin de fer,

on considère comme domicile tous les lieux où elles possèdent une gare ayant le caractère de principal établissement (Cass., 3 février 1885 ; D., 1886-I-304).

§ III. — *Contestations entre voyageurs et carrossiers ou autres ouvriers.*

Le juge de paix n'est compétent en cette matière que pour les fournitures, les salaires et les réparations faites aux voitures pendant le cours du voyage. Il faut pour ces difficultés une solution rapide, donnée par le juge local. S'il s'agissait de réparations ou de travaux faits après le retour du voyageur, par un ouvrier de son domicile, ce paragraphe ne saurait s'appliquer et nous rentrerions incontestablement dans le cadre de l'article 1^{er}.

La loi de 1838 ne visait que le cas de fournitures ou de réparations faites aux voitures de voyage. Cette expression était beaucoup trop étroite et l'on était arrivé à interpréter cette disposition dans un sens très large : on l'avait étendue même aux bateaux. La loi nouvelle confirma cette interprétation : sur la demande de M. Perroche, en effet, la Chambre ajouta au paragraphe 4 de l'article 2 l'expression « et autres véhicules de voyage ». Notre paragraphe s'étend donc à tous les moyens de transport modernes : bicy-

clettes, voitures et canots automobiles. D'autre part, les expressions de la loi doivent également être entendues dans un sens large de manière à comprendre les réparations aux harnais, la fourniture et la pose des fers des chevaux par exemple, en un mot les réparations faites tant au véhicule lui-même qu'à ses accessoires.

La loi n'a pas indiqué quel sera le juge de paix compétent pour connaître de l'affaire. Conformément au droit commun, ce sera le juge de paix du domicile du défendeur. Il peut en résulter un inconvénient grave pour l'ouvrier, car le défendeur est un voyageur dont le domicile ou la résidence peuvent être fort loin ; il lui sera difficile de saisir un juge de paix aussi éloigné et souvent même il pourra ignorer le domicile de la personne qu'il voudra assigner. Ce désavantage est compensé, toutefois, par le droit de rétention que l'ouvrier pourra exercer sur la voiture qu'il aura réparée. Il gardera le véhicule tant qu'il ne sera pas payé, et ainsi, s'il y a un litige, le voyageur se trouvera dans l'obligation de saisir le juge de paix du lieu où a eu lieu la réparation ou la fourniture.

§ IV. — *Contestations relatives aux correspondances et objets recommandés et aux envois de valeur déclarée.*

Cette disposition est toute nouvelle et nous n'en

trouvons pas d'analogue, dans la loi de 1838. Elle est la conséquence des diverses lois qui ont réglementé notre régime postal. Elle se rapporte aux réclamations relatives au transport des lettres chargées ou recommandées.

La loi du 4 juin 1859 a décidé que pour les lettres chargées, l'action en responsabilité contre l'administration des postes était, en cas de contestation, portée devant les tribunaux civils. La loi du 15 janvier 1873, relative aux lettres et objets recommandés ainsi qu'aux articles déclarés, ne dit rien de la compétence ; ces textes avaient un caractère contradictoire et bizarre : les contestations relatives aux envois de valeur déclarée (lettres chargées) et aux envois contre remboursement étaient de la compétence des tribunaux civils, tandis que les contestations relatives aux envois d'objets recommandés étaient de la compétence des tribunaux administratifs.

Le 28 janvier 1904, le jour où était voté l'article 6 de la loi de 1905, la Chambre adoptait sans discussion un projet de loi relatif au transport par la poste, dans le service intérieur des envois recommandés, valeur déclarée ou contre remboursement. L'article 14 de ce projet était ainsi conçu : « En cas de contestation à l'occasion de correspondance et objets recommandés et des envois de valeur déclarée grevés ou non de remboursement, l'action en responsabilité est portée devant les tribunaux civils. Le juge de

« paix sera compétent en dernier ressort jusqu'à
« 300 francs et à charge d'appel à quelque valeur que
« la demande puisse s'élever. » Cet article mettait fin
à la controverse.

Lorsque la Chambre reprit la discussion de la loi des justices de paix, M. Sibille proposa un amendement à l'article 6. Cet amendement avait pour but de faire concorder le texte de la loi de 1906 avec celui que la Chambre venait d'adopter relativement aux objets recommandés ou envoyés valeur déclarée. Il demanda qu'on ajoute à l'article 6 un dernier paragraphe ainsi conçu : « Des contestations à l'occasion
« des correspondances et objets recommandés et d'en-
vois de valeur déclarée grevées ou non de rembourse-
« ments », M. Sibille déclarait que c'était la disposition que la Chambre avait adoptée en votant le projet de loi relatif aux transports par la poste dans le service intérieur. « Je crois bon, ajoutait-il, d'insérer cette
« disposition dans la loi sur la compétence parce que
« ceux qui la consulteront trouveront ainsi les divers
« cas où le juge de paix peut statuer. »

La Chambre adoptait cet amendement sans aucune objection et l'incorporait à l'article 6, attribuant ainsi au juge de paix en cette matière une compétence illimitée en premier ressort.

Le Sénat a voté de son côté cette disposition, mais il a estimé avec son rapporteur qu'il fallait la transporter à l'article 2. Par conséquent, le juge de paix

est définitivement compétent pour connaître de ces litiges, sans appel jusqu'à 300 francs et à charge d'appel jusqu'à 1.500 francs.

Le Sénat n'a pas encore discuté le projet de loi voté le 14 janvier 1904 par la Chambre sur le transport, par la poste, des envois recommandés, valeur déclarée, ou contre remboursement. Par conséquent, bien que le juge de paix soit compétent en vertu de la loi de 1905, la matière reste régie par les anciens textes.

Désormais les juges de paix sont compétents toutes les fois que le litige ne dépasse pas 1.500 francs, au delà de ce chiffre, les tribunaux civils d'arrondissement sont compétents. La juridiction administrative n'aura plus à connaître de ces affaires, les seuls litiges pour lesquels elle ait encore compétence sont les litiges relatifs aux envois recommandés : comme ils ne pourront jamais atteindre la valeur de 1.500 francs, le juge de paix les solutionnera toujours. Il y a lieu de remarquer que ce dernier paragraphe de l'article 2 ne s'applique qu'aux contestations relatives aux transports faits dans le service intérieur. Nous avons en effet indiqué pour quel motif cette disposition avait été insérée dans la loi de 1905 et le projet de loi votée le 28 janvier 1904 par la Chambre n'était relatif qu'aux transports effectués par la poste dans le service intérieur.

Lettres et objets recommandés. — Les envois recommandés sont soumis à une taxe fixe de 25 cen-

times pour les lettres et les cartes postales, et de 10 centimes pour les journaux imprimés, échantillons et papiers d'affaires. Cette taxe est payée en sus du prix ordinaire, et elle doit être acquittée par l'expéditeur. Une indemnité n'est due par l'administration des postes qu'en cas de perte de l'objet recommandé ; cette indemnité est forfaitaire : 25 francs pour les lettres et 10 francs pour les journaux, imprimés, échantillons et papier d'affaires. En cas de perte par cas fortuit ou par force majeure, l'administration ne doit aucune indemnité.

La loi a fait en cette matière une juste application des principes de l'article 1148 du Code civil qui décide qu'en cas de force majeure ou d'un cas fortuit, le débiteur, qui n'a pu accomplir son obligation, ne peut être condamné à des dommages-intérêts. Par suite de la modicité du forfait : 25 et 10 francs, les litiges relatifs aux envois recommandés seront toujours de la compétence en dernier ressort des juges de paix.

Envois de valeur déclarée. — Ces envois peuvent être faits par lettre ou dans une boîte. Quand ils sont effectués par lettre, l'expéditeur doit indiquer une certaine valeur dont l'administration des postes est garante en cas de perte ou de vol. Les seules valeurs qui puissent être ainsi expédiées sont les billets de banque et les valeurs au porteur qui sont immédiatement réalisables. L'expéditeur déclare la valeur qui lui plaît pourvu qu'elle ne dépasse pas le contenu de la

lettre et qu'elle ne soit pas supérieure pour chaque pli à 10.000 francs. La déclaration est faite par l'expéditeur et la lettre doit être scellée de deux cachets au moins, portant la même empreinte et placés de manière à retenir les plis supérieurs, latéraux et inférieurs de l'enveloppe. La taxe à acquitter se compose de trois éléments : le prix d'affranchissement habituel proportionnel au poids, le droit de 25 centimes comme pour la lettre recommandée et un droit d'assurance qui est proportionnel au montant de la valeur déclarée ; ce droit dans le service intérieur est de 0 fr. 10 par 500 francs ou fraction de 500 francs.

On peut envoyer par boîte comme valeur déclarée tous les objets précieux autres que les monnaies : il est formellement interdit d'y insérer une lettre ou une correspondance quelconque. La boîte doit avoir certaines dimensions : elle ne peut avoir plus de 30 centimètre, de longueur, 10 de hauteur, et 10 de largeur, son épaisseur doit être au moins de 8 millimètres pour qu'elle puisse résister aux chocs. Le poids de la boîte, dans le service intérieur, est illimité.

La valeur, comme pour les lettres, doit être indiquée par l'expéditeur, il doit en faire mention sur l'adresse. Elle ne peut aussi dépasser 10.000 francs. Les formalités sont les mêmes que celles qui sont exigées pour les lettres chargées. La taxe se compose également de trois éléments : une taxe de transport de

5 centimes par 50 grammes, un droit fixe de recommandation de 25 centimes et un droit proportionnel d'assurance de 10 centimes par 500 francs ou fraction de 500 francs de la valeur déclarée.

En cas de perte ou de vol de la valeur déclarée dans le pli, le montant de l'indemnité est égal à celui de la perte : il ne pourra jamais excéder la valeur déclarée. C'est ce que la Cour de cassation a décidé dans une espèce où le contenu d'une enveloppe avait été volé et où la valeur déclarée était inférieure à celle qui avait été insérée, (Cass. 31 janvier 1893, Sirey, 1893-I-305).

Le contrat passé entre l'expéditeur et l'administration est un véritable contrat avec clause pénale ; les dispositions de l'article 1152 du Code civil lui sont donc applicables.

Aux termes de l'article 3 de la loi du 4 juin 1859, l'Etat est déchargé de toute responsabilité par la remise de la lettre ou de la boîte au destinataire ou à son fondé de pouvoir, à condition qu'ils en aient donné reçu. Nous n'avons pas à commenter ici les principes adoptés par la jurisprudence en cette matière. Qu'il nous suffise d'indiquer que la Cour de cassation a fait ici une distinction. Si l'objet a été remis en parfaite intégrité, l'administration est en droit de refuser toute indemnité quand elle a un reçu. Quand au contraire certains indices permettent de supposer qu'un détournement a été commis dans le service, l'adminis-

tration devra payer le montant de la perte, alors même que le pli ou la boîte aurait été remis au destinataire et que celui-ci en aurait donné décharge (Cass., 11 novembre, 1878, Sirey, 1879-I-73; Dalloz; 1878-I-465. Rouen, 8 mars 1905, *Journal des Juges de Paix*, 1906, p. 73. En définitive lorsque l'objet a été régulièrement remis à l'administration des postes, l'Etat est responsable de la perte ou du vol et il doit prouver qu'il est libéré. Si au contraire le destinataire a pris livraison et donné décharge, c'est à lui qu'incombe la preuve de la faute de la Poste : le reçu crée en faveur de l'administration une simple présomption de libération, le destinataire est admis à faire la preuve contraire. Cette preuve sera souvent difficile, mais il n'est pas impossible de l'administrer.

En cas de force majeure ou de cas fortuit, l'administration est entièrement déchargée de toute responsabilité, conformément aux principes du droit commun. L'Etat est protégé contre les abus possibles des expéditeurs qui, pour s'assurer en cas de perte ou de vol un bénéfice feraient une déclaration supérieure à la valeur insérée dans le pli. La loi du 4 juin 1859 qualifie ce fait de tentative d'escroquerie et le rend passible d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 46 à 50 francs.

Envois contre remboursement. — La loi du 20 juillet 1892 et le décret du 13 août suivant ont organisé le

service des envois contre remboursement. Il s'applique à tous les objets soumis au tarif réduit : échantillons, objets, imprimés, papiers d'affaires ; il ne s'applique pas aux lettres.

Le poids maximum est de 500 grammes, sauf pour le cas où la valeur est déclarée. La dimension ne peut être supérieure à 0 m. 30 sur chaque face. L'objet doit être bien emballé et scellé. On le dépose au guichet ; l'expéditeur en dresse en même temps une demande de remboursement ; ce remboursement ne peut être supérieur à 2.000 francs.

La taxe à acquitter se décompose ainsi qu'il suit : un droit fixe de 25 centimes, un droit de 5 centimes par 50 grammes ou fraction de 50 grammes, un droit proportionnel de 10 centimes par 500 francs ou fraction de 500 francs sur le montant de la valeur déclarée et du remboursement.

La remise de l'envoi est effectuée contre remboursement de la somme à recouvrer. La somme touchée est rapportée au bureau : on en déduit la somme de 10 centimes par 20 francs ou fraction de 20 francs encaissés. Le surplus est adressé à l'expéditeur par mandat poste en franchise, moins la retenue du droit de commission établi sur les mandats.

L'Etat est soumis à la même responsabilité que s'il s'agissait d'un objet envoyé en valeur déclarée. Toutefois l'article 2 de la loi du 20 juillet 1892 décide

qu'aucune indemnité n'est due en cas de détérioration de l'objet expédié.

L'article 2 a posé en cette matière spéciale une règle de compétence nouvelle ; il décide que la demande pourra être portée soit devant le juge de paix du domicile de l'expéditeur, soit devant le juge de paix du domicile du destinataire, au choix de la partie la plus diligente. Le destinataire et l'expéditeur ont donc le droit d'agir aussi bien l'un que l'autre. Ce dernier paragraphe renverse toutes les règles de la procédure, puisque, en principe, le juge compétent est toujours celui du domicile du défendeur. Cette disposition est cependant rationnelle et avantageuse : elle se justifie aisément ; il s'agit là de litiges urgents qui doivent être tranchés par la juridiction locale et il est nécessaire de laisser au destinataire le droit d'agir, car l'expéditeur peut se trouver très éloigné. En définitive, on peut soutenir qu'en assignant l'administration devant le juge de paix du domicile du destinataire on ne lui cause pas de préjudice, puisqu'elle a dans chaque canton un établissement : le bureau de poste, qui peut être considéré sinon comme un domicile, tout au moins comme une résidence.

CHAPITRE IV

DES CONTESTATIONS ENTRE LES PROPRIÉTAIRES ET LES LOCATAIRES OU FERMIERS

Ces affaires sont énumérées dans les articles 3 et 4 de la loi de 1905. Le juge de paix en connaît en dernier ressort jusqu'à 300 francs et en premier ressort à quelque chiffre que la demande puisse monter. Il faut toutefois, pour les contestations énumérées dans l'article 3, que le montant de la location annuelle ne dépasse pas la somme de 600 francs. Nous examinerons, dans deux paragraphes distincts, les affaires prévues par ces deux articles.

§ I. — *Affaires prévues par l'article 3.*

L'article 3 s'applique aux contestations qui sont relatives aux baux et à leur exécution. La loi de 1838 avait déjà donné compétence sur ce point au magistrat cantonal. La loi de 1905 a élevé le taux de la compétence en dernier ressort qu'elle a porté de 100

à 300 francs. Elle a également élevé le montant des locations verbales rentrant dans la compétence du juge de paix. La loi de 1838, telle qu'elle avait été modifiée par la loi de 1855, décidait qu'il fallait que ces locations n'excèdent pas 400 francs ; la loi de 1905 a porté ce chiffre à 600 francs à la demande de MM. Guilloteau, Lhopiteau et Foust (séance du 18 juillet 1903).

Avant d'examiner le détail de cas prévus par l'article 3, une question générale se pose : comment déterminera-t-on le montant de la location ? Quand le prix du bail est fixé en argent, la solution est des plus simples. Il y aura lieu, toutefois, de distinguer les charges et redevances qui entrent en ligne de compte dans le prix du loyer ou du fermage de celles qui ne sont au contraire qu'un accessoire de bail. Il appartiendra au juge d'apprécier les circonstances particulières à chaque espèce d'après les usages des lieux. Ainsi, on ne pourrait considérer comme rentrant dans le bail le montant de l'impôt des portes et fenêtres parce que cet impôt frappe le locataire. Au contraire, si le contrat de location impose au locataire le paiement de l'impôt foncier qui incombe au propriétaire, le montant de cet impôt entrera dans le prix du bail.

En général, on s'accorde à reconnaître qu'il faut entendre par prix principal les sommes acquises jour par jour au bailleur en compensation de la jouissance

qu'il accorde au preneur, mais qu'il n'y a pas lieu de tenir compte des charges de minime importance qui sont les accessoires habituels des baux, comme les « deniers à Dieu », taxes de balayage, frais d'éclairage du service des eaux, qui incombent légalement au locataire (Orléans, 23 mars 1892, Sirey, 1893-II-257; Garsonnet, II, page 425, note 13).

L'article 3 a prévu également le cas où le bail ne serait payable que partie en argent, et les mots « en totalité ou en partie » ont été insérés dans le nouveau texte, pour bien préciser cette espèce. Dans cette hypothèse et dans celle où la totalité du bail est payable en denrées ou en prestations en nature, l'article 3 décide que la prestation se fera d'après les mercuriales des marchés.

Quand ces prestations ne sont pas appréciables d'après les mercuriales ou quand il s'agit de baux à colons partiaires, le juge de paix déterminera sa compétence en prenant pour base du revenu de la propriété le principal de la contribution foncière de l'année courante qu'il multipliera par 5.

Dans ce dernier cas, le juge de paix étant appelé à statuer sur la compétence, l'appel sera toujours ouvert aux parties quelle que soit la somme réclamée, car les jugements rendus sur la compétence sont toujours en premier ressort.

L'article 3 s'applique à toutes les espèces de baux qui comportent un paiement de loyer : au bail d'im-

meubles comme au bail de meubles, au bail d'un droit de pêche ou au bail d'un droit de chasse, au bail à colonat partiaire. Le bail à cheptel est seul soustrait à son application : il n'y a, en lui, impossibilité absolue d'évaluer la redevance qui serait due par le locataire au propriétaire.

L'article 3 a prévu cinq actions que nous examinerons successivement.

SECTION I

Actions en paiement de loyers ou fermages.

Ces actions ne peuvent jamais donner lieu à de bien grosses difficultés. Si le prix du loyer est déterminé par un acte écrit, le locataire devra payer autant de fois ce prix qu'il y aura eu de termes échus, et s'il prétend avoir payé, il faudra qu'il justifie de sa libération par des reçus délivrés par le propriétaire ou à défaut de quittance au moyen des autres preuves du paiement dans les limites où la loi en autorise l'usage.

Quand il n'y a pas eu de bail écrit, le prix de la location peut être incertain. Dans ce cas, on applique les dispositions de l'article 1716 du Code civil qui décide que l'on doit se rapporter aux quittances anté-

rieures et à défaut de quittance, le propriétaire affirmera sous serment quel est le montant du bail : ce prix sera accepté à moins que le locataire ne réclame une estimation par expert.

L'article 3 n'a d'application que lorsqu'il s'agit de baux verbaux ou sous seings privés. Si l'acte constitutif du bail est notarié et revêtu de la formule exécutoire, le juge de paix ne serait pas compétent car il s'agirait de faire trancher par ce magistrat des difficultés d'exécution. Il n'a en aucun cas qualité pour en connaître. C'est ce que la Cour de Besançon a décidé le 20 avril 1907 (*Gaz. des tribunaux*, 6 juillet 1907) dans une espèce particulièrement intéressante.

Un sieur X..., locataire d'une maison, en vertu d'un bail reçu en la forme authentique, s'est vu signifier un commandement d'avoir à payer outre un terme de loyer échu certains frais accessoires. Estimant que ces frais ne lui incombent pas, le locataire fit signifier au poursuivant des offres réelles et forma opposition au commandement dont il demanda la nullité.

Devant le tribunal civil de Saint-Claude, le propriétaire a soutenu que cette juridiction était incompétente, la loi du 12 juillet 1905 ne faisant aucune distinction entre les baux authentiques et les baux sous seings privés pour attribuer compétence au juge de paix, quand le prix annuel de la location n'excède pas 600 francs. Le tribunal de Saint-Claude se déclara compétent et, sur appel, la Cour de Besançon

confirma le jugement par les attendus suivants : « Attendu qu'il est de principe qu'en cas d'exécution forcée, c'est aux tribunaux d'arrondissement, lesquels constituent la juridiction de droit commun, qu'il appartient, à l'exclusion des tribunaux d'exception (tribunal de commerce, juge de paix, conseil de prud'homme), de statuer ; que cette règle s'applique non seulement à l'exécution des jugements mais encore à l'exécution de tout acte ou titre revêtu de la formule exécutoire ; attendu que l'instance pendante réside dans une opposition formée par l'intéressé à un commandement qui lui a été notifié le 3 septembre 1906 par les appelants en vertu d'un acte authentique reçu le 24 février 1900 ; qu'il s'agit bien d'un litige né à propos de l'exécution forcée d'un titre exécutoire ; que le tribunal saisi était seul compétent comme l'a, avec raison, décidé le jugement entrepris, confirme.

Cette décision est conforme aux principes : d'une part, il s'agissait d'une location réalisée par un acte authentique, et, d'autre part, il ne s'agissait pas d'une action en paiement de loyers formée par les bailleurs : le litige soulevait une question d'exécution d'un acte authentique par la voie parée, et la juridiction de droit commun pour connaître de l'exécution des jugements ou des actes revêtus de la formule exécutoire est le tribunal civil (Dalloz, *Répertoire*, V^o Jugement, n^o 547 ; V^o Obligation, n^o 3764. Cour de Besançon, 9 avril 1897 ; Dalloz, 1897-II-431). Malgré ses termes géné-

raux, l'article 3 de notre loi n'a pas dérogé au principe général qui réglemente l'exécution de tous titres revêtus de la formule exécutoire.

Il faut aussi, pour que le juge de paix soit compétent, qu'il y ait un bail. La concession gratuite de l'occupation d'un immeuble ne peut être assimilée à un bail, le juge de paix ne saurait être par suite compétent pour connaître, dans les limites de l'article 3, des contestations relatives à un pareil contrat. Il ne pourrait statuer que dans les limites de sa compétence ordinaire. L'article 3 ne pourrait pas non plus s'appliquer à la demande intentée contre une caution qui se serait engagée pour le preneur.

Une question de compétence délicate peut se poser ici. Supposons l'existence d'un bail dont le loyer annuel soit supérieur à 600 francs. Le propriétaire ne réclame au locataire qu'un ou deux trimestres, la demande qu'il introduit est inférieure à 600 francs. Le juge de paix sera-t-il compétent pour statuer sur ce litige ? Dans un premier système, on soutient que le juge de paix sera incompétent : la loi, en effet, dénierait toute compétence au juge de paix toutes les fois que le loyer annuel est supérieur à 600 francs, quelque soit le montant de la demande. Dans un nouveau système auquel se rallie le rapporteur de la loi, M. Cruppi, on admet au contraire la compétence du juge de paix. La loi de 1905 a eu pour but d'étendre et non de restreindre la compétence du magistrat cantonal. Puisque

la demande est ou personnelle ou mobilière et qu'elle est inférieure à 600 francs, le juge de paix est compétent dans les limites de l'article 1^{er}.

La commission avait songé à insérer à ce sujet une disposition formelle pour trancher d'une façon définitive cette controverse. Elle a jugé inutile de le faire en présence d'un arrêt de la Cour de cassation du 22 mai 1901, qui a consacré la compétence du juge de paix. Cet arrêt s'exprime en ces termes : « Attendu qu'aux termes de l'article 1^{er} de la loi du 25 mai 1838 les juges de paix connaissent de toutes les actions purement personnelles ou mobilières en dernier ressort jusqu'à la valeur de 100 francs et à charge d'appel jusqu'à la valeur de 200 francs ; attendu que l'article 3 de la même loi, complétée par celle du 2 mai 1855, dispose, il est vrai, que les juges de paix connaîtront à charge d'appel, à quelque valeur que la demande puisse s'élever, des actions en paiement de loyers ou fermages, lorsque les locations verbales ou par écrit n'excéderont pas annuellement 400 francs ; mais attendu que cette disposition, dont le seul but a été d'étendre la compétence du juge de paix dans le cas particulier qu'elle prévoit, ne met pas obstacle à l'application de la règle ordinaire de la compétence édictée par l'article 1^{er} lorsque la location excède annuellement 400 francs ; que le juge de paix connaît alors de la demande en paiement de loyers en dernier ressort jusqu'à concurrence de 100 francs et à

charge d'appel jusqu'à concurrence de 200 francs. »

Les principes sont identiques et il n'y a que les chiffres à changer. La Cour de cassation maintiendra cette jurisprudence qui est conforme à la lettre et à l'esprit de la loi de 1905.

SECTION II

Des congés.

L'article 3, dans son paragraphe 2, décide que le juge de paix connaîtra, dans les limites qu'il a fixées, des congés.

On entend par congé l'acte par lequel un propriétaire ou un locataire se signifient l'un à l'autre leur volonté de faire cesser le contrat de location à une date déterminée. Le congé n'est indispensable que quand le bail est fait sans terme fixé : en cas de bail écrit, le congé est nécessaire pour éviter le renouvellement du bail par tacite reconduction. Le congé doit toujours être prouvé par écrit.

Le juge de paix est compétent en matière de congé pour les baux de 600 francs et au-dessous, quelle que soit la personne qui le demande, que ce soit le bailleur ou le preneur. Sa compétence est-elle générale et doit-elle recevoir son application quelle que soit la cause

du congé? Il n'y aura pas de difficulté s'il s'agit d'apprécier la question de savoir si le congé a été donné en temps utile, si le bail a été terminé, s'il n'a pas été renouvelé par tacite reconduction. Une seule difficulté se présente dans le cas où il faut apprécier la validité du titre en vertu duquel le congé a été donné. La commission de la Chambre aurait voulu attribuer ce pouvoir au juge de paix : la Chambre même avait manifesté très nettement son intention en décidant par le paragraphe 3 de l'article 3 que le juge de paix pourrait connaître des demandes en résiliation de baux même fondés sur l'inexécution des clauses et conditions du bail. Le Sénat a estimé que cette extension était trop importante et il a écarté les mots : « fondés sur l'inexécution des clauses et conditions du bail ».

La volonté du Sénat ne s'est pas manifestée à propos des congés : le texte décide, en effet, que le juge de paix connaîtra des congés sans aucune restriction. Dans ces conditions, il semble bien que la compétence du juge de paix en cette matière soit générale et absolue. Cependant, le rapporteur du Sénat est formel ; parlant de l'article 3 en général, il s'exprime ainsi : « Toutes les espèces que vise l'article voté par le Sénat supposent une exécution de contrat qui n'est pas contestée. On comprend alors la simplification de la juridiction quel que soit le chiffre du litige. Mais si le contrat lui-même est discuté, si ses

« clauses sont contestées, il n'y a plus de motifs pour
« déroger aux principes posés par l'article 1^{er} et pour
« étendre spécialement dans ce cas la juridiction du
« juge de paix. On est alors en face de contestations
« souvent difficiles qu'il n'y a pas de raisons de sous-
« traire à la règle générale. »

M. Cruppi lui-même s'est incliné devant ces déclarations et est d'avis que le juge de paix sera incompétent pour statuer lorsqu'on conteste le titre en vertu duquel on a donné congé (Cruppi, *op. cit.* p. 60).

Nous ne pouvons que regretter cette interprétation, étant donné la généralité des termes du paragraphe 2 et étant donné surtout que la loi de 1905 a pour but d'augmenter la compétence des magistrats cantonaux ; il nous eût paru préférable et plus rationnel de leur reconnaître en matière de congés une compétence entière et absolue quels que soit la nature et les caractères de l'instance dont ils auraient été saisis. Cette solution aurait pu être d'autant mieux admise qu'en matière de congés la sentence du juge de paix ne peut être rendue qu'en premier ressort quel que soit le prix du bail ; la demande est en effet indéterminée puisqu'elle porte sur la jouissance de la chose donnée à bail (Seine, 19 novembre 1874, *Gaz. Trib.*, 5 décembre 1874). Dans ces conditions, les parties auraient toujours une voie de recours à leur disposition. Il n'y aurait donc aucun danger à faire trancher au juge de paix des questions d'interprétation qui sont,

nous devons le reconnaître, quelquefois difficiles.

SECTION III

Des demandes en résiliation de bail

La loi de 1838 attribuait au juge de paix une certaine compétence en matière de résiliation de bail, mais elle la limitait au cas où la demande en résiliation était fondée sur le défaut de paiement des loyers et fermages.

La loi nouvelle donne compétence au juge de paix pour trois cas nouveaux. Cette extension figurait déjà dans le rapport de la commission de 1884. M. Brisson l'avait proposée dans son projet de 1885. Le 21 février 1891, la Chambre a adopté cette réforme et depuis lors cette disposition a toujours été reproduite dans tous les projets. En 1891, M. Labussière a donné, en réponse à M. Royer qui combattait cette réforme, les motifs qui la justifient : « La Chambre, a-t-il dit, a admis qu'en dehors du défaut de paiement de loyers et fermages qui porte sur une question de fait de solution simple et facile, il y a encore d'autres causes de résiliation prévues par le Code civil et d'une solution non moins simple et non moins facile : l'insuffisance de meubles garnissant la maison, l'insuffisance de bestiaux et

ustensiles nécessaires à l'exploitation d'après les articles 1751 et 1766 du Code civil et la destruction de la totalité de la chose louée prévue par l'article 1722 du Code civil. » La Chambre, dans le projet voté en 1904, avait eu l'intention de donner aux juges de paix une compétence générale en matière de résiliation de baux ; nous avons vu en effet qu'elle avait prévu le cas des demandes en résiliation de baux fondées sur l'inexécution des clauses et conditions du bail. Le Sénat repoussa ce dernier cas et la Chambre s'inclina devant sa volonté. Les juges de paix connaissent donc de ces demandes dans quatre cas :

1° Si les loyers ou fermages ne sont pas payés ;

2° Si la maison est insuffisamment garnie de meubles ;

3° Si la ferme est insuffisamment garnie de bestiaux ou d'ustensiles nécessaires à l'exploitation ;

4° Si la chose louée est détruite en totalité ou en partie.

Ces causes de résiliation sont expressément prévues par le Code civil aux articles 1728, 1752, 1766 et 1722. Le juge de paix ne peut connaître, dans les limites de l'article 3, que de ces quatre causes de résiliation. Il cesserait toutefois d'en connaître lorsqu'il y aurait une contestation sur l'existence même du bail, sur sa validité ou sa prolongation par tacite reconduction (Cass., 16 août 1854, Sirey, 54-I-623 ; Dalloz, 54-I-274) ; Cass., 6 janvier 1886, Dalloz, 1886-I-539).

Dans ce cas, il ne s'agit pas en effet d'une exception tirée du bail, mais d'une demande principale qui ne rentre à aucun point de vue dans la compétence du juge de paix.

Une question se pose également pour les demandes en résiliation pour inexécution des clauses et conditions du bail. Le juge de paix, incompétent pour en connaître dans les termes de l'article 3, pourrait-il en connaître dans les limites de la compétence générale prévu par l'article 1^{er}? A notre avis, l'affirmative ne fait pas de doute. Le contrat de bail ne confère pas de droit réel, il ne donne qu'un droit personnel: l'action en résiliation est donc une action purement personnelle que le juge de paix peut juger aux termes de l'article 1^{er} et nous avons vu que l'article 3, comme l'a jugé la Cour de cassation, n'a pas eu pour effet de restreindre la compétence de l'article 1^{er}. Nous nous sommes déjà prononcés dans le même sens en ce qui concerne les actions en paiement et nous avons indiqué à cette occasion les motifs qui justifiaient notre opinion. Le juge de paix pourra rarement connaître des demandes en résiliation de bail dans les limites de l'article 1^{er} parce que ces demandes sont généralement indéterminées et à ce titre elles échappent forcément à sa compétence. En pratique, le juge de paix ne sera donc appelé à statuer que sur les actions en résiliation qui rentrent dans le cadre de l'article 3, paragraphe 3: il

n'aura jamais à apprécier les clauses et conditions du bail. Nous signalons sur cette question un jugement du tribunal de paix du canton de Parseille (Oise), du 11 août 1905 (*Décisions des juges de paix*, 1905, p. 264), qui a décidé que le juge de paix est compétent pour connaître des demandes en résiliation de bail basées sur l'inexécution des clauses et conditions de ce bail et un jugement du tribunal de paix de Vienne du 18 octobre 1905 (*Journal des juges de paix*, 1906, p. 171), qui a décidé également que le juge de paix est incompétent pour connaître d'une demande en résiliation de bail fondée sur la non-jouissance imputable au bailleur.

SECTION IV

Des expulsions de lieux.

L'action en expulsion de lieux est le succédané de l'action en résiliation de bail ou de l'action en validation de congé. Chaque fois que le juge de paix est compétent pour connaître de la résiliation du bail ou de la validation du congé, il est compétent pour statuer sur l'expulsion. Il a été jugé que le juge de paix est compétent, à l'exclusion du juge des référés, pour ordonner l'expulsion d'un locataire qui occupe les lieux en vertu d'un bail verbal, alors que la location

annuelle n'excède pas 600 francs (autrefois 400 fr.) (Paris, 14 novembre 1884, en note sous Paris, 1^{er} août 1890 ; Sirey, 1892-II-240, et la note de M. Tissier ; Chambéry, 5 août 1885, *ibid.*, Pabon, *op. cit.* t. IV, n° 4114).

En conséquence, le juge de paix peut ordonner l'expulsion par un jugement spécial : il connaît des demandes en expulsion quels qu'en soient les motifs, qu'elles soient fondées sur le défaut de paiement des loyers, sur l'expiration du bail ou sur toute autre cause. Il pourrait même statuer sur une expulsion après un jugement du tribunal de première instance qui aurait prononcé la résiliation du bail pour des causes exclues de sa compétence. Le juge de paix restera donc compétent même si le défendeur oppose une exception tirée du fond du droit, même s'il conteste le droit du bailleur. Il faut, toutefois, que les demandes en expulsion soient fondées sur un bail ; le juge de paix ne peut prononcer l'expulsion des lieux d'une personne alors qu'il n'existe pas de bail ou qu'il est reconnu devant lui que des pourparlers engagés en vue d'un bail n'avaient pas abouti, (Cass., 23 octobre 1888, Sirey, 1891-I-155, Dalloz 1889-I-190).

Il serait également incompétent dans le cas où, en réponse à sa demande en expulsion, le défendeur exciperait d'un titre et de la prescription pour prétendre à la propriété de la maison qu'il occupe (Cass., 1^{er} décembre 1890, Sirey, 1891-I-116 ; Dalloz, 1791-

I-98; Cass., 5 août 1895, S., 1895-I-436 ; D. 1896-I-48).

Si le preneur intente une action en dommages-intérêts à raison d'une expulsion injustement subie par lui, cette demande sera valablement soumise au juge de paix et il pourra la trancher dans les limites de l'article 3, § 4.

SECTION V

Des saisies gageries et des saisies revendications.

La loi de 1838 n'attribuait compétence au juge de paix que pour les demandes en validité de saisie gagerie. Le texte nouveau ajoute aux demandes en validité, les demandes en nullité ou en mainlevée qui avaient été oubliées par la loi de 1838 et par celle du 2 mai 1855. Cette réforme est naturelle : le juge de paix doit être appelé à connaître de toutes les difficultés soulevées par le contrat de bail quand le loyer n'est pas supérieur à 600 francs par an. Les demandes en nullité et en mainlevée de saisie gagerie et de saisie exécution sont des conséquences naturelles du contrat de bail.

Nous n'avons pas à indiquer ici les caractères distinctifs de la saisie gagerie et de la saisie exécution.

La saisie gagerie est une mesure de conservation par laquelle le propriétaire met sous l'autorité de la justice les effets mobiliers ou les fruits qui garnissent les lieux loués. La saisie exécution au contraire n'est ouverte qu'à celui qui possède un titre exécutoire ; en vertu de ce titre, on peut arriver à la vente des meubles saisis sans aucune intervention du juge, à moins d'opposition de la part de la personne saisie. La saisie gagerie n'est que le préliminaire d'une instance : le saisissant doit former une demande en validité de saisie. Il devra justifier de son droit d'opérer la saisie et de l'existence de sa créance. Ce n'est qu'après la validation de sa saisie gagerie, qu'il pourra faire vendre les objets saisis.

Le texte de la loi de 1838 avait soulevé une double controverse : on discutait le point de savoir si le juge de paix, compétent pour statuer sur une demande en validité de saisie gagerie introduite par le bailleur, pouvait statuer sur la demande en nullité de la même saisie intentée par le locataire.

On se demandait également si la saisie revendication faite par le propriétaire sur les meubles déplacés à son insu pouvait être assimilée à une saisie gagerie et par conséquent si le juge de paix pouvait en connaître.

La loi de 1905 a mis fin à cette double controverse en décidant dans l'article 3, § 5, que le juge de paix connaîtrait « des demandes en validité et en

nullité ou mainlevée de saisies gageries pratiquées en vertu des articles 819 et 820, Code de procédure, ou de saisies revendicatoires portant sur des meubles déplacés sans le consentement du propriétaire dans les cas prévus aux articles 2102, § I, et 819, Code de procédure civile, à moins que dans ce dernier cas il n'y ait contestation de la part d'un tiers ».

Une condition indispensable est nécessaire pour pouvoir saisir-gager, il faut que des loyers ou des fermages soient dus au propriétaire : l'article 819, du Code de procédure, le décide formellement. Le juge de paix, dans les limites de l'article 3, est compétent pour accorder la permission de saisir gager sans commandement préalable, comme pour prononcer la mainlevée, la nullité ou la validité de la saisie gagerie. Il disposera à cet effet de tous les pouvoirs et il devra examiner si les loyers sont véritablement dus, si toutes les formalités exigées par la loi ont été remplies, si les objets qui ont été saisis pouvaient l'être. Une fois ces vérifications faites, il statuera sur la demande.

La saisie revendication, que l'article 2102 du Code civil accorde au propriétaire, est une forme spéciale de la saisie gagerie : elle est, en principe, soumise aux mêmes formalités.

Elle permet au propriétaire de saisir les meubles ou les fruits qui garnissent l'immeuble loué, quand ils ont été déplacés par le locataire à son insu et sans

autorisation. Le bailleur conserve sur ces objets le privilège que lui confère l'article 2102 du Code civil à la condition d'exercer sa saisie dans le délai de quarante jours, et dans celui de quinze lorsqu'il s'agit de meubles garnissant une maison. Ce droit est réglémenté par l'article 819 du Code de procédure civile.

La saisie revendication suppose l'intervention d'un tiers chez qui les meubles ont été déposés. Si ce tiers accepte la saisie et ne prétend pas avoir sur les objets saisis un droit quelconque, le juge de paix sera compétent pour statuer sur la validité, mais si le tiers, au contraire, conteste le droit du propriétaire, le juge de paix sera incompétent et devra se dessaisir de l'affaire. Le tribunal de paix d'Agde a fait le 30 août 1905, une application des principes que nous venons de signaler (*Décisions des juges de paix*, 1905, p. 260).

Il a décidé que le juge de paix était incompétent pour statuer sur une demande en validité de saisie revendication formée par le propriétaire contre le locataire, lorsque la valeur de l'objet détourné dépassait 600 francs et lorsqu'il y avait contestation sur la propriété de la part du tiers détenteur qui prétendait l'avoir régulièrement achetée.

Le propriétaire ne doit exercer ce droit exorbitant que quand cette saisie est indispensable pour sauvegarder ses intérêts, si les meubles garnissant les lieux loués étaient suffisants pour garantir sa créance, il ne

doit pas y recourir. Le juge de paix, qui dispose des pleins pouvoirs pour accorder ou refuser l'autorisation de saisie revendiquée s'inspirera de ces principes et se montrera très circonspect en ce qui concerne l'octroi de cette permission ; il ne perdra pas de vue que l'intérêt doit être la mesure des actions et que le propriétaire qui est garanti par le mobilier qui garnit son immeuble, n'a aucun droit de revendiquer les objets qui auraient été déplacés sans son consentement.

Une question générale se pose au sujet de l'application de l'article 3 : quel sera le juge de paix compétent pour connaître de ces cinq actions ? Pour les quatre premières, il n'y a aucune difficulté, ces actions sont personnelles, puisque le bail ne confère pas de droit réel ; par conséquent, conformément aux règles générales du Code de procédure, l'action doit être portée devant le juge de paix du domicile ou de la résidence du défendeur. Si la loi avait voulu faire une exception, elle l'aurait dit expressément : l'article 3 du Code de procédure, qui établit une règle spéciale pour les réparations locatives et les indemnités pour non-jouissance, ne parle pas des demandes prévues par l'article 3 de la loi de 1905. Il est certain que cette solution a un grave inconvénient, elle oblige le propriétaire qui n'a pas le même domicile que son locataire à intenter souvent au loin une action très urgente. Nous devons toutefois nous incliner devant la volonté du lé-

gislateur, nous ne pouvons que regretter que le Parlement, en modifiant les règles de la procédure sur ce point, n'ait pas donné à la loi de 1905 tout l'effet qu'elle pouvait avoir. Le même inconvénient existe pour les aubergistes, voituriers et carrossiers qui doivent assigner le voyageur à son domicile, et nous avons vu que, malgré tout, cet inconvénient ne pouvait avoir pour résultat de modifier la loi.

En ce qui concerne les demandes de validité, en mainlevée, ou en nullité de saisies gageries ou de saisies revendications, la question a été très controversée. Nous estimons toutefois que le juge de paix compétent sera le juge de la situation des objets saisis. L'article 825 du Code de procédure civile renvoie pour la saisie gagerie aux règles établies pour la saisie exécution, et les articles 606 et 608 de ce Code attribuent une compétence exclusive en cette matière au tribunal du lieu de la saisie. D'ailleurs, ces dispositions du Code de procédure ont été empruntées à la coutume de Paris et cette coutume donnait compétence au tribunal du lieu où la saisie avait été faite. La Cour de Caen, à deux reprises différentes, le 22 novembre 1882 et le 28 mars 1887 (1), s'est prononcée dans ce sens. La loi de 1905 même nous donne un motif nouveau en faveur de la doctrine que nous défendons : l'article 13, § 2 en effet, s'exprime en ces termes : « En

(1) Sirey, 1885-II-81 et 1890-II-65).

cette matière, comme en matière de saisie gagerie et de saisie revendication, si les saisies ne peuvent avoir lieu qu'en vertu de la permission du juge dans les cas prévus par les articles 2102 du Code civil, 819 et 872 du Code de procédure, cette permission sera accordée par le juge de paix du lieu où la saisie devra être faite, toutes les fois que les causes de la saisie rentreront dans sa compétence. » Puisque le juge de paix du lieu de la saisie est spécialement désigné pour accorder l'autorisation de la pratiquer, il est rationnel que ce soit le même magistrat qui soit appelé à statuer sur les incidents que cette saisie peut provoquer.

§ II. — *Affaires prévues par l'article 4.*

L'article 4 se réfère aux difficultés qui peuvent s'élever entre le bailleur et le preneur, au cours du contrat de louage. Le juge de paix est compétent pour en connaître en dernier ressort jusqu'à 300 fr., et à charge d'appel à quelque chiffre que la demande puisse s'élever. Cette compétence exceptionnelle s'explique par la nature même de ces actions. Leur examen ne comporte pas en général de grosses difficultés quelle que soit l'importance du litige. En outre, ces affaires sont toujours particulièrement urgentes et nécessitent une solution rapide et peu coûteuse. La loi

de 1838 avait déjà attribué une certaine compétence, en cette matière, au juge de paix, mais elle était trop limitée, 100 francs en dernier ressort, 1.500 francs à charge d'appel ; désormais les juges de paix connaîtront de toutes ces actions. L'article 4 prévoit trois chefs de demande respectifs que nous étudierons successivement.

1° Les réparations locatives de maisons ou fermes ;

2° Les indemnités pour non-jouissance ;

3° Les dégradations ou pertes dans les cas prévus par les articles 1732 et 1735 du Code civil.

SECTION I

Des réparations locatives de maisons ou fermes.

Ce sont les réparations des dégâts causés par le fait de l'usage continu et normal de la chose louée ; autrement dit, ce sont les réparations de menu entretien. En principe, et à moins de conventions contraires, elles incombent au locataire qui est présumé avoir reçu les lieux loués en bon état, lorsqu'il n'a pas été fait d'état de lieux au moment de l'entrée en jouissance. Il est impossible de donner une énumération de ces réparations qui peuvent être extrêmement variées et qui changent selon l'usage des lieux. L'ar-

ticle 1754 du Code civil en fait une énumération très incomplète. Aujourd'hui, le juge de paix est compétent pour connaître des réparations locatives, soit qu'il s'agisse de celles imposées par la loi au locataire, soit qu'il s'agisse de celles que la convention a mises à la charge du propriétaire; à cet effet, l'article 5 de la loi de 1838 donnait compétence au juge de paix pour connaître des réparations locatives mises par la loi « à la charge des locataires ».

Le projet de loi adopté par la Chambre reproduisait intégralement ce texte. Lors de la discussion devant le Sénat, M. Dufoussat fit observer que ce texte ainsi rédigé autorisait le bailleur à assigner le locataire devant le juge de paix, mais n'autorisait pas le locataire à citer le bailleur devant la même juridiction au cas où les réparations lui incomberaient. « L'équité exige, a-t-il dit, que le locataire et le propriétaire soient placés sur le même pied et qu'il y ait entre eux réciprocité en matière de réparations. »

Le Garde des Sceaux intervint dans la discussion et fit remarquer que M. Dufoussat commettait une erreur en parlant de réparations quelconques alors que l'article ne vise que les réparations locatives. En ce qui concernait ces dernières, il reconnaissait le bien fondé de la critique faite au texte en discussion et il ajoutait : « En effet, les réparations locatives sont mises par la loi à la charge des locataires ; mais rien n'empêche dans un bail, et à titre de convention

spéciale, de mettre les réparations locatives à la charge du bailleur. S'il en est ainsi, je comprends à merveille que, si l'on peut assigner devant le juge de paix le locataire pour des réparations locatives que la loi met à sa charge, celui-ci pourra de son côté assigner devant le juge de paix le bailleur dans les cas où la convention aura mis ces mêmes réparations à la charge de ce dernier. Si vous voulez accepter qu'à la rédaction « des réparations locatives des maisons ou fermes mises par la loi à la charge des locataires » (c'est le texte de la commission), on ajoute « ou par la convention à la charge du bailleur », je suis d'accord avec vous. »

A la suite de cette discussion, la commission demandait le renvoi de l'article et quelques minutes plus tard, après s'être mise d'accord avec M. Dufoussat, elle faisait voter que le juge de paix serait compétent pour connaître des réparations locatives en supprimant les mots « mises par la loi à la charge du locataire ». C'est ce texte qui est devenu l'article 4 actuel. Dans ces conditions, aucune difficulté d'interprétation ne peut être soulevée.

Mais doit-on reconnaître au juge de paix la même compétence si le bailleur prétend que la convention ne lui impose pas l'exécution de ces réparations ? Il y aura une clause litigieuse du bail à interpréter : le juge de paix pourra-t-il trancher cette difficulté ? Le texte est très général et il ne comporte aucune res-

triction ; il nous semble donc que l'affirmative devrait s'imposer. Mais nous ne devons cependant pas perdre de vue que le Sénat a manifesté sa volonté qui est contraire à l'opinion que nous venons d'émettre. Il a voulu qu'en aucun cas le juge de paix ne puisse être appelé à interpréter les clauses du bail. Cette volonté s'est manifestée lors de la discussion de l'article 3, elle s'est affirmée encore à propos du paragraphe 2 de l'article 4 ; et au cours même de la discussion de notre paragraphe 2, M. Dufoussat déclara : « Si notre commission estime que ce serait étendre outre mesure la compétence du juge de paix que de l'autoriser à interpréter les conventions d'un bail, je supprimerai volontiers la partie relative aux conventions en laissant subsister les autres parties de l'amendement. » Conformément à sa déclaration, il modifiait son amendement dans ce sens. Dans ces conditions, nous ne pouvons que nous incliner et décider que, lorsque le juge de paix sera appelé à interpréter une clause quelconque du bail, il devra se déclarer incompétent. La Cour de cassation s'est d'ailleurs prononcée dans ce sens le 22 janvier 1906 (Daloz, 1906-V-42).

SECTION II

Indemnités pour non-jouissance.

Le paragraphe 2 de l'article 4 qui prévoit ces litiges reproduit le texte de la loi de 1838 avec une seule modification. Il a remplacé le mot « propriétaire » par le mot « bailleur » qui a une portée plus générale ; on peut en effet être bailleur sans être propriétaire, par exemple, les usufruitiers, les tuteurs, les principaux locataires, etc...

On entend par non-jouissance le refus de délivrance ou la délivrance tardive, le refus de faire les réparations nécessaires, le changement apporté dans l'état des lieux qui les rend impropres à l'usage pour lequel ils étaient loués, l'absence de jouissance paisible.

Il faut naturellement que ce défaut de jouissance provienne du fait du bailleur ; s'il provenait du fait d'un tiers, le juge de paix ne serait plus compétent. Le magistrat cantonal a tous pouvoirs d'appréciation en cette matière et il retiendra l'affaire chaque fois qu'il estimera que la non-jouissance a pour cause le fait du bailleur.

L'article 4 édicte toutefois une condition formelle : il faut, pour que le juge de paix soit compétent, que le principe de l'indemnité ne soit pas discuté. Pour

décliner la compétence du juge de paix, il ne suffira pas d'ailleurs au bailleur de contester le droit du locataire à une indemnité sans indiquer le motif de sa contestation. Pour que le juge de paix soit incompétent, il faut que la contestation paraisse sérieuse et soit basée sur des motifs graves ; la contestation ne naît, en effet, que lorsque le bailleur repousse la responsabilité des faits invoqués contre lui, fussent-ils matériellement établis, ou bien soutient que son droit de propriété, la loi, ou la convention intervenue l'autorisait à agir comme il l'a fait. En un mot, il n'y a contestation sur le fond du droit qu'autant que la défense du bailleur est telle qu'elle forme une fin de non recevoir contre la demande du fermier ou du locataire. Si cette solution n'était pas admise, l'article 4, paragraphe 2, n'aurait plus aucun intérêt ; le bailleur pourrait par une contestation illusoire éluder toujours la compétence du juge de paix.

La Chambre des députés avait voulu que le juge de paix soit compétent même dans le cas où le droit à indemnité est contesté. Le Sénat n'a pas admis ce système. M. Godin, dans son rapport, a fait observer qu'il ne s'agissait plus dans ce cas, d'une contestation sur un chiffre qu'il serait facile de trancher, mais bien d'un litige sur le fond du droit des parties dont la solution est délicate. Il fallait pour ce dernier cas rester dans les limites de la compétence générale de l'article 1^{er}.

Si donc le droit à l'indemnité est contesté, le juge

de paix ne sera plus compétent que jusqu'à 300 francs en dernier ressort et jusqu'à 600 francs à charge d'appel. Il est regrettable que le Sénat n'ait pas cru devoir se rallier à l'opinion de la Chambre et attribuer dans tous les cas compétence générale au juge de paix en cette matière. Quoi qu'il en soit, la loi aura malgré tout un effet utile : les indemnités pour non-jouissance s'élèvent rarement à plus de 600 francs, surtout dans les campagnes, et dans ces conditions, la majorité de ces affaires sera jugée par la juridiction cantonale.

SECTION III

Des dégradations et pertes.

Ce paragraphe règle les actions du bailleur pour dégradations et pertes provenant du fait du preneur. Les articles 1732 et 1735 du Code civil déterminent les conditions de la responsabilité du locataire. Les pertes ou dégradations ont une importance beaucoup plus grande que les réparations locatives ; elles ont pour effet de diminuer la valeur de la chose louée ou de la supprimer. Le propriétaire devra faire la preuve des dégradations ; le locataire sera quitte s'il démontre qu'elles proviennent d'un cas fortuit ou de force majeure.

Aucune présomption légale n'est établie en faveur du bailleur. Toutefois, les dégradations et les réparations locatives ont beaucoup de points communs, et la loi de 1905 les a rangées avec raison dans le même article. La loi de 1838 au contraire les avait classées sous deux articles différents et la compétence du juge de paix n'était pas la même pour ces deux sortes d'affaires. En matière d'indemnité pour dégradations ou pertes de la chose louée, la compétence était de 100 francs en dernier ressort et de 1.500 francs en premier ressort ; en matière de réparations locatives la compétence était également de 100 francs en dernier ressort, mais était illimitée en premier ressort. La loi de 1905 a fait disparaître cette anomalie. La compétence du juge de paix, lorsqu'il s'agit de dommages-intérêts réclamés par le propriétaire pour dégradations causées par le locataire, n'est pas limitée au cas où le droit à une indemnité n'est pas contesté lorsqu'il s'agit de l'action du preneur pour non-jouissance. La restriction contenue dans le paragraphe précédent n'est pas reproduite ici. Lors de la discussion devant la Chambre, M. Ollivier avait demandé que cette restriction soit admise, mais la Chambre repoussa cet amendement sur la demande du rapporteur. « Nous ne voulons pas, dit M. Cruppi, que, par une sorte de ruse, aussi bien lorsqu'il s'agit de demandes reconventionnelles que lorsqu'il s'agit actuellement de l'article 4, on puisse échapper à la juridiction tutélaire et

conciliatrice du juge de paix en contestant systématiquement le principe de l'indemnité » (Chambre, séance du 18 juin 1903). Le Sénat s'est rallié sur ce point à l'opinion de la Chambre.

Un dernier paragraphe de l'article 4 est relatif aux dégradations et pertes qui ont pour cause un incendie ou une inondation. Il décide que le juge de paix n'en connaît que dans les limites de l'article 1^{er}. Ces dommages, quelle qu'en soit la cause, sont toujours très considérables ; il y a généralement lieu pour en fixer le montant à des expertises souvent longues et laborieuses. La compétence du juge de paix est alors moins nécessaire que dans les espèces ordinaires où il peut procéder lui-même à l'inspection des livres. D'autre part, l'instruction de ces affaires offre de très grosses difficultés et soulève généralement des questions très délicates à trancher. Dans ces conditions, le législateur a estimé avec raison qu'il fallait en cette matière ne laisser au juge de paix que la compétence de droit commun, 300 et 600 francs en premier ressort.

Pour toutes les actions visées dans l'article 4 de notre loi, le juge de paix compétent *ratione loci* sera, conformément aux termes de l'article 3 du Code de procédure civile, le juge de paix de la situation de l'objet litigieux.

CHAPITRE V

DES AFFAIRES DONT LE JUGE DE PAIX CONNAIT SANS AP-
PEL JUSQU'A LA VALEUR DE 300 FRANCS ET A CHARGE
D'APPEL A QUELQUE VALEUR QUE LA DEMANDE PUISSE
MONTER.

Ces affaires sont prévues par les articles 5 et 6 et
sont rangées sous sept paragraphes distincts que nous
étudierons successivement.

§ I. — *Contestations relatives au contrat de travail.*

L'article 5, paragraphe 1, s'exprime en ces termes :
« Les juges de paix connaissent sans appel jusqu'à
« 300 francs et à charge d'appel à quelque chiffre que
« la demande puisse s'élever : des contestations rela-
« tives aux engagements respectifs des gens de travail
« au jour, au mois et à l'année et de ceux qui les em-

« ploient ; des maîtres, domestiques ou gens de ser-
« vice à gages ; des maîtres ou patrons et de leurs ou-
« vriers ou apprentis sans néanmoins qu'il soit dérogé
« aux lois et règlements relatifs soit à la juridiction
« commerciale, soit à celle des prud'hommes, soit au
« contrat d'apprentissage, ni aux lois sur les accidents
« du travail. »

Ce paragraphe attribue donc sous certaines réserves au juge de paix le pouvoir de connaître de toutes les difficultés relatives au contrat du travail.

Le contrat de travail ou louage de services est la convention par laquelle une personne s'engage à louer, moyennant salaire, ses services ou son travail à une autre. Nous ne pouvons dans cet ouvrage exposer les règles du contrat de travail. Qu'il nous suffise de rappeler que le Code a, pour ainsi dire, complètement ignoré ce contrat. Il ne lui a consacré que 2 articles, les articles 1780 et 1781, l'un décidant qu'on ne peut engager ses services que pour un temps ou une entreprise déterminée, le deuxième établissant une règle contraire à l'équité et au droit commun d'après laquelle le maître devait être cru sur son affirmation pour la quotité des gages, le paiement du salaire de l'année échue, les acomptes donnés pour l'année courante.

Cet article essentiellement défavorable aux ouvriers a été abrogé par la loi du 2 août 1868. Une loi du 27 décembre 1890 a d'ailleurs complété les dispositions

de l'article 1780 et a établi le principe d'un droit à indemnité en cas de renvoi injustifié.

Depuis cette époque, le Parlement est saisi de nombreuses propositions de loi ayant pour but de régler définitivement le contrat de travail et d'organiser le Code du Travail. Elles n'ont pu encore être discutées. Actuellement, les principes généraux seuls régissent le contrat de travail et il faut se reporter à la jurisprudence très abondante en cette matière pour dégager les règles qui lui sont applicables.

Les questions que soulève ce contrat sont généralement faciles à examiner ; en tous cas, elles sont extrêmement urgentes. Il faut pour les solutionner une juridiction locale, rapide et peu coûteuse, il est tout naturel qu'on ait donné compétence en cette matière au juge de paix.

Le magistrat cantonal était d'ailleurs particulièrement désigné pour remplir cette tâche : depuis longtemps il est chargé de veiller à l'application des lois promulguées pour assurer la protection et la sécurité des travailleurs ; il réprime comme juge de simple police les contraventions qui peuvent être commises contre les prescriptions de la loi du 2 novembre 1894 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels. Il connaît dans les mêmes conditions des contraventions prévues par la loi du 12 juin 1893 sur l'hygiène et la sécurité

des travailleurs dans les fabriques, manufactures et usines, chantiers et ateliers ; il est chargé également de veiller à l'application de l'article 11 de la loi du 8 avril 1898 sur les accidents du travail, qui oblige les chefs d'industrie à afficher dans leurs divers ateliers le texte de cette loi. Il est aussi chargé de veiller à l'application de la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire. D'autre part, lorsqu'un conflit redoutable s'élève entre patrons et ouvriers, et que ceux-ci se décident à recourir à la grève pour obtenir un avantage quelconque, le juge de paix peut encore user de son rôle de conciliateur. En cas de grève, la loi du 27 décembre 1892 le charge d'intervenir d'office ou à la requête des parties pour tenter d'amener un accord, et les renseignements fournis par la statistique officielle nous prouvent l'efficacité de son intervention. Au cours de l'année 1904, sur 1026 grèves qui ont éclaté, on a constaté 247 fois l'application de la loi sur la conciliation et l'arbitrage, 115 fois l'initiative a été prise par les ouvriers, 10 fois par les patrons, 6 fois par les patrons et ouvriers réunis et 116 fois le juge de paix est intervenu d'office. La tentative n'a été repoussée que 79 fois dont 68 fois par les patrons, 6 fois par les ouvriers et 5 fois par les deux parties réunies.

En matière civile, la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail a accordé au juge de paix des pouvoirs très étendus et une compétence spéciale.

Il était donc tout naturel que le juge de paix soit appelé à trancher les difficultés soulevées par l'application du contrat de travail. La loi de 1838 lui avait déjà donné une certaine compétence en cette matière. Désormais, le juge de paix connaît, quel que soit le montant de la demande et en dernier ressort jusqu'à 300 francs, de toutes les contestations relatives au contrat de travail lorsqu'elles s'élèvent entre les gens de travail, domestiques, personnes à gages, ouvriers et ceux qui les emploient. Il ne serait pas compétent dans le cas où le litige s'élèverait entre l'ouvrier et une personne autre que celle qui a traité avec lui ; si par exemple l'ouvrier adressait une réclamation à un tiers qui aurait bénéficié d'un enrichissement à raison des travaux exécutés par lui.

L'article 5 use dans son énumération de termes très généraux qu'il est nécessaire de définir. L'expression « gens de travail » a un sens collectif : elle comprend tous ceux qui exercent un métier manuel, louant leur travail pour un salaire périodique convenu et se trouvant dans un certain degré de subordination vis-à-vis de la personne qui les emploie : ce seront notamment les manœuvres, les artisans, les journaliers, les moissonneurs, les vendangeurs.

On entend par domestiques ou gens de service à gage, les personnes qui donnent plus particulièrement leurs soins à la personne ou à la propriété de celui qui les emploie : ce sont les ouvriers, les servantes,

valets de chambre, les gardes, les jardiniers, les concierges, etc...

Les ouvriers sont les personnes qui bien que n'étant pas domestiques se livrent à un travail corporel sous la direction d'autrui. Il est impossible d'en donner une énumération même restreinte. Enfin les apprentis, sont les apprentis ouvriers. En tout cas, pour que notre article puisse s'appliquer, il faut que le maître ait un entier pouvoir sur l'ouvrier, qu'il exerce une surveillance sur lui, sinon l'ouvrier devrait être considéré comme un véritable entrepreneur.

Il faut aussi que les ouvriers et domestiques reçoivent un salaire au jour, au mois ou à l'année. Cette disposition exclut les litiges qui seraient relatifs à un marché à forfait et elle exclut également les artisans qui travaillent à la pièce ou à la tâche. Elle est regrettable et très défavorable pour les bûcherons qui sont assez nombreux dans les campagnes. Ceux-ci pourront cependant assigner le maître de l'ouvrage devant le juge de paix quand le montant de leur créance sera inférieur à 600 francs, et il est probable que leurs réclamations dépasseront rarement cette somme. Cependant, il eût été préférable que l'art. 5 n'ait pas fait cette exception.

L'article 5 dispose également qu'il n'est pas dérogé aux lois et règlements relatifs aux conseils de prud'hommes, soit au contrat d'apprentissage, ni aux lois sur les accidents du travail.

A) *Conseils de prud'hommes.*

Le juge de paix ne peut connaître des contestations qui sont de la compétence du conseil dans tous les lieux où ils fonctionnent. Cette décision est rationnelle et logique ; elle ne souffre aucune difficulté dans son application. Il y a lieu toutefois, à ce propos, d'indiquer une innovation considérable apportée en cette matière par la loi du 15 juillet 1905, postérieure de trois jours à la loi sur les justices de paix. Auparavant, les juges de paix n'étaient compétents pour connaître des litiges de la compétence des conseils de prud'hommes que dans les lieux où ils n'étaient pas établis. La loi du 15 juillet 1905 a eu pour résultat d'attribuer aux juges de paix un rôle au sein même du tribunal des prud'hommes.

L'article 1^{er} de cette loi dispose que les bureaux de jugements seront toujours composés d'un nombre égal de patrons et d'ouvriers et qu'ils siégeront toujours en nombre pair. Les délibérations doivent être prises à la majorité absolue des membres. En cas de partage, l'affaire est renvoyée à une autre audience, et ce jour-là, le bureau de jugement doit être présidé par le juge de paix du canton qui départagera les voix.

Le législateur a eu pleine confiance dans le magistrat cantonal et lui a ainsi donné la mission d'un tiers

arbitre ; il présidera le bureau de jugement et après avoir étudié l'affaire, en adoptant l'avis des uns ou des autres, il formera la majorité. Depuis la mise en application de la loi du 15 juillet 1905, nombreux ont été les cas où le juge de paix a été appelé à remplir ces fonctions de magistrat départiteur.

B) Contrat d'apprentissage.

L'article 5 ne modifie pas les règles relatives au contrat d'apprentissage, qui est réglementé par la loi du 22 février 1851. L'article 1^{er} de cette loi le définit ainsi : « le contrat par lequel un fabricant, « un chef d'atelier ou un ouvrier s'oblige à enseigner la « pratique de sa profession à une autre per-
« sonne qui s'oblige en retour à travailler pour lui, le
« tout à des conditions et pendant un temps con-
« venu. »

Le contrat d'apprentissage, qui avait une très grande importance sous l'ancien régime, n'est plus fréquent de nos jours. Cependant, des jeunes ouvriers y ont encore recours pour acquérir les connaissances indispensables à l'exercice de certains métiers. Ces contrats, avec le développement de l'industrie et des moteurs mécaniques, deviennent de plus en plus rares.

La loi du 22 février 1851 forme un tout et réglemente complètement ce contrat ; elle en détermine la

forme, la nature et les conditions. L'article 18 a fixé les règles de compétence qui le régissent. Il dispose : « Toute demande à fin d'exécution ou de résolution de contrat sera jugée par le conseil des prud'hommes dont le maître est justiciable et à défaut par le juge de paix du canton. » La loi de 1905 a maintenu intégralement cette disposition.

C) *Accidents du travail.*

La loi du 9 avril 1898 et les lois successives qui l'ont modifiée ont accordé en matière d'accidents du travail une compétence très importante au juge de paix. D'après l'article 12, ce magistrat doit, en cas de blessure ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente absolue ou partielle de travail, faire une enquête, dans le délai de vingt-quatre heures de la réception de l'avis de l'accident qui lui est adressé par le maire ; il doit rechercher la cause, la nature, les circonstances de l'accident, la nature du traumatisme subi les ayants droit éventuels pouvant réclamer ultérieurement une indemnité, le salaire quotidien et le salaire annuel des victimes, le syndicat de garantie auquel était affilié le patron ou la Compagnie d'assurances à laquelle il était assuré.

Aux termes de l'article 15 de la même loi, le juge de paix connaît en dernier ressort, à quelque chiffre que cette demande puisse monter, de toutes les con-

testations entre les victimes et les chefs d'entreprises relatives aux frais funéraires, aux frais de maladie, aux indemnités temporaires de demi-salaire.

L'article 5 a maintenu intégralement ces dispositions et n'a pas modifié les règles de compétence établies par cette législation spéciale.

§ II. — *Contestations relatives au paiement des nourrices.*

Aux termes du paragraphe 2 de l'article 5, le juge de paix connaît des difficultés relatives au paiement des nourrices. La loi de 1905 reproduit ici une disposition de la loi de 1838. Elle a toujours supprimé une exception que cette loi avait consacrée en faveur des bureaux de nourrice de l'administration générale des hospices. Ces bureaux étaient placés sous le contrôle du préfet et le conseil de préfecture était compétent pour statuer sur les contestations relatives au paiement des nourrices fournies par ces bureaux. La Chambre a adopté les conclusions du rapport de M. Cruppi sur cette question ; il s'exprimait ainsi : « Nous avons, sur les contestations relativement au paiement des nourrices, donné compétence absolue aux juges de paix et effacé l'exception que faisait la loi de 1838 pour les bureaux de nourrices de Paris et

des autres villes. L'exception s'appliquait à une législation surannée qui n'a plus sa raison d'être. »

La compétence du juge de paix s'étend à toutes les difficultés qui peuvent s'élever en ce qui concerne le paiement, à savoir, la détermination du taux des salaires, du nombre de mois dus, du prix des fournitures accessoires qui sont faites aux nourrices. Si la nourrice fait des avances quelconques, soit pour les vêtements de l'enfant, soit pour les médicaments ou les honoraires du médecin en cas de maladie, elle devra réclamer ces sommes devant le juge de paix.

Si au contraire il s'élevait entre le patron et la nourrice un litige qui ne soit pas relatif au paiement, s'il s'agissait notamment d'une demande en dommages-intérêts formée par les parents pour cessation de l'allaitement sans motif légitime, ou d'une demande en dommages-intérêts introduite par la nourrice pour communication d'une maladie héréditaire, le juge de paix n'en connaîtrait que si la valeur de ce litige était inférieure à 600 francs conformément aux dispositions de notre article 1^{er}.

Une observation générale s'applique aux contestations relatives au contrat de travail et au paiement des nourrices.

Aux termes des articles 1^{er} de la loi du 7 août 1850 et 27 de la loi du 22 janvier 1851 sur l'assistance judiciaire qui n'ont pas été abrogés par la loi du 10 juillet 1901,

tous les actes de procédure relatifs à ces instances, y compris les jugements et les actes nécessaires à leur exécution, sont affranchis des droits de timbre et d'enregistrement. Une instruction de la Direction générale de l'enregistrement, en date du 4 juin 1903 (*Bulletin officiel du ministre de la Justice*, 1903, p. 187), a rappelé aux agents de cette administration l'immunité dont jouissent les actes de procédure dont nous venons de parler.

§ III. — *Des dommages causés aux champs, aux fruits et aux récoltes.*

Aux termes de l'article 6, paragraphe 1, les juges de paix connaissent des actions pour dommages faits aux champs, fruits et récoltes, soit par l'homme, soit par les animaux, dans les conditions des articles 1382 à 1385 du Code civil.

La loi de 1838 attribuait déjà aux juges de paix une certaine compétence en cette matière, on s'était demandé toutefois, si cette compétence, incontestablement relative aux dommages résultant d'un délit ou d'un quasi-délit devait s'étendre au préjudice causé par l'inexécution d'un contrat ou à la réparation d'un dommage prévu, dans un contrat. La Cour de cassa-

tion avait décidé que cet article ne prévoyait que le cas de dommages résultant d'un délit ou d'un quasi-délit. La loi nouvelle a consacré d'une manière définitive cette jurisprudence, et, pour éviter toute controverse, elle a décidé qu'il ne s'agissait que des dommages causés dans les cas prévus par les articles 1382 à 1385 du Code civil. Ces articles forment le chapitre du Code intitulé « des délits et des quasi-délits ». Pour que cet article soit applicable, il est indispensable que le dommage ait été causé aux champs, fruits et récoltes. La loi a ainsi voulu entendre toutes les terres labourables et toutes les propriétés qui produisent des fruits naturels ; c'est au produit du sol qu'elle a voulu s'appliquer.

Elle ne vise pas par conséquent le dommage causé aux bâtiments ou à la propriété elle-même.

Il suffit d'ailleurs que le dommage ait été causé aux fruits et aux récoltes pour que le juge de paix soit compétent, et il importe peu que ces faits dommageables soient ou l'œuvre médiate ou l'œuvre immédiate de l'homme ; ainsi il serait compétent pour connaître des dommages causés par les émanations d'une usine voisine. Le dommage peut également être accidentel ou permanent : la Cour de cassation l'avait formellement décidé sous l'empire de la loi, en 1838, par un arrêt du 24 janvier 1866 (Sirey, 1866-I-170 ; Dalloz, 1866-I-275). Cet arrêt s'exprime en ces termes : « Attendu que les demandeurs en cassation

« ont décliné la compétence du juge de paix en sou-
« tenant que ce magistrat n'est compétent que lorsqu'il
« s'agit d'une demande pour dommages accidentels
« causés aux fruits et aux récoltes, dans des circons-
« tances qui ne permettent pas d'en différer l'appré-
« ciation ; — Attendu qu'une telle interprétation de
« la loi ne saurait être admise, que le législateur de
« 1790, en attribuant au juge de paix la connaissance
« des dommages causés par le fait de l'homme aux
« fruits et récoltes, n'a point distingué le fait médiat
« du fait immédiat, ni la cause permanente de la cause
« accidentelle ; que la disposition de l'article 10 de la
« loi du 24 août 1790, titre III, est générale et embrasse
« tous les cas ; — Attendu que la loi du 25 mai 1838
« n'a introduit aucune innovation en cette matière ; —
« Attendu que la compétence du juge de paix ne
« cesserait que dans l'hypothèse où la demande aurait
« pour objet la réparation d'un dommage accidentel
« ou permanent causé par le fait médiat ou immédiat
« de l'homme, non plus aux récoltes, mais au fonds
« lui-même : que les tribunaux ordinaires seraient en
« ce cas seuls compétents puisque le litige intéresserait
« la propriété. » (Cette interprétation prévaudra avec
la loi de 1905.)

Le juge de paix est incompetent alors que le défendeur oppose à la demande une exception tirée d'un droit de propriété ou de servitude. Voir dans ce sens Cass., 5 juin 1872, S. 1871,-I,-371 ; Cass., 23 oc-

tobre 1888, S., 1889-I-203. Cass., 7 juillet 1890, S., 1891-I-372. La loi ne le décide pas, mais cette interprétation ne fait de doute, puisque le juge de paix est radicalement incompétent pour connaître d'une action concernant la propriété.

Il faut toutefois, pour que le juge de paix soit incompétent, que la contestation sur la propriété ou sur l'existence de la servitude soit sérieuse, qu'elle ait une apparence de fondement. Le juge de paix appréciera. Si le défendeur soutient, par exemple, qu'il n'a occasionné le dommage qu'en usant normalement d'un droit de servitude dont il est propriétaire, le juge de paix se dessaisira de l'affaire à la condition, toutefois, que le défendeur apporte quelques justifications à l'appui de sa prétention (Voir à ce sujet Cass. 13 novembre 1867, S. 1868-I-24 et Cass., 30 mai 1894, S., 94-I-311 ; D. 94-I-547) et jugement du tribunal de paix de Moulins, du 4 août 1905 D. 1905-V-10). Le dommage peut être causé soit par l'homme, soit par les animaux. Il est nécessaire toutefois qu'il consiste dans des dégâts réels.

Les dommages causés par l'homme peuvent être son fait immédiat ou au contraire son fait médiate. Ils seront son fait immédiat s'ils résultent d'un crime, d'un délit ou d'une contravention qu'il aura commis, s'il a détruit les récoltes, coupé des fruits, abattu des arbres, dévasté des cultures. Ils seront son fait médiate, s'ils sont causés par les travaux qu'il aura entre-

pris, si une inondation par exemple survient à la suite d'un travail fait par lui, si une fabrique laisse échapper des émanations malsaines.

L'homme est aussi responsable, aux termes de l'article 1384, des personnes qu'il a sous sa garde, de ses enfants mineurs, de ses domestiques ou de ses préposés. Si l'une de ces personnes, dont il a la charge, commettait des déprédations prévues par notre article, il en serait responsable comme s'il les avait commises lui-même.

En ce qui concerne le dommage causé par les animaux, l'article 1385 fixe la responsabilité des animaux dont on est propriétaire. Pour le dommage causé par le gibier, la loi du 19 avril 1901 a déterminé la compétence des juges de paix, elle est la même que celle de notre article 6.

Lorsque le dommage causé aux champs, fruits et récoltes a eu pour cause un fait réprimé par la loi pénale, le juge de paix ne sera compétent que pour connaître de l'action civile en réparation du préjudice subi. Si le fait constitue une contravention, l'action civile pourra être poursuivie devant le juge de paix soit en même temps que l'action publique, soit séparément. Toutefois, quant aux délits, le juge de paix ne pourra statuer sur l'action civile en réparation d'un crime ou d'un délit que dans le cas où la juridiction criminelle est dessaisie, si elle était saisie, il devra surseoir à statuer jusqu'à ce qu'il ait été prononcé dé-

finitivement sur l'action publique en vertu de la maxime de l'article 3 du Code d'Instruction criminelle : le criminel tient le civil en état. Aussi nous ne pouvons que critiquer le jugement du tribunal d'Angoulême du 13 août 1906 (Sirey, 1907-II-283), qui a décidé que la compétence du juge de paix cesse lorsqu'il s'agit d'une demande de dommages-intérêts pour réparation du préjudice causé par une soustraction frauduleuse de fruits ou de récolte commise dans un bois ou dans un champ, au préjudice du propriétaire du fonds. La distinction que ce jugement veut établir entre les diverses causes de dommages est arbitraire et ne résulte pas du texte de la loi qui est très général. Peu importe au propriétaire que le dommage causé à son champs soit le fait d'un vol ou d'une imprudence de l'auteur du dégât ; ce qui rend le juge de paix compétent dans les termes de l'article 6, § 1, c'est le résultat matériel : le dommage aux champs ou aux récoltes.

Le juge de paix compétent *ratione loci*, pour statuer sur les litiges de l'article 6 § 1, est celui de la situation de l'objet litigieux : l'article 3 du Code de procédure civile le décide formellement.

§ IV. — *Actions relatives à l'élagage des arbres ou des haies et au curage des fossés.*

Ces actions sont régies par le paragraphe 4 de l'article 6 de notre loi, qui n'a fait que reproduire en cette matière la disposition de la loi de 1838.

SECTION I

Elagage des arbres et des haies.

Les arbres et les haies sont la propriété absolue du propriétaire du sol ; tant qu'ils restent incorporés à la terre, ils sont des immeubles par nature. La propriété du sol comporte naturellement la propriété des arbres et des haies qui y poussent. Le propriétaire a donc un droit absolu sur ses arbres et ses haies. Son droit de propriété est, toutefois, limité par les servitudes légales qui lui sont imposées dans l'intérêt des voisins. Elles sont établies par les articles 671 et 673 du Code civil : le propriétaire ne peut planter ses arbres qu'à une certaine distance du fond voisin, il doit élaguer les arbres ou les haies dont les branches ou les rameaux empiètent sur la propriété limitrophe. L'article 6 § 2 ne prévoit que le cas de l'action à fin d'élagage des arbres

et des haies, l'article 7 § 3 que nous commenterons ultérieurement, régit les actions relatives aux distances prescrites par la loi pour les plantations des arbres ou des haies. Les actions à fin d'élagage ont pour fondement l'article 673 du Code civil modifié par la loi du 20 août 1881 ainsi conçu : « Celui sur la propriété duquel avancent les branches des arbres du voisin peut contraindre celui-ci à les couper... Si ce sont les racines qui avancent sur son héritage, il a le droit de les y couper lui-même. Le droit de couper les racines ou de faire couper les branches est imprescriptible. »

L'action en élagage peut être exercée sans qu'il y ait eu de dommage réel. Du moment que les branches ou les racines empiètent sur son fonds, le demandeur est en droit de réclamer l'élagage des arbres et de couper les racines. La loi fait une différence entre les branches et les racines : si le voisin se permettait de couper les branches sans y avoir été autorisé par le juge de paix, il serait susceptible de poursuites correctionnelles. S'il a subi du fait de cet empiètement un préjudice quelconque, il sera en droit d'en réclamer la réparation dans les limites de notre article. L'action en élagage peut être introduite à n'importe quel moment : le droit reconnu par l'article 673 est en effet imprescriptible.

Le juge de paix ne sera compétent pour statuer sur cette action que dans le cas où les droits de proprié-

taire ou de servitude ne seront pas contestés. C'est ce qu'a décidé le juge de paix de Morlaas le 4 août 1905 (*Journal des juges de paix*, 1905, p. 628). La règle est la même que pour les dommages causés aux champs et aux récoltes ; rappelons seulement qu'il faut, pour que le juge de paix se dessaisisse, que la contestation soit sérieuse, qu'elle repose sur des éléments ayant quelque fondement et qu'elle soit personnelle à celui qui la soulève.

Quel sera le juge de paix compétent *ratione loci* ? L'action à fin d'élagage ne figure pas dans l'énumération de l'article 3 du Code de procédure civile, qui indique les actions qui doivent être poursuivies devant le juge de paix de la situation de l'objet litigieux. Le motif en est qu'au moment de la rédaction de cet article, ces litiges ne rentraient pas dans la compétence du magistrat cantonal. Quoi qu'il en soit, comme l'action à fin d'élagage est une action personnelle, il faut décider qu'elle sera portée devant le juge de paix du domicile ou de la résidence du défendeur. Il est vrai que les actions pour dommages aux récoltes doivent être jugées par le juge de paix de la situation de l'objet litigieux ; mais, nous ne pouvons étendre par analogie un texte exceptionnel et dans le silence de l'article 3 nous devons appliquer le principe de droit commun en matière personnelle.

Les règles que nous venons d'exposer ne peuvent s'appliquer aux arbres plantés sur les grandes routes

ou sur les propriétés qui leur sont limitrophes. Le juge de paix ne peut connaître des actions relatives à ces plantations : ce sont les tribunaux administratifs qui sont compétents. En ce qui concerne les arbres des chemins vicinaux, ils sont soumis aux règles de la compétence civile des juges de paix, s'ils ont été plantés avant la loi du 21 mai 1836 ; s'ils ont été plantés après la promulgation de cette loi, ils sont soumis aux règlements que les préfets sont autorisés à faire d'après l'article 21 de cette loi, et les infractions à ce règlement relèvent alors du juge de paix comme juge de simple police.

SECTION II

Curage des fossés ou canaux.

La compétence du juge de paix en cette matière est très rare : les cours d'eau naturels, qu'ils soient navigables et flottables ou non, dépendent de l'administration et les litiges qui y sont relatifs relèvent des tribunaux administratifs. La loi du 14 floréal an XI a donné compétence aux Conseils de préfecture avec recours au Conseil d'Etat pour les contestations relatives au curage des canaux et rivières non navigables. Le curage des fossés des chemins vicinaux doit être

réglementé par le préfet aux termes de la loi de 1836. La loi du 8 avril 1898 et un décret du 2 novembre 1905 ont réglementé le régime des eaux.

Le juge de paix, cependant, sera appelé à statuer sur des demandes en dommages-intérêts dans deux cas : d'abord, s'il s'agit d'un fossé dont le curage doit être exécuté à frais communs, ensuite s'il s'agit d'un propriétaire qui prétend que le fossé a été obstrué par suite du défaut de curage et qu'il en éprouve un préjudice. Rappelons que, comme pour l'élagage des arbres, le juge de paix devra se déclarer incompétent lorsque les droits de propriété ou de servitude seront contestés et que le juge de paix compétent, *ratione loci*, sera le juge de paix du domicile ou de la résidence du défendeur.

§ V. — *Actions relatives aux diffamations et injures et aux voies de fait.*

Il faut, pour que le juge de paix soit compétent en cette matière, que les injures verbales ou par écrit, publiques ou non publiques et les diffamations n'aient pas eu lieu par la voie de la presse (article 6, paragraphe 4 de la loi de 1905). Il s'agit uniquement des actions civiles, notre paragraphe le décide d'une manière formelle. Lorsque l'action sera portée devant le

juge de paix, peu importera la juridiction répressive compétente pour connaître de ces faits. Toutefois le juge de paix sera incompétent pour statuer sur les actions civiles pour diffamation quand elles ne peuvent être instruites indépendamment de l'action publique. Tel est le cas de l'article 46 de la loi du 29 juillet 1884 sur la presse qui décide que l'action civile résultant des délits prévus par les articles 30 et 31 de cette loi (diffamations proférées à l'encontre des cours, tribunaux, corps constitués, administrations publiques, fonctionnaires publics ou citoyens chargés d'un service public) ne pourra, sauf dans le cas de décès de l'auteur du délit ou d'amnistie, être poursuivie séparément de l'action publique.

En dehors de cette hypothèse spéciale, du moment que la victime agit civilement, le juge de paix sera compétent, que la diffamation ou l'injure soit publique ou non publique, verbale ou par écrit, pourvu qu'elle n'ait pas eu lieu par la voie de la presse.

Le texte de la loi est formel, il ne soulève aucune difficulté d'interprétation. La loi de 1884 a suffisamment défini la diffamation et l'injure pour que, sur ce point également, il n'y ait aucun doute. Il suffit de se reporter à l'article 29 de cette loi pour être fixé.

Le juge de paix compétent a une entière liberté d'appréciation pour déterminer le montant des dommages-intérêts à allouer : il faut toutefois qu'il ne statue pas *ultra petita* et qu'il n'accorde pas plus de

dommages-intérêts qu'il n'en a été demandé. Il s'inspirera des circonstances de fait, des conditions dans lesquelles le dommage a été causé en un mot de tous les éléments d'appréciation qu'il lui sera possible de réunir.

Rixes et voies de fait. — Aux termes du même article, le juge de paix connaît des actions civiles pour rixes et voies de fait. Une difficulté d'interprétation se présente en cette matière : cet article ne doit-il s'appliquer qu'aux voies de fait prévus par l'article 605 du Code du 3 brumaire an IV, qui sont passibles du tribunal de simple police seulement et qui ne constituent que des violences légères n'ayant blessé personne ? ou au contraire doit-il s'étendre au cas où ces rixes et voies de fait constituent des délits correctionnels ? Sous l'empire de la loi de 1838 il a été jugé que la compétence extraordinaire du juge de paix ne pouvait s'étendre à l'action civile née de voies de fait qui avaient le caractère de délits correctionnels : Cour de Limoges, 26 août 1845 (Dalloz, 1846-II-143) ; Cours de Nancy, 3 juin 1846 (Dalloz, 1847-IV-94).

Le motif invoqué en faveur de ce système est que la loi de 1790, qui accordait compétence au juge de paix pour connaître des actions civiles pour rixes et voies de fait jusqu'à la valeur de 50 francs, en dernier ressort et à quelque valeur que la demande puisse monter à charge d'appel, n'avait eu pour résultat qu'attribuer au juge civil la connaissance des rixes et

voies de fait qu'il était chargé de réprimer comme juge de simple police ; or, le Code de brumaire an IV a décidé, dans son article 3, que seuls les auteurs de rixes, voies de fait ou violence légères qui n'auraient blessé ni frappé personne seraient punis des peines de simple police, la compétence du juge de paix aurait donc la même limite. On soutient de plus que la loi de 1838 n'a fait que consacrer cette théorie et on invoque à ce sujet les paroles de M. Amilhau, rapporteur : « Déjà
« les rixes et voies de fait étaient, quant à l'action ci-
« vile, de la compétence du juge de paix, le projet
« ajoute l'injure écrite et la diffamation verbale. »
Le rapporteur estimait donc que les actions pour rixes et voies de fait que la nouvelle loi attribuait aux juges de paix étaient bien les mêmes que celles qui étaient de sa compétence sous la législation antérieure.

La loi de 1905 reproduit le texte de la loi de 1838. Nous ne pouvons toutefois admettre l'interprétation que l'on a voulu donner de celui de la loi de 1838. Avec ce système, notre paragraphe n'aurait, en effet, aucun sens : une action civile pour dommage causé pour violence et rixe légères, n'ayant laissé aucune trace, ne dépassera jamais 600 francs — elle rentrera donc toujours dans les limites de l'article 1, et il n'était pas nécessaire de voter un paragraphe spécial pour attribuer compétence en cette matière au juge de paix. Cette disposition n'aurait alors aucun sens. Il faut donc au contraire admettre que le juge de

paix connaîtra des actions civiles à raison des rixes et voies de fait qui constituent des délits. Cette interprétation extensive correspond aux tendances de la loi de 1905.

D'ailleurs nous avons vu, en commentant le paragraphe 1 de l'article 6, que le juge de paix connaît en matière d'injures et de diffamation d'actions civiles nées à raison d'un délit et qui par suite sont exclues de la compétence du juge de simple police. Pourquoi dans ces conditions vouloir établir une distinction entre le premier et le deuxième paragraphe du même article ? Il y a lieu de remarquer que le juge de paix ne connaîtra que des actions civiles nées à raison de voies de fait et de rixes : or, le Code pénal n'emploie pas l'expression « rixes » et ne se sert de l'expression « voies de fait » que dans l'article 309, § 1 ; il faut pour qu'il y ait voie de fait que les coups portés aient occasionné une incapacité de travail quelconque et ces infractions relèvent des tribunaux de police correctionnelle. Mais si les conséquences ont été plus graves et s'il y a eu incapacité permanente, nous ne sommes plus en présence de voies de fait.

Dans tous les cas où le juge de paix sera saisi d'une action civile, il faudra que la partie poursuivante ne se soit pas déjà pourvue au criminel en vertu de la règle de procédure. *Electa una via non datur recursus ad alteram.*

§ VI. — *Des vices rédhibitoires dans la vente où l'échange des animaux domestiques.*

Aux termes du paragraphe 4 de l'article 6, les juges de paix connaissent de toutes les demandes relatives aux vices rédhibitoires dans les cas prévus par la loi du 2 août 1884, soit que les animaux qui en sont l'objet aient été vendus, soit qu'ils aient été échangés, soit qu'ils aient été acquis par tout autre mode de transmission.

Ce paragraphe est une innovation de la loi de 1905 : la loi de 1838 ne contenait aucune disposition analogue. La Chambre avait d'ailleurs adopté une disposition semblable dans la séance du 21 février 1891. Il s'agit d'affaires extrêmement simples dans lesquelles il y a intérêt à décider promptement. Les vices rédhibitoires sont les défauts cachés de la chose vendue ou échangée qui la rendent impropre à l'usage auquel on la destine, ou qui diminuent tellement cet usage que l'acheteur ne l'aurait pas acquise ou n'en aurait donné qu'un moindre prix s'il les avait connus. Ces questions de vices rédhibitoires pour les animaux occasionnent des frais de fourrière considérables : si le juge de paix n'avait pas de compétence en cette matière, les parties seraient obligées de se pourvoir devant le tribunal civil et souvent la valeur de l'animal serait dépassée par les frais. Déjà d'après la loi du 2 août 1884 c'était

le juge de paix qui désignait l'expert dans ces litiges, il était naturel et rationnel de lui donner compétence pour connaître du fond du procès et pour statuer sur les conclusions du rapport de l'expert qu'il aura commis. Les vices rédhibitoires n'ont pas toujours été les mêmes et ils ont varié suivant les données de la science vétérinaire. Ils ont été fixés une première fois par la loi du 25 mai 1838, ils le sont actuellement par la loi du 2 août 1884 modifiée par la loi du 31 juillet 1895. Ce sont pour le cheval, le mulet et l'âne : l'immobilité, l'emphysème pulmonaire, le cornage chronique, le tic proprement dit avec ou sans usure des dents, les boiteries intermittentes, la fluxion périodique des yeux ; et pour l'espèce porcine : la ladrerie. Les parties peuvent convenir que le vendeur ne garantira aucun ou qu'il ne garantira que quelques-uns des vices ; ces conventions ne sont pas contraires à l'ordre public, le vendeur pourrait également s'engager à garantir d'autres défauts que ceux qui sont énumérés par la loi de 1884.

La loi de 1884 a posé, toutefois, des règles spéciales en matière de garantie : il faut tout d'abord, pour que l'action en garantie soit recevable, que le prix de l'animal soit supérieur à 100 francs. En second lieu, l'action en réduction de prix pour vice rédhibitoire ne pourra plus être exercée lorsque le vendeur offrira de reprendre l'animal en restituant le prix et en remboursant les frais de la vente.

Rappelons qu'aux termes de l'article 1648 du Code civil, l'action résultant des vices rédhibitoires doit être intentée dans un très bref délai ; la loi de 1884 a fixé ce délai à neuf jours, non compris le jour de la livraison, sauf pour la fluxion périodique pour laquelle le délai est de trente jours. Ce délai est augmenté à raison de la distance (un jour par 5 myriamètres) si la livraison de l'animal a été faite hors du lieu du domicile du vendeur, ou si après la livraison, l'animal a été conduit hors du lieu de ce même domicile. Dans tous les cas, il faut, en outre, pour que l'action soit recevable, que l'acheteur provoque, dans le délai de 9 ou de 30 jours, la nomination d'experts chargés de dresser procès-verbal.

Si l'animal vient à périr pendant la durée du délai imparti pour intenter l'action, le vendeur ne pourra être tenu de garantir l'acheteur que si celui-ci a introduit l'action dans le délai que nous avons fixé et que s'il prouve que la perte de l'animal a eu pour cause une des maladies qui constituent un vice rédhibitoire.

Si la vente ou l'échange des animaux avait eu lieu entre commerçants, le juge de paix sera certainement compétent : l'article 6, en effet, lui attribue une compétence absolue, sans aucune restriction ; dans ces conditions, nous pensons que le juge de paix sera compétent dans toutes les hypothèses et quelle que soit la qualité des plaideurs. Nous avons déjà justifié

notre opinion lorsque nous avons commenté l'article 2. Pour les mêmes raisons, nous interprétons largement l'article 6 du paragraphe 4. Le tribunal civil de Bourgoin, le 8 août 1906 (Sirey, 1907-II-253), s'est prononcé dans notre sens et a décidé que l'article 6 § 4, a eu pour effet d'enlever faux tribunaux de commerce la connaissance des contestations en matière de vices rédhibitoires, alors que la vente est intervenue entre commerçants et a un caractère commercial à l'égard de chacun d'eux (Voir toutefois en sens contraire, Cour de Besançon, 16 janvier 1907, Sirey, 1907-II-137). Cette question est importante : si le juge de paix est compétent, en effet, l'affaire doit être portée devant le tribunal de paix du domicile du défendeur. Si, au contraire, le tribunal de commerce devait en connaître, aux termes de l'article 420 du Code de commerce le demandeur pourrait saisir ou le tribunal du domicile du défendeur, ou le tribunal de l'arrondissement dans lequel la promesse a été faite et la chose livrée, ou celui de l'arrondissement où le paiement a été effectué.

La loi du 2 août 1884 ne s'applique pas aux animaux domestiques destinés à la boucherie. Dans ce cas, la garantie est soumise aux règles de l'article 1641 du Code civil, et l'article 6, paragraphe 4, de la loi de 1905 sera inapplicable. Le juge de paix ne sera compétent que dans les limites de l'article 1^{er}.

§ VII. — *Des colis postaux.*

Le paragraphe 5 de l'article 6 a attribué compétence au juge de paix pour toutes les contestations entre les Compagnies et administrations de chemin de fer et les expéditeurs ou destinataires relatives à l'indemnité afférente à la perte, à l'avarie ou au détournement d'un colis postal du service continental intérieur, ainsi qu'aux retards apportés à la livraison. Les indemnités ne pourront excéder les tarifs prévus par les Compagnies ou autres concessionnaires et l'Etat.

Les transports par colis postal ont été inaugurés en France le 1^{er} mai 1881 ; limités d'abord aux colis pesant moins de 3 kilos, ils ont été successivement étendus aux colis de 5, puis de 10 kilos. Les décrets des 1^{er} septembre 1892 et 5 septembre 1897 ont organisé un service de transport de colis postaux spéciaux de Paris pour Paris.

L'origine des colis postaux est un traité international par lequel un certain nombre d'Etats se sont engagés à adjoindre ce service à leur organisation postale. En France, toutefois, ce sont les diverses Compagnies de chemin de fer et les Compagnies de navigation maritime subventionnées qui, en vertu d'un accord passé avec l'Etat, ont accepté d'assurer ce service. Les transports par colis postaux ont pris en France une énorme extension : en 1901, on en a

manutentionné quarante-sept millions. Ils sont expédiés en gare ou à domicile, le prix du transport doit être acquitté à l'avance comme un affranchissement.

La détermination de la juridiction compétente pour statuer sur les contestations relatives aux colis postaux avait soulevé de très vives controverses. Les principes juridiques en la matière indiquaient naturellement que ces litiges devaient relever de la juridiction civile, mais un texte formel méconnaissait toutes ces règles pour accorder compétence aux tribunaux administratifs.

En effet, si les tribunaux de l'ordre administratif sont compétents pour connaître des litiges qui s'élèvent entre l'Etat et la Compagnie agissant en qualité de concessionnaire public, il est incontestable que les tribunaux civils, seuls, connaissent des contestations entre les mêmes Compagnies et les particuliers ayant pour cause un acte d'exploitation. Ces tribunaux seront compétents également si le chemin de fer est exploité directement par l'Etat. Dans ces conditions, les tribunaux de droit commun auraient dû connaître des réclamations formées par les particuliers en matière de colis postaux. La loi du 3 mars 1881 avait posé une règle contraire. Cette loi, qui approuve la convention relative au transport des colis postaux passée entre l'Etat et les Compagnies de chemin de fer le 2 novembre 1880, dispose dans son article 10 : « Toutes les contestations auxquelles pourraient donner lieu

entre l'administration, les Compagnies et les tiers, l'exécution et l'interprétation de la présente convention seront jugées par les tribunaux administratifs. » On s'est demandé quelles personnes il fallait entendre par les mots « tiers » employés par la loi ; ce sont sans aucun doute les destinataires et les expéditeurs. Quant à l'action, elle devrait être suivie en première instance devant le ministre, juge de droit commun en matière administrative : en l'espèce, le ministre du commerce, des postes et des télégraphes et en appel devant le Conseil d'Etat.

Cette législation et cette jurisprudence avaient soulevé de nombreuses protestations. Les Chambres de commerce avaient été unanimes pour demander la substitution de la juridiction des juges de paix à la juridiction administrative du ministre avec recours au Conseil d'Etat. On avait fait observer à juste titre que la justice rendue par un juge qui n'admettait pas de discussion contradictoire entre les parties, n'était pas une justice et qu'on ne pouvait obliger les parties à suivre devant le Conseil d'Etat les frais d'une instance coûteuse. En fait, avant la loi de 1905, tout recours contentieux en matière de colis postaux était interdit à raison des frais énormes et de la lenteur de la procédure. Lors de la discussion de ce paragraphe à la Chambre, M. Bourrat, à la séance du 18 juin 1903, a indiqué le cas d'un M. Rivoire qui avait engagé, en 1895, pour perte d'un colis postal, une ac-

tion contre la Compagnie P. L. M. Le Conseil d'Etat avait rendu son arrêt définitif le 23 novembre 1901 et le procès avait coûté 830 francs de frais et honoraires ; aussi la statistique démontre-t-elle qu'en 1899, pour 94.473 colis postaux perdus ou égarés, il n'y a eu que 1.068 réclamations, c'est-à-dire environ une proportion de 1,81 pour 1.000. Depuis le vote de la loi de 1881, le recours devant le Conseil d'Etat n'existait pas en fait ; on ne peut pas compter plus de dix recours devant cette juridiction pour perte, spoliation ou avarie d'un colis postal.

Aussi, M. Cruppi avait-il pleinement raison de dire, dans son rapport du 15 février 1903, qu'à raison du poids et de la valeur limités des colis postaux il était rationnel de donner compétence aux juges de paix pour statuer sur les contestations auxquelles leur envoi pourrait donner lieu. Cette réforme cependant a soulevé de très longs débats. MM. Sibille et de Castelnau s'opposèrent à cette modification et firent valoir à l'appui de leur thèse que cette réforme soulèverait de très grandes difficultés, notamment en ce qui concerne le lieu où les Compagnies de chemin de fer devraient être poursuivies, et la personne qui devrait être assignée lorsque l'Etat serait responsable de la perte ou du retard. M. Sibille ajoutait qu'on ne pouvait ainsi changer de juridiction et faire échec aux conventions passées soit pour le service intérieur, soit pour le service extérieur. Le sous-secrétaire d'Etat

aux postes et télégraphes réfuta toutes ces objections et à la séance du 28 janvier 1904 il indiqua qu'il négociait un accord avec les Compagnies qui aurait pour but de faire concorder les conventions avec le texte de la nouvelle loi et que la réforme votée ne pourrait s'étendre au transport des colis internationaux.

Une loi intérieure sur la compétence ne peut, en effet, modifier des conventions internationales. Ce paragraphe fut donc adopté avec un amendement de M. Colin qui étendit cette disposition au transport des colis postaux entre la France et la Corse, l'Algérie et les Colonies.

L'Etat a parfaitement le droit, par une loi de compétence d'apporter des modifications aux tarifs adoptés d'accord avec les Compagnies. Les lois de compétence sont, en effet, des lois d'ordre public et le Parlement a seul le droit souverain de fixer les limites des attributions des diverses juridictions et de modifier l'étendue de leurs pouvoirs. Les Compagnies de chemin de fer ont admis cette réforme sans soulever aucune difficulté. Elles ont étudié la réforme de la convention au 15 janvier 1892 d'accord avec l'Etat. Le gouvernement et les Compagnies se sont mis d'accord. L'article 9 (du projet de convention) dispose en effet : « Les contestations entre les Compagnies de chemin de fer et les expéditeurs ou destinataires, au sujet des colis postaux du service continental intérieur, seront

portées devant les mêmes tribunaux judiciaires que ceux qui statuent sur les litiges concernant les transports ordinaires de marchandises. »

Cette convention n'était d'ailleurs pas nécessaire : le paragraphe 5 de l'article 6 est applicable sans l'approbation des Compagnies puisque le Parlement a édicté que les juges de paix seraient compétents en cette matière. Ils connaîtront aux termes de notre article des actions en paiement d'indemnité en cas de perte, de vol ou de retard dans les livraisons. Le juge de paix ne pourra accorder d'indemnité que dans les limites des tarifs prévus aux conventions intervenues entre l'Etat et les Compagnies de chemin de fer ou les Compagnies concessionnaires de transport. Cette indemnité est, en cas de perte, d'avarie ou de vol, de 15 francs pour les colis de 3 kilogrammes, 25 francs pour les colis de 5 kilogrammes et de 40 francs pour les colis de 10 kilogrammes. Toutefois, moyennant le paiement d'une taxe supplémentaire de 0 fr. 10 par colis, l'expéditeur peut s'assurer contre la perte, l'avarie, ou le vol du colis postal jusqu'à concurrence de la somme de 500 francs.

Quelle indemnité sera due en cas de retard ? Les conventions n'en parlent pas et cependant les Compagnies sont astreintes à certaines règles en ce qui concerne le transport des colis postaux ?

L'article 1^{er} de la convention du 15 janvier 1892 décide que les transports des colis postaux par voie

ferrée doivent être effectués dans les trains en usage pour le service des colis de grande vitesse, et le décret du 27 juin 1892 reproduit cette disposition en ajoutant que les colis postaux doivent suivre le même itinéraire que les colis de grande vitesse. Il ajoute que leur expédition, leur transmission d'une Compagnie à une autre et leur livraison auront lieu dans les délais les plus courts fixés par les règlements généraux pour les transports à grande vitesse.

Mais ces textes ne parlent pas des sanctions qui seraient applicables dans le cas où les règles qu'ils posent seraient violées. Par conséquent, le juge de paix dans tous les cas de retard, malgré sa compétence, ne pourra jamais condamner les Compagnies puisqu'il ne peut accorder que les indemnités prévues aux conventions et que les conventions n'en établissent pas dans cette hypothèse. Il y a là une lacune regrettable qu'il serait bon de combler.

Contrairement à la doctrine que nous exposons, le juge de paix de Toulouse, le 10 janvier 1906, et le juge de paix de Pau, le 27 mars 1906 (*Journal des juges de paix*, 1906, p. 158 et 403) ont décidé que, d'après les dispositions de l'art. 6 paragraphe 5, le retard dans la livraison des colis postaux peut donner lieu comme la perte des colis à une indemnité au profit du destinataire. Toutefois, sur appel, le tribunal de Toulouse a, le 2 juin 1906 (*Journal des juges de paix*, 1906, p. 548), infirmé pour les motifs que nous avons

indiqués la décision du juge de paix de Toulouse du 10 janvier 1906.

Dans le projet de convention additionnel qui est actuellement en discussion entre le sous-secrétaire d'Etat aux postes et télégraphes et les Compagnies, une indemnité pour retard est prévue : moyennant une prime d'assurance de 0,05 par colis jusqu'à 5 kilogrammes et de 10 centimes par colis de 5 à 10 kilogrammes. L'indemnité fixée est de 10 francs par colis jusqu'à 3 kilos, 15 francs pour les colis de 3 à 5 kilos, 25 francs pour les colis de 5 à 10 kilogrammes. L'indemnité pour retard est distincte de l'indemnité pour perte, avarie ou spoliation.

Le dernier alinéa de notre paragraphe a tranché deux questions qui avaient soulevé jusqu'alors quelques difficultés : tout d'abord il décide que l'action pourra être intentée aussi bien par l'expéditeur que par le destinataire, il a ainsi mis fin à une controverse. En second lieu il autorise à poursuivre l'action soit devant le juge de paix du domicile du destinataire, soit devant celui du domicile de l'expéditeur.

La loi renverse donc en cette matière les principes du Code de procédure civile qui obligent toujours à assigner le défendeur devant le tribunal de son domicile ou de sa résidence. Ici, c'est au contraire le domicile du demandeur qui fixe la compétence. Le législateur a voulu éviter la controverse qui s'était élevée sur le point de savoir si tel ou tel établissement

de la Compagnie avait une importance suffisante pour lui constituer ou non un domicile attributif de compétence. L'action sera dirigée contre la Compagnie en la personne de ses directeurs et administrateurs ; les chefs de gare ont qualité pour recevoir les citations.

Il nous reste à examiner un point que nous avons déjà élucidé. Les Compagnies de chemin de fer en transportant des colis postaux font des actes de commerce, faut-il décider que les actions en indemnité dirigées contre elles pourront être jugées par les tribunaux consulaires ? Pour les raisons que nous avons indiquées plus haut, nous estimons que seul le juge de paix est compétent. Un motif de plus justifie en cette matière notre opinion. Avant la loi de 1905, les tribunaux de l'ordre administratif étaient compétents à l'exclusion de tous autres, même des tribunaux de commerce ; par voie de conséquence, aujourd'hui, les juges de paix seront compétents, à l'exclusion des tribunaux de commerce. La volonté du législateur ne saurait faire le moindre doute.

En tous cas, les dispositions de l'article 6, paragraphe 5, doivent s'interpréter restrictivement. Nous signalons sur ce point une décision du juge de paix de Mont-de-Marsau, du 16 février 1906 (*Journal des juges de paix*, 1906, p. 206) aux termes de laquelle la compétence spéciale attribuée au juge de paix en matière de colis postaux ne s'applique qu'aux contes-

tations relatives à la perte, à l'avarie, au détournement ou aux retards apportés à la livraison, mais ne s'applique pas à une contestation relative au remboursement à effectuer par le destinataire de la valeur d'un colis postal qui lui a été expédié contre remboursement. De même le paragraphe 5 de l'article 6 ne pourrait s'appliquer aux tiers étrangers aux Compagnies concessionnaires, qui se seraient chargés de transporter le colis à une gare ou de la gare au destinataire.

CHAPITRE VI

DES AFFAIRES DONT LE JUGE DE PAIX NE CONNAIT QU'A CHARGE D'APPEL

Ces affaires sont énumérées dans l'article 7, de notre loi et sont rangées sous 5 paragraphes distincts qui feront chacun l'objet d'une section spéciale.

§ I. — *Des pensions alimentaires.*

Aux termes du paragraphe 1^{er} de l'article 7, les juges de paix connaissent à charge d'appel des demandes en pension alimentaire n'excédant pas en totalité 600 francs par an et fondées sur les articles 205, 206 et 207 du Code civil. La loi de 1838 avait déjà attribué au juge de paix une certaine compétence en cette matière, pour les demandes en pension alimentaire n'excédant pas 150 francs par an.

Une réforme était indispensable ; les demandes de pension alimentaire sont particulièrement urgentes, elles ne soulèvent pas de questions de droit ardues,

mais seulement des points de fait faciles à examiner. L'appréciation des besoins du demandeur, et celle des ressources du défendeur, peuvent être mieux faites par le juge cantonal qui connaît les parties que par le tribunal civil.

Avant le vote de la loi de 1905, ces affaires étaient examinées par le tribunal civil, elles n'étaient solutionnées qu'après de très longs délais, nous pourrions citer certaines demandes sur lesquelles on n'a statué qu'après deux ans, et bien souvent le demandeur, dans la misère, mourait avant d'avoir pu obtenir la satisfaction à laquelle il avait droit. La loi de 1905 a eu pour résultat de mettre fin à ces abus.

La Chambre avait été plus libérale que le Sénat ; elle avait établi en principe que le juge de paix connaîtrait sans exception de toutes les demandes en pension alimentaire inférieures à 600 francs. Le Sénat, plus timoré, a maintenu la règle adoptée en 1838 et décidé qu'il n'aurait compétence que pour les demandes formées en vertu des articles 205, 206 et 207 du Code civil, c'est-à-dire de celles qui sont réclamées par les père et mère ou les ascendants à leurs enfants, petits-enfants, gendres et belles-filles et réciproquement par les enfants à leurs ascendants et aussi par l'époux survivant à la succession de l'époux prédécédé.

Si la dette alimentaire résulte d'un contrat ou d'un testament ou d'une disposition spéciale autre que

celle des articles 205 à 207 du Code civil, comme en matière de divorce par exemple, le juge de paix sera absolument incompétent.

Cette disposition peut soulever en pratique quelques difficultés. Que décider, en effet, pour les demandes formées par des parents contre leurs enfants naturels? Certains auteurs ont soutenu que le juge de paix devrait être incompétent. L'obligation alimentaire, d'après eux, ne résulte pas dans ce cas des articles 205 et suivants du Code civil, mais bien des règles relatives aux successions irrégulières. D'autre part, la compétence du juge de paix, en ce qui concerne les enfants légitimes, est naturelle, parce qu'il ne peut s'élever aucun débat sur le titre de la créance; pour les enfants naturels, au contraire, il peut y avoir des questions extrêmement importantes à résoudre que le juge de paix ne peut trancher. Nous ne saurions adopter cette opinion: si la filiation de l'enfant naturel est contestée, le juge de paix, qui est incompétent en matière de question d'Etat, ne pourra la trancher, mais si, au contraire, aucune contestation n'est élevée, et si le débat a pour unique objet la pension alimentaire et s'il ne s'agit que de fixer les besoins du demandeur et le quantum de la somme à allouer, le juge de paix pourra statuer. il s'agit d'une demande entre parents et enfants, et les articles 205 à 207 n'ont fait aucune distinction entre les enfants naturels et les enfants légitimes.

La solution sera-t-elle la même lorsqu'il s'agira d'une demande entre adoptants et adoptés ? La question est beaucoup plus délicate. Nous ne saurions, toutefois, accorder compétence au juge de paix : s'il est vrai que l'adoption fasse naître des liens de parenté entre l'adoptant et l'adopté, cette parenté est purement fictive, l'obligation alimentaire résulte d'un contrat et non plus d'un lien de famille ; elle existe en vertu de l'article 349 du Code civil.

De même la demande de pension alimentaire formée par le donateur contre le donataire ne pourra être de la compétence du juge de paix, puisque cette obligation alimentaire dérive de l'article 955 du Code civil.

Le juge de paix ne connaît pas des demandes de pension alimentaire entre époux lorsqu'elles sont basées sur l'article 212 du Code civil. Il ne serait compétent que s'il s'agissait d'une pension demandée à la succession de l'époux prédécédé par l'époux survivant, car la loi du 9 mars 1891 a classé cette demande parmi celles de l'article 205 du Code civil. C'est pourquoi le juge de paix de Trouville, ayant été saisi d'une demande en pension alimentaire intentée par un époux après son divorce, s'est déclaré incompétent (Trouville, 1^{er} février 1906, *Journal des juges de paix*, 1906, p. 222 ; Dalloz, 1906-V-34). Le même juge de paix a décidé, le 2 février 1906 (*Décisions des juges de paix*, 1906, p. 243), qu'il était incompétent pour connaître d'une demande en réduction ou en

suppression de pension accordée à une femme par un jugement du tribunal civil qui avait prononcé le divorce à son profit.

Nous n'avons pas à indiquer les règles applicables aux pensions alimentaires. Rappelons, toutefois, que l'obligation alimentaire comprend tout ce qui est indispensable à la vie : la nourriture, le vêtement et le logement. L'étendue et l'importance de l'obligation alimentaire varieront selon les milieux et les ressources des individus. La pension alimentaire doit être, en effet, proportionnelle aux besoins de celui qui la sollicite et aux ressources de celui qui la doit. En cette matière, les jugements ne sont jamais irrévocables : si le juge de paix est saisi d'une demande en augmentation, il sera compétent, si la pension totale demandée n'excède pas 600 francs. S'il s'agit d'une demande en réduction, le juge de paix en connaîtra dans le cas où la pension accordée primitivement n'était pas supérieure à 600 francs. Dans le cas contraire, le juge de paix serait incompétent, car, si on lui attribuait compétence, on lui accorderait le pouvoir de reviser une décision qui aurait été rendue par une juridiction supérieure, le tribunal civil. Le juge de paix compétent, *ratione loci*, sera incontestablement le juge de paix du domicile du défendeur ; dans le cas où il y aura plusieurs défendeurs, ils pourront être cités devant le tribunal de paix du domicile de l'un d'eux, conformément aux disposi-

tions de l'article 59 du Code de procédure civile.

§ II. — *Des actions possessoires.*

La loi de 1905 n'a rien modifié en cette matière ; le paragraphe 2 de l'article 7 n'a fait que reproduire intégralement les dispositions de la loi de 1838. Elles sont ainsi conçues : « Les juges de paix connaissent, à charge d'appel, des entreprises commises dans l'année sur les cours d'eau servant à l'irrigation des propriétés et au mouvement des usines et moulins sans préjudice des attributions de l'autorité administrative dans les cas déterminés par les lois et règlements ; des dénonciations de nouvel œuvre, complaints, actions en réintégration et autres actions possessoires fondées sur les faits également commis dans l'année. » La loi de 1790 avait déjà accordé compétence aux juges de paix en cette matière. Depuis cette époque, cette question a été étudiée sur toutes ses faces ; comme la loi nouvelle n'a rien innové, nous rappellerons seulement en quelques mots les principes généraux qui régissent la matière. Les actions possessoires sont des actions réelles qui reposent essentiellement sur la possession ; on les qualifie ainsi pour les distinguer des actions pétitoires qui sont relatives à la propriété. Les actions possessoires ne s'appliquent qu'aux immeubles, elles ont pour

but, soit de faire reconnaître la possession au demandeur, soit de l'y maintenir si sa possession est troublée, soit de l'y réintégrer s'il en a été privé.

Une règle fondamentale de notre droit défend le cumul du possessoire et du pétitoire : le possessoire relève exclusivement du juge de paix ; le pétitoire du tribunal civil. Cette règle est absolue, elle est d'ordre public. Cette séparation du possessoire et du pétitoire est indispensable ; il faut qu'un magistrat soit toujours prêt à faire respecter le possessoire, surtout dans les campagnes où les usurpations sont fréquentes et faciles ; il est nécessaire que le magistrat qui tranche ces questions statue rapidement, à peu de frais, et puisse, si cela est nécessaire, former sa conviction en visitant les lieux ; c'est la meilleure garantie de la possession et par conséquent de la propriété.

Le juge de paix ne peut d'ailleurs pas, comme nous l'avons dit, statuer au pétitoire, il lui est même interdit de préjuger le pétitoire par son jugement, ou de subordonner sa décision au jugement qui interviendra sur le pétitoire. La règle de la défense du cumul du possessoire et du pétitoire a aussi son effet vis-à-vis des parties, les articles 26 et 27 du Code de procédure nous le prouvent. Le demandeur qui a agi au pétitoire ne peut agir au possessoire pour des troubles antérieurs à sa demande, et le défendeur au possessoire ne pourra se pourvoir au pétitoire qu'après que l'instance sur le possessoire aura été définitivement

tranchée. Le juge de paix compétent pour connaître de ces affaires est le juge de paix de la situation des objets litigieux.

Les actions possessoires sont au nombre de trois : la complainte, la réintégrande et la dénonciation de nouvel œuvre.

La complainte est accordée à la personne qui, ayant possédé pendant au moins une année et se trouvant troublée ou dépossédée, demande à être maintenue dans sa possession antérieure. Toute personne qui possède depuis un an peut l'exercer, à condition que sa possession ait été continue, non interrompue, paisible, publique, non équivoque et à titre de propriétaire.

Le trouble peut être un trouble de fait : s'il y a agression matérielle par exemple des travaux exécutés qui portent atteinte à la possession ; ou un trouble de droit : si un tiers méconnaît ou conteste la possession d'autrui dans un acte judiciaire ou extra-judiciaire. L'action en complainte doit être introduite dans l'année qui suit le trouble.

La réintégrande est l'action par laquelle le possesseur ou le simple détenteur dépossédé par violence ou voie de fait demandé à être réintégré dans sa situation antérieure, en vertu de la maxime : *Spoliatus ante omnia restituendus*. Elle est différente de la complainte : celle-ci a pour effet de maintenir le demandeur en possession ; la réintégrande, au contraire,

suppose une dépossession et a pour but de faire rétablir les lieux dans leur état primitif. La réintégration doit être intentée dans l'année de la dépossession ; mais il n'est pas nécessaire, pour que cette action soit recevable, que la possession ait duré un an, ni qu'elle remplisse les conditions exigées par l'article 2229 Code civil. — Il suffit que le demandeur ait possédé ou détenu l'immeuble au moment où s'est produite la violence ou la voie de fait qui l'a dépossédé.

La dénonciation de nouvel œuvre est une action qui a pour but de faire cesser des travaux dont la continuation aurait pour effet de troubler la possession du demandeur. Pour pouvoir l'intenter, il faut avoir possédé pendant un an dans les conditions prévues par l'article 2229 et il suffit d'un trouble éventuel.

Enfin, les entreprises sur les cours d'eau sont protégées aussi par une action possessoire. Le juge de paix est compétent pour résoudre ces questions, soit qu'il s'agisse de cours d'eau servant au mouvement des usines et des moulins, soit qu'il s'agisse de rivières servant à l'irrigation (1). L'article 7 comme la loi de 1838 réserve, toutefois, les attributions de l'autorité administrative et enlève ainsi au juge de paix la connaissance d'un grand nombre d'entreprises sur les cours d'eau : les fleuves, les rivières navigables ou flottables font partie du domaine public, ils sont ina-

(1) Voir à ce sujet, *Cour. de Besançon*, 11 juillet 1906 Sirey, 1907-II-243.

lérinables et imprescriptibles, et ils relèvent des juridictions administratives.

§ III. — *Des actions en bornage et des actions relatives à la distance prescrite pour la plantation des arbres ou des haies.*

En cette matière, la loi de 1905 n'a rien innové, elle s'est bornée à reproduire les dispositions de la loi de 1838, nous ne donnerons en conséquence sur cette section que des renseignements très généraux.

La loi de 1790 n'attribuait au juge de paix qu'une compétence limitée ; il ne connaissait, aux termes de cette loi, que des déplacements de bornes commis dans l'année et des usurpations d'arbres et de haies faites également dans le même délai.

C'était en somme une forme spéciale des actions possessoires. La loi de 1838 a eu pour effet de donner une compétence générale au juge de paix, pour tout ce qui concerne le bornage et les plantations d'arbres. Les juges de paix connaissent donc des actions prévues par la loi de 1790 en vertu du paragraphe 2 de l'article 7, qui leur donne compétence absolue pour tout ce qui concerne les actions possessoires et aux termes du paragraphe 3 du même article, ils ont connaissance de deux actions réelles, mais ils ne pourront statuer que si la propriété ou les titres ne sont pas contestés.

A) *Du Bornage.*

Le bornage est aussi vieux que la propriété, les bornes même ont toujours été la manifestation extérieure et tangible de la prise de possession et partant de la propriété elle-même. Aussi toutes les législations ont-elles pris les précautions les plus minutieuses pour marquer les bornes d'une manière tangible et pour en assurer une protection efficace. On entend actuellement par bornes, dans notre législation, les séparations naturelles ou artificielles qui marquent la ligne de séparation de deux propriétés limitrophes.

L'action en bornage qui dérive du droit de propriété est celle par laquelle un propriétaire agit contre son voisin pour l'obliger à séparer leurs domaines par des bornes ou à rétablir d'anciennes bornes qui auraient disparu. Cette action comprend donc deux opérations bien distinctes : la recherche des limites exactes, et ensuite le placement des bornes sur la ligne de démarcation, une fois qu'elle est définitivement établie. Le juge de paix est compétent pour procéder à ces deux opérations ; quand la propriété n'est pas contestée, il a tous les pouvoirs pour déterminer la ligne de séparation et pour fixer les limites.

L'action en bornage n'est applicable qu'aux fonds de terre et non aux bâtiments : peu importe que ces

fonds de terre soient à la ville ou à la campagne ; il faut seulement, pour pouvoir exercer l'action, que ces fonds soient contigus.

Nous avons indiqué que le juge de paix n'était compétent en matière de bornage que si la propriété ou les titres n'étaient pas contestés. Une controverse s'est élevée sur le point de savoir ce qu'il fallait entendre par contestation en cette matière : comment délimiter la compétence du juge de paix ? Les travaux préparatoires de la loi de 1838 sont obscurs et contradictoires sur ce point et cette disposition a été votée en 1903, sans aucune discussion. Dans ces conditions, nous ne pouvons que nous rallier à la doctrine de la Cour de cassation, qui décide qu'il faut qu'il y ait une contestation sérieuse ayant quelque apparence de fondement et non une simple dénégation dictée par un esprit de chicane et de mauvaise foi pour que le juge de paix soit incompetent. Ce magistrat a d'ailleurs le devoir de s'éclairer et de rechercher si la contestation est sérieuse.

Le rôle du magistrat cantonal ne se borne pas à dresser un procès-verbal et à faire poser des bornes en présence des parties qui seraient d'accord sur les emplacements qui devraient leur être assignés, il a le pouvoir de rechercher, en s'appuyant sur les titres des parties, l'endroit exact où les bornes doivent être placées. Il sera compétent quand la propriété ne se trouve pas en jeu et quand le litige porte uniquement

sur la ligne démarcative que l'action en bornage a pour objet de faire déterminer.

Le juge de paix compétent *ratione loci* pour statuer sur une action en bornage est le juge de paix du lieu de la situation des immeubles litigieux ; dans le cas où les fonds se trouvent situés dans deux cantons différents nous estimons que le juge de paix compétent sera celui où se trouve la partie des immeubles litigieux qui présente le revenu le plus important d'après la matrice du rôle de la propriété foncière. Nous appliquons par analogie la disposition de l'article 2210 du Code civil relative à la vente forcée des biens situés dans des arrondissements différents. Une opinion contraire à la nôtre soutient que dans ce cas, il faut appliquer la règle générale et donner compétence au juge de paix du domicile du défendeur. Cette solution qui aurait pour résultat de faire statuer sur une question de bornage par un magistrat souvent très éloigné du lieu de la situation des immeubles, ne saurait être admise. D'ailleurs, cette règle de compétence n'est générale qu'en ce qui concerne les actions personnelles; en ce qui concerne les actions réelles, au contraire, la règle générale est que le juge compétent doit être le juge de la situation de l'objet litigieux.

B) *Plantations d'arbres ou de haies.*

Les articles 671 et 672 du Code civil modifiés par la loi du 20 août 1881 ont déterminé les distances qui

doivent être observées pour la plantation des arbres ou des haies. Ces articles établissent très clairement les restrictions que la loi impose dans l'intérêt des voisins. Ils réservent toutefois les usages locaux constants et reconnus et les règlements particuliers qui existaient au moment de la promulgation de la loi. Le Code fixe à deux mètres la distance à observer de la ligne des deux héritages pour les plantations dont la hauteur dépasse deux mètres et à cinquante centimètres pour les autres plantations.

Tout propriétaire peut actionner en justice son voisin, qui n'aurait pas observé la distance légale alors même que cet état de chose ne lui serait pas préjudiciable. Le juge de paix sera compétent pour connaître de ce litige à moins que la propriété ne soit contestée. Il ordonnera que les arbres ou les haies soient arrachés ou ramenés à une hauteur qui leur permette de rester, à moins que le défendeur ne prouve qu'il ait un droit acquis soit par titre, soit par destination du père de famille, soit enfin par la prescription trentenaire. Dans cette dernière hypothèse, le défendeur qui aura triomphé, aura le droit de maintenir les arbres ou les haies existants, mais il n'aura pas la faculté d'en planter d'autres : si ces arbres meurent ou s'ils sont coupés ou arrachés, il ne pourra les remplacer, il devra en replanter à la distance légale.

Le juge de paix ne sera compétent que si la propriété n'est pas contestée ; il peut y avoir contestation

soit sur la propriété des héritages, soit sur la propriété des arbres ou du sol sur lequel ils croissent. Le juge de paix sera encore incompétent s'il s'élève une contestation sur l'interprétation du titre qui autoriserait la plantation à une distance moindre que la distance légale. Il faudra naturellement pour que le juge de paix se dessaisisse que la contestation paraisse avoir quelque fondement.

§ IV. — *Actions relatives aux constructions et aux travaux énoncés dans l'article 674 du Code civil.*

Aux termes de l'article 7, paragraphe 4, qui n'a fait que reproduire une disposition de la loi de 1838, les juges de paix connaissent à charge d'appel des actions relatives aux constructions et travaux énoncés dans l'article 674 Code civil, lorsque la propriété ou la mitoyenneté du mur n'est pas contestée. »

L'article 674 oblige une personne, qui fait exécuter certains travaux près d'un mur mitoyen à ne les exécuter qu'à une certaine distance et à faire des ouvrages spéciaux pour ne pas nuire au voisin.

L'article 674, a soulevé dans son application une controverse, car il emploie l'expression suivante : « près d'un mur mitoyen ou non ». Certains auteurs ont dit qu'il importait peu que le mur soit la propriété exclusive de l'un des propriétaires ou qu'il soit mi-

toyen. Personne n'a le droit de nuire à son voisin et c'est ce qui explique la disposition générale et formelle de l'article 674. D'autres auteurs, au contraire, sont d'avis que l'article n'est plus applicable quand le mur est privatif : lorsque celui qui exécute les travaux est propriétaire du mur le voisin ne peut se plaindre. Les travaux préparatoires du Code civil seraient en faveur de ce système. Le voisin ne pourrait se plaindre que s'il avait sur le mur un droit de propriété quelconque : l'article 674 a pour but d'éviter que le mur soit endommagé ! Quel dommage subirait celui qui ne serait pas propriétaire du mur ?

Nous ne saurions adopter ce dernier système, et nous admettons la première interprétation : tout d'abord l'expression employée par le Code est formelle et ne se comprendrait pas avec le système opposé, en second lieu, il semble bien que l'article 674 n'ait pas voulu assurer seulement le respect du mur, mais bien, au contraire, faire respecter la propriété limitrophe ; il dit, en effet, que c'est pour éviter de nuire au voisin. L'énumération de l'article 674 est-elle limitative ou démonstrative ? Nous estimons que c'est aux termes exprès de l'article 674 qu'il faut s'arrêter pour déterminer la compétence du juge de paix. Nous ne devons pas perdre de vue, qu'en cette matière la compétence du juge de paix est exceptionnelle et que dans ces conditions elle doit être restreinte aux cas pour lesquels, elle a été spécialement établie, on ne peut

l'étendre par voie d'analogie. C'est d'ailleurs ce qu'a décidé la Cour de cassation le 30 avril 1873 (Sirey, 1873-I-301).

Le juge de paix ne sera compétent dans tous les cas que s'il n'y a pas de contestation sur la propriété ou sur la mitoyenneté du mur. S'il y avait contestation sérieuse, il devrait se dessaisir immédiatement (Voir Cass., 26 avril 1899, Dalloz, 1899-I-224).

§ V. — *Des demandes en paiement de droits de place.*

Ce paragraphe a été inséré dans l'article 7 sur la demande de MM. Cloarec et Jehanin, il fut adopté par la Chambre à la séance du 28 janvier 1904 (*journal officiel*, Débats parlementaires, Chambre, 1904 p. 157 et 164). Les droits de place perçus dans les halles, foires, marchés et abattoirs sont au terme de l'article 133 de la loi du 5 avril 1884 sur les municipalités, une des recettes ordinaires des communes. Ces droits sont perçus en vertu de tarifs arrêtés par le Conseil municipal et approuvés par le préfet. Leur taux est déterminé d'après la surface occupée et la nature des objets mis en vente ; ils peuvent être recouvrés par des adjudicataires ou concessionnaires ou directement par des employés de la municipalité.

Les contestations qui s'élèvent entre la commune et le concessionnaire sont de la compétence du conseil de préfecture, conformément aux dispositions du décret

du 17 mai 1809. Si le litige s'élève entre la commune ou le concessionnaire et les redevables, les tribunaux civils seront compétents. Jusqu'à la loi de 1905 ces affaires étaient portées devant le tribunal civil, même quand il ne s'agissait que d'une réclamation de quelques francs ou de quelques centimes. En fait, les communes renonçaient généralement à poursuivre le recouvrement de sommes aussi minimes devant le tribunal civil, et de nombreux droits étaient ainsi perdus. Avec la nouvelle loi, les communes auront à leur disposition une procédure rapide et peu coûteuse qui leur permettra de recouvrer tous ces droits. Il faut, toutefois, qu'il n'y ait pas de difficultés sur l'interprétation de l'article, servant de base aux poursuites pour que le juge de paix soit compétent. Le législateur n'a pas voulu que ce magistrat soit obligé même accidentellement d'interpréter les clauses d'un cahier des charges ou les articles d'un tarif : il ne peut statuer que sur une demande en paiement.

Le juge de paix compétent est, aux termes même de notre paragraphe, le juge de paix du lieu où la perception est dûe ou réclamée.

CHAPITRE VII

DE LA COMPÉTENCE DU JUGE DE PAIX EN MATIÈRE D'OFFRES RÉELLES

Aux termes de l'article 12 de notre loi, les juges de paix connaissent des actions en validité et en nullité d'offres réelles autres que celles concernant les administrations de l'enregistrement ou des contributions indirectes, lorsque l'objet du litige n'excède pas les limites de leur compétence. Cette disposition est une innovation de la loi de 1905, nous n'en trouvons pas de correspondante, dans la loi de 1838. Elle donne une nouvelle compétence aux juges de paix. Sous le régime de la loi de 1838, une vive controverse s'était élevée sur le point de savoir si le juge de paix pouvait avoir une compétence quelconque en cette matière. Tout le monde admettait qu'il s'agissait d'une demande personnelle et mobilière qui pouvait dans certains cas être de la compétence du juge de paix, mais on était très divisé quand il fallait déterminer exactement les limites de cette compétence. L'article 12 a eu pour but principal de mettre fin à toutes ces con-

troverses. Il a aussi remédié à un abus qui se produisait fréquemment sous le régime de la loi de 1838 : il arrivait qu'un débiteur de mauvaise foi, dans le but de retarder ou d'éluder le paiement de sa dette, prévenait en faisant des offres réelles par voie d'action principale l'action en paiement que son créancier était sur le point de lui intenter devant le juge de paix. Il saisissait directement le tribunal d'arrondissement par la voie de cette procédure d'offres, et il enlevait ainsi au juge de paix la connaissance d'un litige qui devait, à raison de son chiffre, rentrer dans le taux de sa compétence.

Cet abus disparaîtra désormais : il n'y a pas de raison pour que le juge de paix ne puisse connaître des demandes en validité et en nullité d'offres réelles lorsqu'elles rentrent dans le taux de sa compétence. Ces questions ne soulèvent pas de grosses difficultés et elles sont urgentes : il suffit de rechercher si toutes les conditions de forme ont été observées et si le montant des offres est égal au montant de la créance. Nous rappelons que les conditions de validité des offres sont aux termes de l'article 1258 du Code civil au nombre de sept, il faut 1° : qu'elles soient faites au créancier ayant la capacité de recevoir ou à celui qui a pouvoir de recevoir pour lui ;

2° Qu'elles soient faites par une personne capable de payer :

3° Qu'elles soient de la totalité de la somme exi-

gible, des arrérages ou intérêts dûs, des frais liquidés et d'une somme pour les frais non liquidés sauf à la parfaire ;

4° Que le terme soit échu s'il a été stipulé en faveur du créancier ;

5° Que la condition sous laquelle la dette a été contractée soit réalisée ;

6° Que les offres soient faites au lieu convenu pour le paiement et que sauf convention spéciale relative au lieu du paiement elles soient faites à la personne du créancier à son domicile ou au domicile élu pour l'exécution de la convention ;

7° Que les offres soient faites par un officier ministériel ayant qualité pour ces actes.

En outre, pour que la consignation soit valable, il faut qu'elle réunisse quatre conditions énumérées par l'article 1259 :

1° Elle doit être précédée d'une sommation signifiée au créancier et contenant l'indication, du jour, de l'heure et du lieu où la chose offerte sera déposée ;

2° Le débiteur doit se dessaisir de la chose offerte en la remettant dans le dépôt indiqué par la loi pour recevoir les consignations avec les intérêts jusqu'au prix du dépôt ;

3° Un procès verbal doit être dressé par l'officier ministériel, de la nature des espèces offertes, du refus qu'a fait le créancier de les recevoir ou de sa non-comparution et enfin du dépôt ;

4° En cas de non comparution de la part du créancier le procès-verbal doit lui avoir été signifié avec sommation de retirer la chose déposée.

L'article 12 de notre loi excepte pour en donner connaissance aux tribunaux civils d'arrondissement, les demandes en validité d'offres réelles qui concernent les administrations de l'enregistrement et des contributions indirectes. Ces procédures sont portées devant le Tribunal civil aux termes de l'article 65 de la loi du 22 frimaire an VII.

Il arrive fréquemment que sur l'instance en validité d'offres se greffe une contestation sur le fond du droit. Dans ce cas le tribunal ordonne la jonction et statue sur le tout par un seul jugement. Ce mode de procéder qui est très avantageux pour les deux parties ne pourrait plus être suivi si l'instance en validité d'offres était portée devant le juge de paix, tandis que la question de fond serait jugée par le tribunal civil.

Le juge de paix sera-t-il compétent si les offres réelles sont faites en vertu d'un jugement rendu par lui ? Le tribunal de paix de Darnetal s'est déclaré incompétent le 30 janvier 1906 (Décision des juges de paix, 1906, p. 218). Le motif en est que le juge de paix ne peut connaître de l'exécution de ses jugements. Nous ne saurions admettre cette opinion ; il est certain qu'en principe le juge de paix n'est pas compétent pour connaître de l'exécution de ses jugements, et sur ce premier point, cependant, la loi de 1905 a

admis quelques exceptions notamment en ce qui concerne les frais et les dépens. D'autre part, les termes de l'article 12 sont très généraux et n'admettent aucune exception : toutes les fois que les offres réelles n'excèdent pas les limites de sa compétence le juge de paix doit en connaître, peu importe le titre en vertu duquel ces offres sont faites. Pour ces deux motifs la décision du tribunal de paix de Darnetal ne nous paraît pas devoir être approuvée.

CHAPITRE VIII

DE LA COMPÉTENCE DU JUGE DE PAIX EN MATIÈRE DE SAISIES

En matière de saisie immobilière et de saisie exécution, le juge de paix est absolument incompétent, par contre il a certaines attributions en ce qui concerne les saisies-gageries ou saisies revendications, les saisies brandons, les saisies foraines et la saisie-arrest. Toutes ces saisies sont opérées dans des cas urgents, souvent sur des débiteurs en voyage, n'ayant aucun domicile, ni aucune résidence fixe, il est de l'intérêt des deux parties que le litige soit tranché rapidement surtout quand il ne roule que sur un chiffre peu élevé. C'est pourquoi la loi de 1838 accordait une certaine compétence au juge de paix en cette matière et c'est pour le même motif que la loi de 1905 a notablement étendu ses pouvoirs.

§ 1. — *De la saisie-gagerie et de la saisie
revendication.*

Nous avons déjà vu en étudiant l'article 13 de notre loi que le juge de paix connaissait des demandes en validité, et en nullité ou main-levée des saisies gageries ou des saisies revendications lorsque le loyer annuel n'était pas supérieur à 600 francs. Nous rappelons que si ce texte est général en ce qui concerne les saisies-gageries, il ne s'applique, au contraire, qu'aux saisies revendications qui sont opérées par le bailleur sur les meubles garnissant sa maison ou sa ferme déplacés sans son autorisation.

En principe la saisie gagerie doit être précédée d'un commandement, mais l'article 13 donne aux juges de paix la faculté d'autoriser la saisie-gagerie sans commandement préalable. Les propriétaires demandent souvent cette permission. Ils redoutent que dans l'intervalle qui sépare le commandement de la saisie le locataire ne fasse disparaître les meubles et ne prenne des dispositions telles qu'une saisie revendication serait impossible. La loi de 1838 avait déjà formulé cette règle : elle est rationnelle il est tout naturel que ce soit le juge qui statuera sur la validité de la saisie-gagerie qui la permette, quand une autorisation est nécessaire. La loi de 1905 n'a fait que reproduire cette disposition. Le pouvoir du juge est

absolument discrétionnaire, il lui est loisible d'accorder ou de refuser la permission sollicitée ; il devra prendre tous les renseignements possibles et ne se décidera qu'en connaissance de cause.

Le juge de paix jouit des mêmes pouvoirs pour la saisie revendication. Bien que l'article 819 du Code de procédure n'oblige pas le propriétaire à solliciter une autorisation pour opérer la saisie, dans la pratique l'usage s'est introduit de la demander toujours. Le juge de paix est substitué au Président du tribunal et son intervention se justifie par les mêmes motifs que pour la saisie-gagerie, il jouit du même pouvoir discrétionnaire, il devra toutefois, se montrer plus facile que pour la saisie gagerie : car le déplacement frauduleux des meubles constitue une grave menace contre le propriétaire.

Après avoir indiqué les conditions dans lesquelles le juge de paix pourra accorder ou refuser la permission d'autoriser une saisie-gagerie ou une saisie revendication l'article 13 ajoute que le juge de paix sera incompétent s'il y a des oppositions pour des causes qui réunies excèderaient sa compétence.

La loi de 1838 parlait déjà de ces oppositions, elle spécifiait qu'il s'agissait d'oppositions pratiquées par des tiers. Cette disposition paraissait contradictoire. L'opposition ne pouvait être pratiquée que par des tiers qui se prétendraient créanciers du saisi, or l'article 609 du Code de procédure civile applicable à la saisie-

gagerie décide que les créanciers du saisi ne pourront faire opposition que sur le prix de la vente. Dans ces conditions, l'opposition du créancier ne pourrait enlever en aucun cas au juge de paix la connaissance de la saisie-gagerie. Il fallait donc sous le régime de la loi de 1838 que l'opposition émanât d'un tiers se prétendant propriétaire des objets saisis.

Le nouveau texte est beaucoup plus large : il protège les droits du saisi, car désormais l'opposition pourra être faite soit par le tiers qui se prétendra propriétaire, soit par le saisi lui-même.

Le juge de paix ne sera incompétent que s'il y a opposition pour des causes qui réunies excéderaient le taux de sa compétence. Il faut naturellement que ce soient seulement les causes des différentes oppositions qui soient réunies, il ne faudrait pas, au contraire réunir la cause de l'opposition à la cause de la saisie ; bien que le texte paraisse pouvoir se prêter à cette interprétation, cette solution serait absolument contraire à l'esprit de la loi et en contradiction formelle avec les dispositions relatives aux demandes reconventionnelles que nous avons déjà étudiées. En fait comme la valeur de l'opposition sera indéterminée, le juge de paix devra toujours se dessaisir quand une opposition se produira.

Le juge compétent *ratione, loci* pour connaître de ces litiges est aux termes même de notre paragraphe, le juge de paix du lieu où la saisie devra être pratiquée.

§ II. *De la saisie Brandon.*

Cette saisie qui est la saisie des fruits encore pendants, est incontestablement une des formes de la saisie-exécution (article 622 et suivants du Code de procédure civile). Par conséquent, en principe le juge de paix ne peut en connaître. Il aura cependant, une certaine compétence en cette matière, car l'article 821 du Code de procédure civile décide que la saisie-gagerie s'il y a des fruits pourra être faite dans les formes de la saisie brandon. Le propriétaire créancier des fermages fait saisir-gager les fruits qui se trouvent pendants dans les lieux loués pour garantir le paiement de ses loyers.

La loi de 1905 ne parle pas expressément de cette saisie, mais comme dans cette hypothèse, elle n'est qu'une des formes de la saisie-gagerie, le juge de paix aura les mêmes pouvoirs et la même compétence que s'il s'agissait d'une saisie-gagerie véritable. Une seule question se pose : l'article 626 du Code de procédure civile qui décide que la saisie brandon ne peut s'opérer que dans les six semaines qui précèdent l'époque ordinaire de la maturité des fruits est-il applicable à notre cas ? Incontestablement non, car cette disposition ne se comprend que quand la saisie brandon est faite en vertu d'un titre exécutoire. Les fruits soumis au privilège du bailleur peuvent être

saisis à tout moment à sa requête, d'ailleurs l'article 821 ne renvoie au titre de la saisie brandon que pour les formalités à observer, pour le fond les règles de la saisie-gagerie sont seules applicables.

§ III. — *De la saisie foraine.*

La loi de 1838 contenait une anomalie : elle n'en parlait pas, mais l'article 822 du Code de procédure civile donnait au juge de paix le pouvoir d'autoriser tout créancier qui le sollicitait à pratiquer une saisie foraine sur son débiteur. La partie de cet article était très discutée ; certains auteurs soutenaient que le juge de paix pouvait autoriser la saisie quel que soit le chiffre de la créance, d'autres au contraire prétendaient qu'il ne pouvait permettre la saisie que si sa cause ne dépassait pas 200 francs. L'article 13 a fait disparaître cette singularité en décidant que le juge de paix connaîtrait désormais des demandes en validité, nullité et main-levée de saisies sur débiteurs forains pratiquées pour des causes rentrant dans les limites de sa compétence, et que dans ces limites il accorderait les permissions sollicitées pour pratiquer la saisie.

Il faut, d'ailleurs, pour pouvoir opérer cette saisie, que le créancier habite dans la commune où elle est pratiquée, que le débiteur y soit forain, c'est-

à-dire qu'il se trouve par hasard sur le territoire de la même commune et sans y avoir ni domicile ni habitation ; que l'autorisation de pratiquer la saisie soit accordée par le président du tribunal ou par le juge de paix dans les limites de sa compétence. Le magistrat cantonal n'accordera l'autorisation de saisir que si la créance est certaine et que si les deux premières conditions se trouvent être exactement remplies.

Il sera quelquefois difficile pour le juge de savoir si le débiteur réunit bien les conditions du débiteur forain. Le juge de paix a un pouvoir discrétionnaire et il devra s'entourer de renseignements avant d'accorder son autorisation.

Il n'est pas nécessaire pour pouvoir faire cette saisie qu'il y ait urgence ou que la créance soit compromise, il n'est pas obligatoire non plus que le créancier produise un titre. La seule garantie accordée au débiteur résulte du pouvoir absolu du magistrat qui selon les circonstances accordera ou refusera la permission qu'on lui demande. Le juge de paix en autorisant la saisie doit évaluer le montant de la créance.

Dans tous les cas le rôle du juge de paix sera particulièrement utile : il connaîtra forcément les créanciers et en conséquence il n'accordera l'autorisation qu'en connaissance de cause : il saura s'il devra avoir ou non confiance dans le créancier qui veut saisir.

Le juge de paix sera également compétent pour statuer sur les demandes en validité, en mainlevée ou en nullité qui suivront la saisie. Toutes les fois que les causes de la saisie ne dépasseront pas les limites de sa compétence il pourra statuer ; l'évaluation de la créance faite au moment de la saisie déterminera donc cette compétence.

§ IV. — *De la saisie-arrêt.*

L'article 14 confère aux juges de paix en matière de saisie-arrêt la même compétence qu'en matière de saisie-gagerie, de saisie-revendication et de saisie-fornaine. Cet article est une innovation heureuse de la loi de 1905 : la loi de 1838 n'accordait au juge de paix aucune compétence pour les saisies-arrêts. La loi du 12 janvier 1895 avait déjà appelé les juges de paix à connaître des saisies-arrêts pratiquées sur les salaires et les petits traitements des employés et ouvriers. Nous n'avons pas à commenter ici les dispositions de cette loi spéciale. Toutefois, il y a lieu de remarquer qu'elle fût très utile et que son application fût très avantageuse. Il était indispensable d'accorder une certaine compétence aux juges de paix en matière de saisie-arrêt : cette mesure d'exécution ne peut avoir d'effet et ne peut être utile que si elle est

rapide : avant la loi de 1905, il fallait s'adresser au Président du tribunal d'arrondissement pour obtenir la permission de saisir-arrêter quand on n'avait pas de titre exécutoire, et souvent le siège du Tribunal était très éloigné du lieu où la saisie devait s'opérer. Fréquemment le débiteur menacé s'arrangeait pour éviter la saisie-arrêt, il en résultait un grave inconvénient pour le créancier. D'autre part, les instances en validité, en nullité ou en mainlevée de saisie-arrêt, devaient être portées devant le Tribunal d'arrondissement. Celui-ci, toutefois ne pouvait statuer quand la saisie-arrêt rentrait dans les limites de la compétence du juge de paix que lorsque, ce magistrat s'était prononcé sur l'existence et le quantum de la créance, d'où deux procès, l'un devant le magistrat cantonal, pour obtenir une condamnation du débiteur et l'autre devant le tribunal pour faire valider la saisie. Il en résultait un retard énorme : souvent la solution n'intervenait qu'après de longs mois, un an, quelquefois même davantage. La lenteur de cette procédure était préjudiciable à toutes les parties en cause : au saisissant, un tiers saisi et au débiteur saisi. Une réforme s'imposait.

Désormais, les juges de paix ont le droit d'autoriser les saisies-arrests sans titre, dans les limites de leur compétence, et ils connaissent dans ces mêmes limites des demandes en validité, en nullité et en mainlevée de saisies-arrests et des demandes en déclaration affirmative.

Lorsqu'il n'existe pas de titre écrit ou si le titre écrit ne peut servir au créancier, la saisie-arrêt ne peut être valablement faite que si l'intéressé a obtenu avant de l'exécuter, l'autorisation de procéder à cette mesure. Désormais cette autorisation qui devait être demandée au Président du tribunal civil d'arrondissement, sera accordée par le juge de paix du domicile du débiteur ou du domicile du tiers saisi.

La réforme de la loi de 1905 en matière de saisie-arrêt a été inspirée par la loi du 12 janvier 1895 qui avait donné compétence aux juges de paix en matière de saisie-arrêt des salaires et des petits traitements. L'article 14 de notre loi n'a fait d'ailleurs que reproduire les termes même de l'article de cette loi de 1895. Il fait toutefois, une exception pour les instances relatives aux saisies-arêts qui intéressent les administrations de l'enregistrement et des contributions directes. Ces saisies-arêts sont réservées aux tribunaux d'arrondissement. Les raisons en sont les mêmes que pour les offres réelles.

Les tribunaux de paix ont été appelés à faire de fréquentes applications des dispositions de l'article 14. Des décisions intéressantes ont été rendues en cette matière. Notamment le tribunal de paix de Sampuits le 14 octobre 1905 (Décision des juges de paix, 1905, p. 307.) a décidé que la loi du 12 juillet 1905 ayant placé dans la compétence du juge de paix les saisies-arêts dont l'objet n'excède pas 600 francs, il en résu-

tail que ce magistrat était seul compétent à l'exclusion du juge des référés sur les difficultés auxquelles peuvent donner lieu ces saisies-arrêts : le juge de paix des référés ne pourrait en conséquence statuer sur la demande en mainlevée faite par le débiteur saisi moyennant dépôt entre les mains d'une tierce personne d'une somme déterminée. Cette interprétation donne une extension très grande à l'article 14, nous ne pouvons que l'approuver, elle répond certainement aux vœux du législateur, il est incontestable qu'en attribuant compétence en matière de saisie-arrêt au juge de paix, on a voulu qu'il connaisse également de tous les incidents que la saisie-arrêt peut provoquer. Il faut d'ailleurs que ces difficultés soient tranchées le plus rapidement possible par le magistrat qui a autorisé la saisie. Il faut seulement que la cause de la saisie rentre dans la compétence du juge de paix et n'excède pas 600 fr. (Voir jugement du Juge de paix de Marseille, du 11 avril 1905. Décision des Juges de paix, 1905, p. 264.)

CHAPITRE IX

COMPÉTENCE DU JUGE DE PAIX EN MATIÈRE DE DISTRIBUTION PAR CONTRIBUTION

La loi de 1838 n'avait attribué aucune compétence au juge de paix en cette matière pour les mêmes motifs que ceux qui l'avaient invitée à leur refuser la connaissance des saisies-arrêts. Cependant, pour les distributions par contribution l'intervention du juge de paix était peut-être encore plus utile que pour les saisies-arrêts. Il suffisait d'ailleurs pour faire une réforme utile de ne donner au magistrat cantonal qu'un pouvoir limité. La Chambre n'avait pas cru devoir introduire cette innovation dans la loi, ce fut le Sénat qui adopta dans la séance du 17 mars 1905 un article additionnel proposé par M. Girard, qui est devenu l'article 15.

Lorsque des sommes ont été saisies-arrêtées ou lorsque des prix de vente de meubles d'objets mobiliers sont frappés de plusieurs oppositions et que les divers créanciers ne peuvent arriver à se mettre d'accord

pour une répartition amiable, il faut procéder à une distribution par voie de contribution. Cette procédure spéciale est réglée par les dispositions des articles 156 et suivants du Code de procédure.

Avant la loi de 1905, ces distributions par contribution se faisaient au tribunal civil, et elles occasionnaient des frais très onéreux ; les sommes à répartir lorsqu'elles étaient peu élevées étaient en grande partie absorbées par ces dépenses de procédure et souvent, les créanciers ne touchaient rien, ou n'avaient droit qu'à un dividende infime. Quelquefois même il arrivait que des sommes déposées à la Caisse des Dépôts et Consignations étaient perdues pour les intéressés parce que les créanciers n'avaient aucun intérêt à provoquer une distribution dans laquelle ils n'auraient droit à aucun dividende. Le législateur avait été ému de cette situation particulière et en votant la loi du 12 janvier 1895 sur la saisie-arrêt des salaires, il organisa une forme spéciale de distribution par contribution et chargea le juge de paix de cette répartition. Cette procédure donna dans la pratique d'excellents résultats, elle était simple, rapide et peu coûteuse. La loi de 1905 décida qu'elle serait applicable aux distributions par contribution des sommes n'excédent pas 600 francs.

Pour déterminer la compétence du juge de paix, il faut donc s'attacher au montant de la somme saisie ou déposée, en principal : si cette somme est inférieure à

600 francs le juge de paix est compétent, même si les titres de créance sont contestés. Toutefois si ces contestations excèdent le taux de sa compétence, le juge de paix devra surseoir à la distribution jusqu'à ce que les Tribunaux compétents se soient prononcés sur le mérite de la contestation.

La procédure organisée par la loi de 1895 est la suivante : Le juge de paix ne peut procéder à la distribution que si les intéressés n'ont pas pu s'entendre à l'amiable. Le juge de paix ayant convoqué les parties, procède à la répartition par un état qu'il dresse sur un registre spécial tenu par le Greffier (article 14 de la loi du 12 janvier 1895). Cet état de répartition ayant été dressé et inscrit, il est revêtu de la formule exécutoire et le greffier en fait des copies signées par le juge de paix et par lui, elles sont remises au débiteur saisi, au tiers saisi, aux créanciers colloqués et à la Caisse des Dépôts et Consignations s'il y a lieu. Cette copie sert de titre exécutoire aux créanciers colloqués. Les procès verbaux, les états de répartition, et les autres actes de procédure sont dispensés de timbre et sont enregistrés gratis.

La loi de 1895 n'a pas réglé la procédure des contredits et des oppositions qui peuvent être formés à l'état de répartition. La procédure spéciale des contredits ne saurait être applicable dans notre cas, puisque c'est le juge de paix lui-même qui a procédé à la répartition qui en connaîtrait, tandis que devant le tri-

bunal c'est un juge qui procède à la distribution, et une chambre qui statue sur le contredit. Les intéressés qui n'ont pas pris part à la répartition pourront faire opposition devant le juge de paix. En ce qui concerne les voies de recours, l'appel contre l'état de répartition sera possible, toutes les fois que les sommes distribuées seront supérieures au taux du dernier ressort du juge de paix.

La loi de 1895, pour éviter des frais inutiles a décidé que le tiers saisi ne devrait jamais déposer les fonds à distribuer à la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette disposition peut avoir des inconvénients et présenter des dangers. Les sommes laissées entre les mains des tiers saisis, en principe ne produisent aucun intérêt ; d'autre part, le tiers saisi peut devenir insolvable. Aussi la loi de 1905 a-t-elle décidé que les sommes à répartir devraient être au contraire déposées à la Caisse des Dépôts et Consignations.

Cette procédure simplifiée, a un immense avantage : les parties trouvent dans le juge de paix un conciliateur : dans les distributions ordinaires les parties laissées à elles-mêmes sont désemparées et ne peuvent généralement pas aboutir à une répartition amiable. Ici, jusqu'au dernier moment le juge de paix peut et doit tenter le règlement amiable de la distribution : il y arrivera souvent et des frais élevés seront ainsi évités. L'argent des plaideurs intéressés, ne sera plus entièrement absorbé par des frais judiciaires dispropor-

tionnés. C'est ce que disait d'ailleurs le Garde des Sceaux au Sénat, le 17 mars 1905 : « Avant de procéder au règlement, le juge de paix essaiera une tentative de conciliation et il est très probable que les créanciers une fois réunis et guidés par les conseils du juge de paix se rendront rapidement compte qu'il est inutile et onéreux de faire des frais qui les empêcheraient de retirer le moindre bénéfice de leur action et que chacun prendra sa part. »

Une dernière difficulté se pose : comment les parties seront-elles convoquées devant le juge de paix. Dans le cas de distribution des salaires ou des petits traitements, la loi du 12 janvier 1895 dispose que le juge de paix convoquera les créanciers lui-même ; il pourra facilement le faire parce qu'il les connaîtra par le registre spécial tenu par le Greffier.

Dans les autres cas, il les ignore, il ne peut dans ces conditions agir d'office et cependant notre article 15 décide que la procédure applicable est la même que celle qui a été établie par la loi de 1895. Le législateur a voulu simplement que les parties soient convoquées sans frais devant le juge de paix. Cette convocation pourrait se faire sous trois formes : si le juge de paix est avisé par un des créanciers, il convoquera tous les intéressés que lui indiquera ce créancier, ou bien l'intéressé le plus diligent fera convoquer les intéressés par un billet d'avertissement, ou bien enfin, il les citera par ministère d'huissier.

Ce dernier mode de convocation doit être écarté car il est très onéreux et par suite contraire aux vœux du législateur.

On ne pourrait admettre également la voie de convocation par billet d'avertissement parce qu'il ne s'agit pas seulement ici d'une tentative de conciliation : le juge de paix doit en cas de non accord dresser un état de répartition. En définitive, le juge de paix convoquera les intéressés sur les indications qui lui seront fournies par les parties les plus diligentes. Nous avons d'ailleurs que si l'un des créanciers n'était pas convoqué il aurait le droit de former opposition à l'état de répartition. ⁷

CHAPITRE X

AUTORISATION D'ESTER EN JUSTICE DE PAIX

L'article 215 du Code civil dispose que la femme ne peut ester en justice sans autorisation de son mari. Si le mari refuse son autorisation, elle peut s'adresser à la justice pour l'obtenir. La procédure qu'elle doit suivre à cet effet est réglée par les articles 861 et suivants du Code de procédure civile. Le litige doit toujours être jugé par la Chambre du Conseil du tribunal. Cette obligation d'obtenir l'autorisation du tribunal avait depuis de longues années été jugée excessive. La femme pour cette instance était obligée de constituer un avoué et de faire des frais exorbitants, surtout lorsqu'il s'agissait d'un procès de la compétence du juge de paix. La loi de 1838 ne s'était pas occupée de cette question, l'article 16 de la loi de 1905 a comblé cette lacune. Il donne aux juges de paix le droit d'autoriser une femme mariée à ester en justice devant leur tribunal lorsque le mari refuse cette autorisation. Le juge de paix pourra permettre à la

femme mariée de plaider devant lui dans le cas de refus d'autorisation par le mari dûment entendu ou dûment appelé par voie de simple avertissement. La procédure d'autorisation est donc des plus simples et des moins dispendieuses puisqu'elle se borne à l'envoi d'un billet d'avertissement. Si le mari comparait, il faudra que le Juge de paix l'entende dans son cabinet et non à l'audience. L'article 16 ne dit rien à ce sujet, mais il nous semble qu'il faut en cette matière se conformer aux dispositions de l'article 864 du Code de procédure civile qui décide que cette comparution doit avoir lieu en Chambre du Conseil. Il faudra seulement que le jugement soit rendu à l'audience publique.

Le juge de paix peut-il aux termes de l'article 16 autoriser une femme mariée à ester en justice devant le tribunal de simple police ? La question ne se posera que si la femme veut poursuivre quelqu'un devant cette juridiction et se porter partie civile. En effet aux termes de l'article 216 du Code civil, la femme poursuivie en simple police n'a pas besoin d'autorisation maritale, que cette poursuite soit faite à la requête du ministère public ou à celle d'une partie civile. Si le mari refuse au, contraire, à sa femme l'autorisation de poursuivre et de se porter partie civile le juge de paix sera compétent pour donner cette autorisation, les termes de l'article 16 sont généraux et ne font aucune distinction.

Dans un deuxième paragraphe inséré sur la demande de M. Andrieu, l'article 16 décide que les juges de paix peuvent autoriser les mineurs à ester en justice dans les cas visés à l'article 5. En principe, les mineurs de vingt-et-un ans n'ont aucune capacité d'ester en justice. Cette disposition est donc tout à fait exceptionnelle. L'article 5 prévoit les contestations entre patrons et ouvriers ; et il s'agira généralement de contestations relatives aux salaires. Cette disposition intéresse les travailleurs et les domestiques qui sont obligés de quitter leur famille pour gagner leur vie. Elle permet à l'ouvrier mineur qui ne peut être assisté ni de son père, ni de son tuteur d'appeler son patron en justice de paix pour obtenir le paiement des salaires qui lui sont dûs. Dans les deux cas, le jugement rendu doit faire mention de l'autorisation donnée à la femme mariée ou au mineur.

CHAPITRE XI

DE LA COMPÉTENCE DU JUGE PAIX EN MATIÈRE DE FRAIS

L'article 17 applique aux instances introduites devant les Justices de paix les principes posés par l'article 60 du Code de procédure civile. Cet article décide que les demandes formées pour frais par les officiers ministériels seront portées devant le tribunal où ces frais ont été faits. L'article 17 a une formule plus générale et il s'étend à tous les frais exposés devant la juridiction cantonale. Au cours de la discussion devant les Chambres il a été nettement indiqué que cette disposition s'appliquait aussi bien aux frais de juridiction gracieuse qu'aux frais de juridiction contentieuse. Dans la séance du 8 janvier 1904, en effet, M. Clémentel fit observer que l'expression, « frais faits devant eux », ne pouvait s'appliquer qu'aux frais de juridiction contentieuse, il a proposé de dire « frais faits ou exposés devant leur juridiction » afin de comprendre les frais exposés devant la juridiction gracieuse, à pro-

pos des conseils de famille, des warrants, des ventes mobilières des actes de notoriété, etc... La Chambre a adopté le texte modifié par M. Clémentel. Cet article a eu pour résultat de faire cesser une controverse qui divisait les auteurs. La loi de 1838 n'avait pas de disposition formelle en cette matière et dans son silence, la plupart des auteurs avaient donné compétence au juge de paix. Cependant, certains commentateurs avait admis la théorie contraire en faisant observer que l'article 60 du Code de procédure se trouvait inséré dans le titre des tribunaux de première instance et que par suite il ne pouvait s'appliquer aux justices de paix. Par voie de conséquence ils décidaient que les frais faits par les officiers ministériels devant les tribunaux cantonaux devraient être taxés par les tribunaux d'arrondissement qui avaient sur eux un droit de surveillance. Cette théorie est formellement condamnée par l'article 17. En conséquence le juge de paix pourra taxer les frais exposés devant lui par les huissiers, les greffiers et les notaires. Il revêtira les états qui lui auront été soumis et qu'il aura taxés, de la formule exécutoire. Cette ordonnance de taxe sera signifiée à la partie débitrice qui pourra comme l'officier ministériel d'ailleurs, y former opposition. Le juge de paix devra statuer sur cette opposition dans un délai de quinze jours. L'appel contre sa décision sera possible si l'affaire le comporte.

Le juge de paix sera-t-il également compétent pour statuer sur les demandes en paiement de frais faits par d'autres personnes que les officiers ministériels, et notamment par les mandataires chargés de représenter les parties, que ce mandataire soit un particulier ou qu'il soit un avocat ou un avoué, celui-ci n'agissait pas comme officier ministériel ? Etant donné les termes généraux de la loi et étant donné l'intervention de MM. Clémentel à la Chambre, nous estimons qu'il faut donner à cet article l'interprétation la plus large possible, et décider que le juge de paix seul sera compétent pour connaître toutes les demandes en paiement de frais ou d'honoraires introduites par tout mandataire quelconque pour l'exécution de son mandat devant la juridiction du juge de paix. Il y a d'ailleurs un très grand intérêt à ce que ce soit le juge qui a connu de l'affaire qui statue sur la demande relative aux frais exposés pour ce litige. Il s'agit dans ce cas d'une demande purement personnelle et mobilière, dans le silence même de l'article 17, elle rentrerait dans le cadre de l'article 1^{er}, et le juge de paix serait, toujours compétent pour en connaître jusqu'à 300 francs, en dernier ressort et jusqu'à 600 francs, à charge d'appel.

Le seul intérêt de la question réside dans la détermination des degrés de juridiction. L'article 17 ne décide pas si le juge de paix connaîtra de ces affaires en premier ou en dernier ressort. Dans ces conditions,

son interprétation pourrait soulever une difficulté. On pourrait soutenir que l'article 17 n'a fait que consacrer la règle contestée auparavant, que les juges de paix pourraient connaître des frais faits devant eux, mais qu'il s'en est rapporté aux termes de l'article 1^{er} pour la détermination des degrés de juridiction. Nous ne saurions admettre ce système qui serait illogique et qui aurait pour résultat bizarre de soustraire à la compétence du juge de paix toute demande de frais qui serait supérieure à 600 francs. Une pareille demande est rare, mais enfin il serait absolument contraire aux intentions du législateur de la soustraire au tribunal de paix. Nous estimons, au contraire, que le juge de paix sera compétent quel que soit le montant de la demande. Cela est conforme aux principes de notre loi qui dans bien des cas a donné au juge de paix une compétence illimitée. Le magistrat cantonal n'en connaîtra pas toujours en dernier ressort : cette interprétation serait en contradiction formelle avec la loi de 1905 tout entière. Aucun de ses articles, en effet, n'a donné au juge de paix la connaissance en dernier ressort d'affaires dont la valeur serait supérieure à 300 francs. Dans ces conditions nous estimons que pour les actions prévues par l'article 17, le juge de paix est compétent en dernier ressort jusqu'à 300 francs et à charge d'appel à quelque valeur que la demande puisse monter.

En ce qui concerne ces demandes, il existe une

différence entre les frais des officiers ministériels et ceux des simples mandataires. Les frais des officiers ministériels sont tarifés, ils sont obligatoires et ils doivent être supportés par la partie qui succombe. Ceux des mandataires, au contraire, ne sont soumis à aucun tarif, ils sont absolument facultatifs et le juge de paix ne peut les mettre à la charge de la partie perdante. Pour les mêmes motifs nous sommes d'avis que les frais de timbre et d'enregistrement des pouvoirs des mandataires autres que les avocats et les avoués ne doivent pas entrer en taxe. La partie peut toujours comparaître en personne et si elle se fait représenter par un tiers, l'adversaire ne doit pas supporter les conséquences de cet acte. Cette opinion n'a pas été admise par la Cour de cassation qui a décidé, par un arrêt du 5 novembre 1855, que les procurations présentées par les agréés aux tribunaux de commerce pouvaient entrer en taxe. Signalons, toutefois que M. Garsonnet est d'un avis contraire à celui de la Cour suprême. Il s'exprime en ces termes dans son traité de procédure civile, tome III, page 361, note 5. « Cette dépense obligatoire pour la partie qui s'est fait représenter est facultative en ce sens qu'on peut l'éviter en comparissant en personne, cela suffit pour qu'elle n'entre pas en taxe. » Notre solution répond d'ailleurs très bien à l'esprit de la loi de 1905 qui a voulu rendre la procédure devant la justice de paix rapide et peu coûteuse.

CHAPITRE XII

DE LA PROCÉDURE EN JUSTICE DE PAIX

§. I. — *De la procédure.*

La loi de 1905 n'a pas modifié la procédure qui doit être suivie devant les justices de paix.

Les affaires de la compétence du juge de paix sont soumises au préliminaire de conciliation qui est provoqué par un simple billet d'avertissement. Cette formalité a été instituée par la loi du 25 mai 1838, qui cependant ne la rendit pas obligatoire. L'article 17 de cette loi disposait en effet, « Dans toutes les affaires, excepté celles où il aurait péril en la demeure et celles dans laquelle le défendeur serait domicilié hors du canton ou des cantons de la même ville, le juge de paix pourra interdire aux huissiers de sa résidence de donner aucune citation en justice de paix sans qu'au préalable il ait appelé sans frais les parties devant lui. »

Cet article permit des abus, certains juge, de paix

imposaient toujours la formalité de la conciliation tandis que d'autres, au contraire, n'exigeaient jamais d'avertissements. Aussi la loi du 2 mai 1855 rendit-elle obligatoire l'avertissement préalable. Elle n'admit qu'une exception dans le cas où le défendeur est domicilié hors du canton. Dans cette hypothèse cette dispense est de droit. Dans les cas qui requièrent célérité le juge de paix apprécie si l'affaire est urgente et il dispense de l'avertissement s'il y a lieu. La sanction du défaut d'avertissement réside dans des dispositions prises contre l'huissier : les frais de la citation sont mis à sa charge et le juge de paix peut lui interdire de citer pendant un délai qui va de quinze jours à trois mois ; aucune sanction n'est prise contre les parties.

Si le juge de paix peut concilier les parties, l'arrangement peut à la requête d'une des parties être constaté par un procès verbal qui aura force d'obligation privée. Si le juge de paix, au contraire, ne peut les concilier, il délivrera un permis de citer.

L'action est alors introduite par une assignation délivrée par huissier qui prend le nom de citation. Cette citation doit comprendre les mêmes mentions que les introductifs d'instance devant les tribunaux d'arrondissement. On discute, toutefois, sur les conséquences de l'omission d'une de ces mentions ou l'irrégularité d'une d'entre elles : en effet, l'article 1 du Code de procédure relatif aux citations en justice de paix, après

avoir fait l'énumération de ces mentions comme l'article 61 relatif aux ajournements devant les tribunaux ordinaires ne dit pas qu'elles sont prescrites à peine de nullité. La jurisprudence décide toutefois, qu'en principe l'omission ou l'irrégularité d'une de ces mentions entraîne la nullité de la citation, mais elle admet que la nullité peut être couverte soit par la comparution du défendeur, soit par tout autre acte impliquant que la citation a atteint son but, malgré ses lacunes ou ses irrégularités. « Attendu a jugé la Cour de cassation, le 29 juillet 1875 (Dalloz, 1876-4-85) qu'il appartient au juge d'apprécier si l'erreur de date d'une citation est de nature à enlever à cet acte son caractère et son utilité et doit en entraîner l'annulation. »

Le délai pour comparaître devant le juge de paix est de un jour francs aux termes de l'article 5 du Code de procédure. Ce délai est susceptible d'augmentation à raison des distances : un jour par 5 myriamètres de distance entre le domicile du défendeur et le lieu où il doit comparaître. Les parties doivent comparaître au jour fixé par la citation en personne ou par mandataire, sinon un jugement par défaut sera rendu contre elle. Quand les parties ont comparu, que tous les incidents ont été vidés, le juge de paix rend son jugement. Il doit être prononcé sur le champ ou à la plus prochaine audience.

La loi a voulu que le jugement soit rendu le plus vite possible parce que toute la procédure doit être

rapide ; mais le magistrat peut malgré tout mettre la cause en délibéré. Les jugements des juges de paix ne peuvent être exécutés avant un délai de 3 jours durant lequel l'appel n'est pas recevable et ils ne peuvent être exécutés si l'appel a été interjeté à moins que le juge de paix n'ait autorisé l'exécution provisoire. Les juges de paix ne connaissent pas de l'exécution de leurs jugements en principe, toutefois, l'article 17 de la loi de 1905 a apporté une modification à cette règle en donnant aux magistrats cantonaux connaissance des actions en paiement des frais faits devant eux et cette action sera l'exécution de la partie du jugement mettant les frais à la charge de l'un des plaideurs.

§ II. — *De l'assistance judiciaire en justice de paix.*

En 1789 l'Assemblée Constituante a proclamé que la justice devait être gratuite en France : on voulait simplement dire que les traitements des magistrats devaient être payés par l'Etat et que les fonctionnaires de l'ordre judiciaire ne pouvaient rien recevoir des justiciables. La justice n'en est pas moins restée entourée de formalités extrêmement onéreuses qui la rendraient inaccessible aux pauvres si des mesures spéciales n'avaient été prises pour leur en faciliter l'accès.

De tout temps le législateur s'est occupé d'accorder

aux indigents la possibilité de faire valoir leurs droits en justice. La loi du 22 janvier 1851 a réglementé l'assistance judiciaire en France d'une manière définitive. Cette loi a été modifiée par la loi du 40 juillet 1901. Pour obtenir l'assistance judiciaire en justice de paix, il faut adresser une demande au Procureur de la République du tribunal de son domicile. A l'appui de sa demande, le demandeur doit produire un certificat d'indigence qui lui est délivré par le maire de sa commune.

Ce certificat constate qu'il est, à cause de la pénurie de ses ressources dans l'impossibilité de faire valoir ses droits en justice et indique quels sont ces moyens d'existence. Il doit produire, en outre, un extrait du rôle des contributions directes ou un certificat du percepteur constatant qu'il n'est pas imposé. Le Procureur transmet la demande et les pièces qui y sont jointes au bureau d'Assistance judiciaire institué auprès du tribunal et qui se compose de cinq membres : un délégué du préfet, un fonctionnaire de l'enregistrement et trois membres nommés par le tribunal, l'ordre des avocats et la Chambre des avoués. Ce bureau prend tous les renseignements utiles, avertit la partie adverse qu'elle peut lui présenter des observations et contester le droit de son adversaire à avoir l'assistance judiciaire. Si les deux parties comparaissent, le bureau devra s'efforcer de les concilier ; il n'agira toutefois que comme intermédiaire bénévole. S'il ne

réussit pas dans sa tentative de conciliation, le bureau statue ; il accorde ou refuse l'assistance judiciaire sans avoir à en indiquer de motifs.

Lorsque l'assistance est accordée le président du bureau envoie par l'intermédiaire du ministère public un extrait de la décision au juge de paix. Ce magistrat invite alors le syndic des huissiers à désigner un huissier qui prêtera le concours de son ministère à l'assisté. Il n'y a pas d'autre commission à faire, l'huissier est, en effet, le seul officier ministériel auquel le plaideur soit légalement obligé de s'adresser. En justice de paix le ministère d'un avocat ou d'un mandataire n'est pas indispensable puisque la partie peut comparaître en personne. En outre, les exploits et tous les actes de procédure sont timbrés et enregistrés gratuitement.

Ce n'est pas suffisant, le principal dans l'Assistance judiciaire, ce n'est pas la gratuité des dépenses, qui sont d'ailleurs fort peu élevées en justice de paix, c'est la gratuité des conseils, des plaidoiries, c'est le concours assuré de l'avoué qui prépare la procédure et de l'avocat qui prépare la plaidoirie, compose le dossier, dirige le procès. Voici une instance en pension alimentaire, le procès type chez les pauvres gens. Il faut rechercher soigneusement la situation de la famille, le nombre des enfants, établir leurs ressources et en regard l'insuffisance des revenus de leurs vieux parents ; il faut établir des certificats de ma-

ladie. Bref, il faut préparer avec prudence et méthode l'assignation et remplir le dossier de preuves. Croit-on que l'huissier commis d'office en prendra le soin minutieux ? Tandis que le jeune avocat d'office le fait avec un zèle excité par le désir d'apprendre son métier, l'huissier n'y verra qu'un travail abusif. En outre, bien des procès en justice de paix nécessitent une étude juridique le soutien ou le rejet d'exceptions d'incompétence, de prescription, de nullité. Sans doute ce cas est plus rare. Mais lorsqu'il se présentera comment le plaideur et particulièrement ignorant du droit pourra-t-il le résoudre ? Et comment pourra-t-il se défendre quand il aura en face de lui un adversaire au courant de toutes les subtilités du droit et de la procédure ?

En fait, et sauf pour les procès roulant sur des questions d'état, l'assistance judiciaire, n'est demandée pour tous les litiges d'intérêts qu'à de faibles taux. On ne peut obliger à Paris les avocats à supporter les pertes de temps de voyages dans les divers arrondissements de la capitale et les frais qu'entraînent ces déplacements. En province c'est encore pis : comment forcer un barreau à envoyer d'office ses membres dans tous les chefs-lieux de canton de l'arrondissement. En définitive l'Assistance judiciaire en justice de paix est supprimée pour tous les litiges modestes ou si elle subsiste à l'égard du Trésor, elle perd pour le plaideur son avantage le plus précieux ; la pré-

paration de l'affaire et la plaidoirie. Il est regrettable que le législateur de 1905 n'ait pas prévu ce danger et n'ait pas pris des mesures spéciales pour y remédier. C'est ainsi qu'à force de vouloir démocratiser la justice, la rendre plus humaine, plus proche des pauvres, on détruit des institutions très délicates qu'on n'aurait dû toucher qu'avec la plus extrême réserve.

CHAPITRE XIII

DE L'APPLICATION DE LA LOI DU 12 JUILLET 1905

A L'ALGÉRIE

La question de savoir si la loi de 1905 est applicable à l'Algérie et à la Tunisie est vivement controversée. L'organisation et la compétence des justices de paix en Algérie sont, en effet réglementées par un système assez complexe : les conditions de nominations, les traitements, la compétence en matière repressive, la compétence en matière civile musulmane ont fait l'objet de décrets spéciaux. En ce qui concerne la compétence en matière civile, elle est pour certains juges de paix, ceux de chefs lieux d'arrondissement la même qu'en France. Pour les autres, elle a été très étendue. La loi du 25 mai 1838 a été rendue applicable à l'Algérie par l'ordonnance du 26 septembre 1842, et il en a été de même de la loi du 2 mai 1855 par le décret du 18 juillet 1855. La compétence des juges de paix algériens a été très notablement élargie par le décret du 19 août 1854 : les

juges de paix à compétence étendue sont compétents en matière civile ou commerciale, personnelle et mobilière en dernier ressort jusqu'à la valeur de 500 francs et en premier ressort jusqu'à celle de 1500 francs. Ils exercent, en outre, les fonctions des présidents des tribunaux de première instance comme juges des référés en toutes matières et peuvent comme eux ordonner toutes mesures conservatoires. La question d'application de la loi de 1905 ne se pose pas pour le titre relatif à l'organisation des justices de paix : l'Algérie étant régie par des règles spéciales quant aux conditions de recrutement et de traitement des magistrats cantonaux la loi nouvelle ne peut sur ce point lui être appliquée. Il en est de même des articles relatifs aux révocations et aux déplacements. Mais les règles de la compétence civile des juges de paix ne doivent-elles pas s'appliquer à l'Algérie et y remplacer comme dans la métropole les dispositions de la loi de 1838 ? Si elles s'appliquent la loi de 1905 a-t-elle eu pour effet d'abroger le décret de 1854 sur les justices de paix à compétence étendue, et de donner à tous les juges de paix algériens la compétence des articles 1 à 17 de la nouvelle loi ?

La discussion sur ce point a été très obscure à la Chambre. M. Trouin, un député algérien, avait demandé que l'on votât un texte spécial déclarant la nouvelle loi applicable à l'Algérie. M. Colin lui répondit que la loi nouvelle, en tant qu'elle modifiait la loi de

1838 devait s'appliquer de plein droit à l'Algérie. Les dispositions spéciales à l'Algérie pour le recrutement, les traitements, l'extension de la compétence de certains juges de paix devaient, au contraire, rester en vigueur (Chambre, séance du 9 février 1904, Chambre, Session ord. Débats parl., 1904, p. 329). L'observation de M. Colin était fort exacte, mais il eut été préférable de voter à ce sujet un article formel. La Chambre se borna à adopter le texte suivant : « La présente loi est applicable aux colonies de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion. Les juges de paix dits à compétence étendue conserveront en Algérie, indépendamment des attributions que leur confère la présente loi, celles que leur a reconnues le décret du 19 août 1854 auquel force de loi est donnée. Les juges de paix d'Algérie et des autres colonies conserveront les traitements actuels. » Ce texte a été écarté par le Sénat à la demande de sa commission. Le rapporteur du Sénat en avait mal compris la portée : il avait pensé que la Chambre avait expressément étendu la loi aux Antilles et à l'Algérie. L'article 31 ne disait rien de pareil, puisqu'au contraire, il décidait, en ce qui concerne l'Algérie du moins que la loi lui serait pour partie inapplicable. Croyant, au contraire, que la loi avait été rendue dans son ensemble applicable à l'Algérie et aux Antilles. M. Godin fit remarquer que les dispositions relatives à l'inaliénabilité relative des juges de paix ne s'accordaient pas avec l'organisation de la

magistrature algérienne et coloniale et il conclut qu'il valait mieux laisser le Gouvernement libre d'apprécier, s'il devait étendre ou non l'application de la loi aux colonies, conformément aux dispositions du Sénatus-consultes de 1854 et de 1865.

Conformément à l'avis de sa commission le Sénat écarta l'article 31 et il ne se prononça pas sur la question de l'application de notre loi en Algérie : il a voulu laisser au Gouvernement ses droits habituels en matière d'application des lois par décret en Algérie.

Mais, depuis la promulgation de la loi de 1905 aucun décret n'a été pris et dans ces conditions, la question s'est posée de savoir s'il fallait étendre à l'Algérie les règles de compétence établies par la loi nouvelle.

Les décisions rendues par les juges de paix ont été absolument contradictoires. Le principe admis en jurisprudence et en doctrine au point de vue de l'application en Algérie des lois de la métropole est le suivant : les lois promulguées depuis l'ordonnance du 22 juillet 1834 ne sont pas de plein droit applicables à l'Algérie : quand une disposition spéciale du législateur ne le décide pas, elles ne le sont qu'en vertu d'une promulgation spéciale faite par le Gouverneur général en vertu d'un décret du Chef de l'Etat (Cour de cassation, 4 août 1881, Sirey, 1881-1-437 ; Palais, 1881-1-10985) ; 5 novembre 1884 (Sirey, 1885-1-265 ; Palais, 1885-1-469). Toutefois, les lois modificatives des lois antérieures en vigueur à la fois en

France et en Algérie s'appliquent de plein droit en Algérie comme en France. Le principe qui exige une promulgation spéciale ou une disposition formelle du législateur ne s'applique donc qu'au cas où il s'agit d'une loi visant une matière nouvelle ou une matière pour laquelle l'Algérie a une législation spéciale. Cassation, 23 juin 1886 ; Sirey, 1887-1-265 ; Palais, 1887-1-633 ; Cassation, 15 juillet 1886 ; Sirey, 1887-1-288 ; Palais, 1887-1-673 ; Cassation, 1^{er} août 1887 ; Sirey, 1890-1-507 ; Palais, 1890-1-1234 ; Cassation, 12 février 1898 ; Sirey, 1890-1-255).

Appliquons cette règle à notre matière : pour se prononcer il faut voir si en votant la loi de 1905 on s'est borné à modifier la loi de 1838 ou si, au contraire, on a voulu faire une œuvre nouvelle. On pourrait au premier abord considérer l'extension de la compétence des juges de paix comme une véritable innovation qui aurait pour résultat de transformer le rôle et les attributions des magistrats cantonaux. La réforme de la loi de 1905 est très importante. Or, certains arrêts de la Cour de cassation ne dispensent de promulgation spéciale que les lois purement modificatrices ou simplement modificatrices (Cassation, 5 janvier 1871 ; Sirey, 1871-1-63, 3 juillet 1901 ; Sirey, 1905-1-345, 6 août 1904 ; Sirey, 1906-1-199), d'autres arrêts s'appliquent aux lois qui s'incorporent à la loi ancienne dont elles sont devenues partie intégrante.

Toute autre loi serait une innovation et par consé-

quent ne deviendrait applicable en Algérie qu'en vertu d'une promulgation spéciale. « Si l'on doit considérer « comme applicables de plein droit en Algérie les lois « de la métropole qui ne contiennent qu'une modifi- « cation partielle d'une loi déjà exécutoire dans ce « pays, une promulgation spéciale est nécessaire pour y « rendre exécutoire des lois qui abrogent toutes les dis- « positions antérieures contraires aux leurs et intro- « duisent de profondes innovations dans la matière « qu'elles régissent » (Estoublon et Lefébure, Code an- noté de l'Algérie sur l'ordonnance du 22 juillet 1834, article 4, note 7).

Cette doctrine et cette jurisprudence sont par trop excessives. Il ne s'agit pas de rechercher si le texte nouveau s'incorpore au texte ancien, s'il abroge ou non une loi antérieure, il faut uniquement rechercher si la loi nouvelle est un remaniement de la disposition antérieure ou si elle contient, au contraire, une disposition nouvelle. Or, le titre 1 de la loi de 1905 se borne à étendre la compétence des juges de paix à 300 et 600 francs au lieu de 100 et 200 francs, et il ajoute un certain nombre de litiges spéciaux dont le juge de paix aura à connaître. La loi de 1905 n'est en un mot, qu'un remaniement de la loi de 1838, les auteurs de la loi se sont défendus d'ailleurs de changer les bases de la législation antérieure et la meilleure preuve en est qu'ils ont repoussé les propositions qui avaient pour résultat de donner aux juges de paix une

certaine compétence en matière commerciale, en matière immobilière ou en matière correctionnelle. C'est ce que disait déjà M. Vallé, dans son rapport du 17 mars 1894 : « Votre commission s'est contentée de se maintenir tout en l'élargissant dans le cadre de la loi de 1838 ». La loi de 1905 n'introduit pas un régime nouveau ; en augmentant la compétence des juges de paix dans la proportion de 1 à 3, elle n'a fait que tenir compte de la diminution de la valeur de l'argent. La raison de cette augmentation de la compétence n'a donc rien de spécial à la France.

On prétend, toutefois, que l'organisation judiciaire en Algérie est toute spéciale et que les justices de paix y sont soumises à un régime différent de celui établi pour la France. Il y a en fait des règles communes à la France et à l'Algérie et des règles spéciales à l'Algérie : la loi nouvelle doit s'appliquer en tant qu'elle modifie les premières et ne pas s'appliquer à celles qui se réfèrent à des points pour lesquels l'Algérie a une législation particulière. C'est ce principe qu'a suivi la jurisprudence en ce qui concerne la loi de 1838 sur la réforme de la magistrature. Par conséquent, l'Algérie ayant été placée sous l'empire de la loi de 1838, les changements apportés à cette dernière doivent lui profiter de plein droit : peu importe à ce point de vue que la loi de 1838 ait été mise en vigueur par une ordonnance du 16 avril 1843.

Nous n'avons pas à nous préoccuper de l'opinion

du Sénat qui a pensé qu'un décret de promulgation était nécessaire. Toutefois, le Garde des Sceaux, dans une lettre adressée à M. Colin publiée dans la *Dépêche Algérienne* du 9 mars 1906, a émis une opinion contraire à la notre. « La loi du 12 juillet 1905, sur la compétence des juges de paix, a-t-il écrit, n'est pas applicable à l'Algérie, le Sénat, en effet, dans sa séance du 24 mars 1905, d'accord avec la commission, n'a pas maintenu la disposition contenue dans l'article 31, du projet adopté par la Chambre et qui déclarait la nouvelle loi applicable à l'Algérie. D'autre part, cette loi n'a pas été promulguée en Algérie ». Cette interprétation est absolument erronée : si le Sénat a commis une erreur en estimant qu'un décret de promulgation était nécessaire, cette erreur ne doit pas avoir pour résultat d'empêcher l'application de la loi en Algérie. Le Sénat n'a pas voulu condamner les principes admis par la doctrine et la jurisprudence sur l'application en Algérie des lois modificatives de lois antérieures, il a laissé la question soumise aux règles ordinaires et c'est à elles qu'il faut se reporter. Il n'y a aucune raison de faire une distinction quelconque entre l'Algérie et la France, quant à l'extension de la compétence des juges de paix ordinaires.

Enfin, l'article 6 de la loi de 1905 fournit un dernier argument en faveur de notre thèse. Il donne aux juges de paix compétence pour les contestations relatives au transport des colis postaux, il vise spé-

cialement les colis postaux échangés entre la France continentale, la Corse, la Tunisie et l'Algérie et il décide que le juge de paix du domicile de l'expéditeur ou celui du domicile du destinataire connaîtra de ces litiges. Ce texte indique donc clairement que le législateur a considéré la loi nouvelle comme applicable en Algérie.

L'application des articles 1 à 17 de la loi de 1905 en Algérie n'a pas, d'ailleurs pour effet d'abroger le décret du 19 août 1854 sur les justices de paix à compétence étendue. Il s'agit là d'une organisation spéciale à l'Algérie à laquelle la loi nouvelle n'a pu apporter aucun changement.

La jurisprudence est encore très divisée : se sont prononcés dans notre sens les tribunaux de paix de Souk-Ahras le 22 septembre 1905, de Boufarik le 31 octobre 1905, le tribunal d'Oran le 11 décembre 1905, le tribunal de paix d'Alger le 8 mars 1906. (Sirey, 1906-II-p. 113 à 118).

Se sont prononcés dans le sens contraire les tribunaux de paix de Guelma le 16 septembre 1905, le tribunal de Philippeville le 1^{er} février 1906 (Sirey, *ibidem*) le tribunal d'Alger le 14 avril 1906 (Annales des justices de paix, 1906, p. 248) et le 29 novembre 1906. (Sirey, 1907-II-36).

Nous signalons également une décision du tribunal de Tunis du 6 mars 1907 (*Journal des tribunaux de*

la Tunisie, 1907, p. 301) qui a décidé que la loi du 12 juillet 1905 n'était pas applicable en Tunisie où les pouvoirs des juges de paix restent réglés par des lois antérieures et notamment par le décret du 19 août 1854 et la loi de 1838.

CHAPITRE XIV

DE LA COMPÉTENCE DU JUGE DE PAIX EN MATIÈRE PÉNALE

L'extension de la compétence du juge de paix, en matière pénale, n'a jamais été demandée avec autant d'insistance que l'extension de sa compétence civile. Une fraction importante de la Chambre s'y était montrée opposée et le Sénat en était l'adversaire. Pour ne pas compromettre le succès de la réforme, la Haute Assemblée s'est bornée à disjoindre les articles relatifs à la compétence pénale.

Ce problème avait, cependant été posé au Parlement depuis longtemps. Dans le projet Cazot et Martin Feuillée de 1881 et de 1888 certains articles donnaient connaissance au juge de paix des délits contraventionnels. Un projet dans le même sens avait été déposé le 8 janvier 1833 par MM. Deluns-Montaud et Saint-Romme. Dans le rapport fait au nom de la commission le 4 février 1884, M. Ferdinand Dreyfus s'était montré hostile à cette réforme. En 1891, la réorganisation des justices de paix fut de nouveau discutée à

la Chambre et à la séance du 21 février MM. Pontois et Dubois déposèrent un amendement qui avait pour effet d'étendre dans de notables proportions la compétence pénale du juge de paix. Sur la demande de M. Fallières, garde des sceaux, cet amendement fut écarté ; il ne fallait pas disait-il permettre, à un juge unique de condamner à un an ou même à six ou à un mois de prison, la compétence de cinq jours était amplement suffisante ».

La question de l'extension de la compétence pénale du juge de paix fut reprise en 1903. Dans le projet rapporté le 25 février 1903 par M. Cruppi, un chapitre spécial s'occupe de la compétence pénale du juge de paix, le rapporteur donna, dans les termes suivants, les motifs de cette réforme : « Votre commission, après
« un examen approfondi et après avoir entendu le
« Garde des Sceaux et le directeur des Affaires criminelles, a résolu d'admettre dans une certaine mesure l'extension de la compétence pénale des juges
« de paix. Elle a considéré que l'attribution au tribunal de simple police de la connaissance de certains
« délits présentait un intérêt considérable pour les
« justiciables ; une économie de temps en résultera
« pour les prévenus et les témoins. Economie également très sensible sur le montant des frais et qui
« profitera non seulement, aux parties, mais aussi à
« l'Etat qui en raison de l'insolvabilité des condamnés,
« garde à sa charge une part considérable des frais de

« justice criminelle. Enfin, il a paru à la commission
« que la comparution devant le tribunal de simple
« police étant moins pénible, moins infamante que
« devant le tribunal correctionnel, cette sorte d'atté-
« nuation dans la répression était désirable pour cer-
« taines infractions ».

La commission s'était placée à un point de vue purement pratique et avait recherché les délits dont on pourrait donner sans danger la connaissance au magistrat cantonal. Elle s'était basée pour faire cette détermination d'une part sur le quantum de la peine et de l'autre sur l'importance du délit et les difficultés que peut soulever son instruction. Les délits que les juges de paix étaient appelés à juger conservaient leur caractère correctionnel, c'est-à-dire qu'aucune modification n'était apportée aux règles de la récidive, du casier judiciaire et du sursis. La poursuite restait entre les mains du Ministère Public du tribunal correctionnel. En cas d'arrestation, le prévenu comparait devant le procureur de la République, qui saisissait un juge d'instruction, si l'arrestation était maintenue. Le procureur devait citer le prévenu devant le tribunal de simple police, l'appel était porté devant le tribunal correctionnel de l'arrondissement. Comme on le voit, aucune atteinte n'était portée aux principes fondamentaux de notre droit pénal, la réforme consistait simplement à étendre dans une très large mesure la compétence pénale du juge de paix,

sans toutefois modifier la nature et le caractère des délits dont on lui donnait connaissance.

Cette question avait d'ailleurs, été discutée à la société d'études législatives peu de temps avant le dépôt du rapport Cruppi. Cette société avait estimé qu'il y avait sur ce point « quelque chose à faire » et elle avait chargé M. Garçon, professeur à la Faculté de droit de Paris, d'étudier la question. A la séance du 18 juin 1903, celui-ci critiqua très vivement le projet Cruppi, sans toutefois se montrer hostile à une réforme ; il préconisait un nouveau système qui présentait deux innovations des plus intéressantes, il créait une nouvelle classe de contraventions et il faisait une distinction entre le délinquant primaire et le récidiviste.

Le juge de paix ne pouvait connaître de ces nouvelles contraventions que quand elles avaient été commises par un délinquant primaire. Cette dernière idée fut adoptée d'ailleurs par la commission de la Chambre.

La question fut discutée à la Chambre dans les séances des 26 janvier, 1^{er} et 4 février 1904. Le projet fut très vivement attaqué par MM. Perroche, de Castelnau et Bertrand ; très chaleureusement soutenu par M. Cruppi et par le Garde des Sceaux ; il fut adopté sans de grandes modifications. Le Sénat estima cependant que ce problème n'avait pas été suffisamment étudié et de peur de bouleverser notre Code pénal, disjoignit le chapitre relatif à la com-

pétence pénale du juge de paix. La Chambre pour ne pas retarder la mise en œuvre de la loi se soumit à l'avis de la Haute-Assemblée.

Nous n'avons pas à nous étendre longuement sur cette matière. Nous déplorons la crainte manifestée par le Parlement : du moment que l'on augmentait les pouvoirs du juge de paix en matière civile, il était naturel et rationnel d'élever le taux de sa compétence pénale. Le danger que l'on paraissait redouter était illusoire. Avant le vote de la loi de 1905, le juge de paix n'offrait peut-être pas de garanties suffisantes, et l'on pouvait craindre d'augmenter ses pouvoirs de juge correctionnel parce que ce magistrat n'était ni assez indépendant, ni assez instruit au point de vue juridique. Comme la loi de 1905 modifiait en même temps les conditions de recrutement et le statut des juges de paix, on pouvait, sans commettre aucune imprudence, élargir leur compétence pénale.

Les motifs qui justifient cette extension se défendent d'eux-mêmes :

1° La comparution en simple police est moins pénible et moins infamante que la comparution devant un tribunal de police correctionnelle. On ne comprend pas qu'à notre époque on puisse juger dans le même appareil, et de la même manière des individus coupables de délits légers qui présentent une ressemblance très grande avec les contraventions et des récidivistes dangereux qui ont commis des délits qui sou-

vent, pourraient relever de la Cour d'Assises à raison de leur importance et des circonstances aggravantes qui les ont entourés.

2° En attribuant au juge de paix la connaissance de certains délits d'une importance minime, on mettra la justice repressive plus près du justiciable. Ce sera un gros avantage et pour le prévenu qui sera jugé par un homme qui le connaîtra et sera plus à même d'apprécier l'importance de sa faute, et pour les témoins qui ne seront plus obligés de perdre un temps énorme et de se rendre au chef lieu d'arrondissement. Les frais seront aussi beaucoup moins élevés. Car, comme l'a dit M. Saleilles : « S'il est un principe de justice et de bonne organisation sociale par excellence c'est que la justice par cela seul qu'elle doit être exemplaire et à plus forte raison lorsqu'elle doit avoir un caractère arbitral, doit être aussi rapprochée que possible des justiciables. C'est, si je puis dire, un principe d'ordre et de conservation sociale qui, dans chaque petite agglomération politique, dès qu'il s'agit de l'unité administrative, il y ait là sur place une autorité permanente qui représente la justice et qui ait pour mission de faire cesser les conflits entre individus et de rétablir l'ordre dès qu'il est troublé. »

Les adversaires de la réforme estiment, au contraire, qu'il est mauvais de faire juger des affaires pénales par un seul juge : juge unique, juge inique, disent-ils en invoquant la vieille formule. Il serait dangereux de

laisser ainsi juger les prévenus par un seul homme qui n'a pas auprès de lui un assesseur capable de l'éclairer et de le ramener, si cela est nécessaire, aux principes de la honne justice.

Cette objection n'a pas grande valeur ; il suffit de suivre un peu les audiences d'un tribunal quelconque pour se rendre compte que généralement c'est le président qui seul « fait » le jugement ; à moins qu'il ne s'en remette à un de ses collègues assesseur, travailleur et intelligent. D'ailleurs ces mêmes objections peuvent se poser en matière civile et elles n'ont pas empêché la réforme d'être faite.

Ils estiment aussi que le juge de paix peut être un agent du pouvoir central et que dans ces conditions, obligé de faire de la politique, il n'aura pas l'indépendance suffisante pour rendre une justice absolument impartiale. Mais, nous avons vu que le législateur a assuré d'une façon suffisante l'indépendance de ce magistrat et a entouré son recrutement de telles garanties que ce danger n'est plus à redouter. La liberté de la presse est aussi une garantie très grande contre la partialité possible du juge de paix. Les journaux ne manifesteraient-ils pas violemment contre des sentences injustes ou partiales ? L'opinion publique n'est-elle pas un juge que ces magistrats n'oseraient pas ou trager ?

Une dernière objection est faite par les adversaires de la réforme ; le ministère public et le bareau ne sont

pas organisés auprès des tribunaux de simple police et par suite, les intérêts de la société, comme ceux des individus seraient très compromis. Il eut été facile de remédier à cet état de choses, d'organiser un ministère public devant les tribunaux de simple police et d'assurer d'une manière quelconque la défense des prévenus.

La réforme est très délicate, car il ne faut pas porter atteinte aux principes fondamentaux du Code pénal ; il ne faut pas, en modifiant la compétence pénale du juge de paix introduire des dispositions absolument incompatibles avec celles du code pénal. Quoi qu'il en soit, il est regrettable que cette réforme n'ait pas été faite dans la loi de 1905. Le projet reste à l'étude, mais il est probable qu'il s'écoulera de nombreuses années avant qu'il soit voté, tandis qu'il eut été naturel d'augmenter la compétence pénale du juge de paix en même temps que l'on donnait de l'extension à sa compétence civile. La justice pénale, comme la justice civile, doit être rapide, peu coûteuse et à proximité du justiciable. On aurait ainsi créé une véritable justice populaire et démocratique et l'on aurait assuré d'une manière prompt et efficace la répression des délits de minime importance qui auraient été jugés sans obliger le prévenu à une comparution au tribunal de police correctionnel, toujours infamante, et sans occasionner des dérangements onéreux et des frais élevés.

Depuis le vote de la loi du 12 juillet 1905, une nou-

velle disposition législative, la loi du 31 décembre 1906, a modifié certains articles du Code d'instruction criminelle et du Code forestier et a augmenté les attributions des tribunaux de simple police. Elle a donné connaissance aux juges de paix de certaines contraventions en matière forestière qui jusqu'alors relevaient des tribunaux correctionnels. Les juges de paix connaissent désormais de toutes les contraventions en matière forestière qui sont punies de cinq jours d'emprisonnement et de quinze francs d'amende au plus, pourvu qu'il n'existe aucune des circonstances aggravantes prévues par l'article 201 du Code forestier. Ces circonstances aggravantes sont la récidive dans les douze mois, le fait de commettre l'infraction la nuit, le fait d'avoir usé d'une scie pour couper les arbres sur pied.

Les magistrats cantonaux ont aussi connaissance des extractions et enlèvements de pierres, sables, minerais, terre, gazon, etc., existant sur le sol des forêts, des coupes ou enlèvements d'arbre ayant au moins deux décimètres de tour, des contraventions commises par les propriétaires d'animaux qui laissent pâturer leurs bêtes dans les forêts.

La loi du 31 décembre 1906 n'a point porté aucune atteinte aux principes fondamentaux de notre droit pénal, elle s'est bornée à confier au tribunal de simple police la répression de certains faits spécialement énumérés, sans changer le caractère et l'organisation

de cette juridiction. La réforme de 1906 est donc timide, mais elle est intéressante parce qu'elle marque une tendance qui s'accentuera et qui aura pour résultat final de faire du juge de paix un véritable juge répressif du premier degré.

CHAPITRE XV

APERÇU DES LÉGISLATIONS ÉTRANGÈRES

Tandis que la France a toujours manifesté une certaine défiance à l'égard des magistrats cantonaux, les pays étrangers au contraire leur ont donné, en matière pénale, comme en matière civile, des pouvoirs très étendus.

En Allemagne, le juge cantonal juge toujours en premier ressort, le taux de sa compétence ordinaire est de 300 marks (375 francs) de principal, toutefois, il a sur certaines matières une compétence illimitée : il connaît à quelque chiffre que la demande puisse monter des litiges entre propriétaires et locataires, entre les maîtres et les domestiques et entre les voyageurs et les aubergistes. Il a une compétence commerciale pour certaines difficultés qui peuvent s'élever entre patrons et ouvriers, il a en matière de faillites des attributions très importantes : il nomme le syndic, il réunit et préside toutes les assemblées de créanciers.

En matière pénale, les juges de paix sont toujours

assistés de deux jurés ; les échevins qui délibèrent avec eux. Ils connaissent des contraventions et des délits qui sont punis d'une amende de 600 marks (750 francs) et de trois mois de prison au plus.

Leur circonscription territoriale est plus étendue qu'en France, ils sont inamovibles et ont un traitement élevé ; ils sont enfin assimilés aux juges supérieurs pour les conditions d'admission dans la magistrature.

En Angleterre, les *justices of peace*, n'ont pas les mêmes attributions que nos juges de paix : ils sont spécialement chargés de faire régner la paix du roi, c'est-à-dire l'ordre public, et d'assurer le respect de la loi. Ils instruisent et jugent les petits délits dont la peine maximum est de 25 francs d'amende et de 14 jours de prison. Ce sont, en général, des grands propriétaires qui ne touchent aucun traitement. La Cour de Comté (County council) présente plus d'analogie avec notre tribunal cantonal : le juge est unique, il connaît des affaires personnelles jusqu'à 50 livres sterling (1250 fr.) de principal. Les magistrats de cette juridiction ont un traitement élevé et sont inamovibles.

En Belgique la loi du 18 juin 1869 a réorganisé les justices de paix : pour être juge de paix il faut avoir 25 ans révolus et être docteur en droit. Les juges de paix sont inamovibles comme les autres magistrats. Ils sont divisés en quatre classes et leur traite-

ment est au minimum de 4000 francs et au maximum de 8000 francs. La loi du 25 mars 1876 a fixé les limites de leur compétence civile et pénale. En matière civile ils connaissent sans appel jusqu'à 100 francs et en premier ressort jusqu'à 300 francs des affaires personnelles et mobilières.

Ils connaissent, en outre, en dernier ressort jusqu'à 100 francs et à charge d'appel à quelque valeur que la demande puisse monter des actions en paiement de loyers et des réparations locatives, des actions possessoires et des actions en bornage, des actions en réparation de dommages causés aux champs et aux récoltes, des actions en résolution pour vices rhédibitoires dans les ventes d'animaux.

En matière pénale leur compétence s'étend à tous les délits qui sont punis d'une amende 25 francs et de 7 jours de prison au maximum.

En Hollande, les juges de paix sont inamovibles, ils sont divisés en trois classes ; leur traitement est de 2.200, 2.500 et 3000 florins (4620, 5750, 6300 francs) suivant la classe à laquelle ils appartiennent.

Ils connaissent des affaires personnelles et mobilières en dernier ressort jusqu'à 50 florins (105 francs) et à charge d'appel jusqu'à 200 florins (420 francs) de principal. En matière pénale ils prononcent sur les délits dont la peine maximum est de 25 florins (52 fr. 50 centimes) d'amende, toujours à charge d'appel.

En Italie, il existe dans chaque commune un juge conciliateur, et dans chaque canton un prêteur. Le juge conciliateur est nommé, pour une durée de trois ans, par le premier Président de la Cour d'Appel, ses fonctions sont essentiellement gratuites : il s'efforce de concilier les parties avant qu'elles intentent un procès, et il juge sans frais les affaires dont le principal ne dépasse pas 30 francs.

Le prêteur est inamovible et son traitement est de 2 000 ou 2 400 francs. Il juge les affaires civiles, dont le principal est supérieur à 30 francs et inférieur à 1500 francs. Il connaît dans les mêmes limites les affaires commerciales, quand il n'y a pas de tribunal de commerce dans son canton.

Il a des attributions très importantes en matière pénale, il juge toutes les contraventions et à charge d'appel les délits qui sont punis au plus de 500 francs d'amende et de 3 mois de prison.

En Espagne, le juge municipal connaît toujours en premier ressort des affaires dont la valeur n'est pas supérieure à 250 francs, et des délits dont la peine maximum est de 15 jours de prison. Il n'a pas de traitement fixe, mais il touche des indemnités fixées d'après un tarif spécial.

En Autriche, le juge de district connaît des affaires personnelles mobilières jusqu'à 500 florins (750 francs) il statue toujours en premier ressort.

Il connaît, en outre, à quelque chiffre que la demande

puisse s'élever des contestations, entre les hôteliers, voituriers et voyageurs, entre les maîtres et serveurs et les propriétaires et locataires ou fermiers. Une loi du 27 avril 1873 a simplifié la procédure pour tous les litiges dont le principal était inférieur à 25 florins (37 fr. 50 centimes).

En Grèce, les juges de paix sont nommés par le Gouvernement, leur traitement varie de 840 à 4160 frs. ils touchent en outre certaines gratifications.

Ils ont en matière civile pour les affaires personnelles et mobilières une compétence en dernier ressort jusqu'à la valeur de 40 francs et en premier ressort jusqu'à la valeur de 300 francs. Ils ont une compétence pénale analogue à la nôtre, et ont, en outre, certaines attributions de juridiction gracieuse.

En Suisse, les juges de paix sont élus, leurs fonctions sont gratuites, ce sont surtout des conciliateurs dont la compétence est très peu étendue.

En Roumanie, les juges de paix connaissent en dernier ressort jusqu'à 200 francs et à charge d'appel jusqu'à 1500 francs des affaires civiles ; en matières pénales leur compétence est limitée aux contraventions et aux délits de très minime importance. Leur traitement est de 600 francs par an.

CONCLUSION

Le législateur de 1905 a montré une prudence excessive dans l'extension qu'il a portée à la compétence civile des juges de paix ; il a triplé le taux de cette compétence, mais il ne faut pas oublier que depuis le vote de la loi de 1838 la valeur, de l'argent a diminué dans de très fortes proportions et qu'en résumé la réforme s'est bornée à mettre au point la loi de 1838 et à la faire concorder avec les besoins actuels. L'œuvre du législateur de 1905 est donc très modeste, mais elle est intéressante parce qu'elle a, malgré tout, marqué un progrès notable.

Nous regrettons, toutefois, que l'on ne soit pas allé plus loin dans la voie où l'on s'est engagé, et que l'on n'ait pas porté le taux de la compétence du juge de paix à 4.500 francs de principal, comme le faisaient certaines des propositions déposées au Parlement.

L'avenir est, en effet, à la justice de paix et au juge unique. Comme l'a dit M. Saleilles, lors de la discussion du rapport de M. Garçon à la Société d'études législatives : « Dans la pratique cou-

« rante, lorsqu'il s'agit de juridictions de première
« instance, tout le monde sait que presque toujours
« ce qui se produit par la force même des choses,
« c'est l'unité de décision, moins la responsabi-
« lité. Il faut aller vite. Le président qui a mené
« l'affaire propose la solution ; neuf fois sur dix
« elle est adoptée sans discussion, ce qui n'em-
« pêche que celui qui l'a prise à peu près à lui
« seul, se sent un peu moins responsable et peut-
« être y a-t-il mis un peu moins d'attention pro-
« fonde que s'il ne se savait couvert par l'adhésion
« de ses collègues... En matière d'affaires cou-
« rantes et simples, on ne pourra jamais empê-
« cher l'unité de décision d'être la règle. Et nous
« voulons, là où il y a unité de décision, qu'il y
« ait unité de responsabilité. »

Toutefois, en 1905, on a été effrayé à l'idée d'introduire dans notre législation une réforme aussi radicale et aussi profonde. Elle eût été sans danger et elle eût donné les meilleurs résultats si le législateur avait su assurer le bon recrutement des juges de paix.

La loi de 1905 a bien modifié le statut de ces magistrats et exigé des candidats certaines garanties de capacité. Mais, ces garanties sont insuffisantes : en refusant aux magistrats cantonaux le bénéfice de l'inamovibilité, on n'a pas suffisamment assuré leur indépendance. Il aurait fallu

d'une part, exiger de tous les juges de paix des connaissances juridiques suffisantes par la production d'un diplôme de licencié ou de capacitaire et, d'autre part, leur donner les mêmes avantages et les mêmes privilèges qu'aux magistrats des Cours et des tribunaux, comme on le fait en Allemagne.

Enfin, le législateur de 1905 a eu le tort de repousser toute extension de la compétence pénale des tribunaux de simple police. Le Code pénal n'est pas intangible, la réforme était suffisamment mûre pour pouvoir être faite. On aurait ainsi créé un tribunal cantonal important qui serait devenu très populaire parce que la justice y est bonne et équitable, rapide et peu coûteuse.

Quoi qu'il en soit, la loi de 1905 a été une étape vers la réforme complète des justices de paix et aussi vers la réforme de toute notre organisation judiciaire. Quand le mode de recrutement des juges de paix institué par cette loi, aura fourni des magistrats plus instruits et plus indépendants, le législateur pourra sans aucune crainte donner au tribunal cantonal une nouvelle extension et augmenter dans de très notables proportions sa compétence civile et sa compétence pénale. La loi de 1905, à peine mise en œuvre, est vite devenue très populaire. Le juge de paix est d'ailleurs le magistrat de l'avenir, déjà ses attributions sont

multiples, elles augmentent chaque jour d'importance, dans tous les domaines son intervention se fait sentir; et l'on peut affirmer sans exagération que chaque loi lui confie une mission nouvelle.

Le juge de paix est aujourd'hui le chef laborieux d'un tribunal de canton où viennent aboutir toutes les difficultés de la vie courante; devant lui se jugent un grand nombre de petits procès et aussi des litiges spéciaux variés et multiples qui hier encore obligeaient le justiciable à des déplacements longs et coûteux et l'entraînaient dans des frais très élevés. Le juge de paix a la chance de posséder un prétoire idéal où la procédure est et doit demeurer inutile, mal vue, légalement absente, où la représentation des plaideurs demeure simplement, pratiquement organisée. Il parle à ses justiciables un langage clair et compréhensible. En justice de paix, le défendeur, appelé par un avis bref et clair se présente en personne au jour fixé. Il se défend lui-même ou se fait assister d'une personne choisie librement par lui qui présentera sa défense. Par l'extension de cette procédure simplifiée par son application à des litiges de plus en plus nombreux se réalisera sans heurt et sans secousse la réforme des frais de justice, réforme essentielle vivement souhaitée par le pays.

Les juges de paix ont une belle tâche à accomplir, ils doivent défendre les plaideurs contre les

embûches et les frais des procédures, les entendre, les convaincre, régler avec sagesse et réserve les différends qui peuvent naître dans leur modeste vie, en un mot faire régner la paix entre les citoyens. L'expérience a parfaitement réussi et les magistrats cantonaux se sont montrés dignes de leur tâche et des fonctions nouvelles et étendues que la loi leur a conférées. Ils ont ainsi démenti les craintes qui avaient été formulées devant le Parlement. Leur juridiction, jadis si attaquée, est devenue très populaire; c'est aujourd'hui la seule qui ne soit pas attaquée. Toutefois, la loi de 1905 n'a fait que marquer une étape. Espérons que le législateur élargira encore son cadre tant en matière civile qu'en matière pénale. En attribuant à un juge unique indépendant des pouvoirs importants, il commencera la réforme rationnelle de toute notre organisation judiciaire, et il donnera ainsi à la justice de paix son véritable caractère de juridiction cantonale qu'elle ne possède pas encore.

APPENDICE

(ARRÊTÉ relatif à la loi du 12 juillet 1905 sur les justices de paix).

CONSEIL DE L'ORDRE DES AVOCATS DE PARIS

Séance du 20 février 1906.

LE CONSEIL,

Considérant que l'art. 36 de la loi du 12 juillet 1905 porte dans son premier paragraphe la disposition suivante : « Les avocats régulièrement inscrits à un Barreau sont dispensés de présenter une procuration devant les juges de paix. »

Qu'il est manifeste que le législateur, en dispensant l'avocat de produire une procuration, a voulu, dans l'intérêt des justiciables, lui faciliter l'accès du prétoire et lui permettre de représenter à l'audience, son client absent, mais qu'il n'a pas entendu infirmer les principes essentiels consignés dans l'ordonnance du 20 novembre 1822 ;

Qu'il appartient dès lors au Conseil de préciser les actes que l'avocat pourra accomplir dans l'exercice du droit que le texte nouveau lui confère, sans toutefois altérer le caractère d'une profession qui, par les garanties

qu'elle doit présenter, a paru au législateur justifier une dérogation au droit commun ;

Considérant que l'avocat lorsqu'il représente seul à l'audience son client absent, a qualité pour faire à cette audience tous les actes que comporte l'intérêt de ce client ;

Que si, pour un motif quelconque, celui-ci n'a pas signé les conclusions qui seraient nécessaires, l'avocat pourra les signer lui-même, mais que, dans cette partie délicate de sa mission, il est tenu d'observer la plus grande prudence ;

Qu'il doit se souvenir, d'une façon générale, qu'il engagerait sa responsabilité s'il venait à excéder les bornes de son ministère ;

Que spécialement aux termes de l'art. 352 du Code de procédure civile, « aucune offre, aucun aveu ou consentement ne pourront être faits, donnés ou acceptés, sans « un pouvoir spécial à peine de désaveu » ;

Qu'en édictant l'art. 26 de la loi du 12 juillet 1905 le législateur n'a pas abrogé le texte susvisé, que dès lors, toutes conclusions contenant offres, aveu ou consentement devront être signées par le client lui-même ;

Considérant que, devant les tribunaux de paix ou de simple police, les enquêtes ont lieu en présence du tribunal, qu'aucune difficulté ne saurait donc s'élever quant à l'assistance de l'avocat ; qu'il en est de même pour les délibérés, d'ailleurs fort rares devant cette juridiction ;

Qu'en ce qui concerne les expertises ou les renvois devant arbitre, l'absence du juge pourrait exposer l'avocat à des contacts et à des discussions regrettables ; que l'avocat devra s'abstenir d'y concourir, sauf dans les circons-

tances exceptionnelles dont le bâtonnier demeure seul appréciateur.

Considérant que former un pourvoi ou une opposition, interjeter un appel constituent des actes ne rentrant pas dans l'exercice régulier du ministère de l'avocat qui est de plaider et de conseiller ;

Qu'en les accomplissant, l'avocat enfreindrait les règles traditionnelles et essentielles de la profession ;

Que d'ailleurs, l'audience une fois terminée, la nécessité à laquelle le nouvel article 26 a voulu pourvoir cesse d'exister ;

Que de semblables actes doivent donc demeurer interdits ;

Par ces motifs :

ARRÊTE :

Article Unique : Les chefs de colonne sont invités à faire connaître aux avocats stagiaires à l'occasion de la nouvelle loi sur les justices de paix, les règles ci-dessus précisées auxquelles les avocats doivent conformer leur conduite.

Vu et permis d'imprimer,

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

Pour le Vice-Recteur, l'Inspecteur de l'Académie :

FONTAINE

Vu : le Doyen,

LYON-CAEN.

Le Président de la Thèse :

AMBROISE COLIN.

BIBLIOGRAPHIE

- Allain. — Manuel encyclopédique, théorique et pratique des juges de paix, de leurs suppléants et greffiers, 7^e édition, revue complétée et mise au courant de la loi du 12 juillet 1905, par MM. d'Hooghe et Girault, 1904-1906.
- Annales et journal spécial des Justices de paix.* Recueil périodique.
- Augier. — Encyclopédie des juges de paix, 1833-38.
- Baudoin. — Code spécial de la justice de paix par ordre alphabétique, 1841.
- Bazenet. — Commentaire de la loi du 12 juillet 1905.
- Bazenet. — La nouvelle compétence des juges de paix.
- Beaume et Million. — Dictionnaire général et raisonné de la compétence des justices de paix, 4^e édition, 1884-1901.
- Benech. — Traité des justices de paix d'après la loi de 1838.
- Bioche. — Dictionnaire des justices de paix et des tribunaux de simple police, 1866-1867.
- Biret. — Nouveau manuel des justices de paix, 1839.
- Biret. — Recueil général et raisonné de la jurisprudence et des attributions des justices de paix de France, 3^e édition, 1839.
- Biret. — Procédure complète et méthodique des justices de paix, 4^e édition, 1830.
- Bonnefoy. — De l'extension de la compétence des tribunaux de paix en matière commerciale, 1903.
- Bonnesœur. — Tarifs commentés des actes en matière civile des juges de paix, de leurs greffiers et huissiers, 7^e édition, 1901.
- Bost. — Encyclopédie des Justices de paix et des Tribunaux de simple police, 1854.
- Bouchez. — Commentaire de la loi du 12 juillet 1905 sur la compétence des juges de paix.
- Bourbeau. — De la justice de paix, 1863.

Brossard. — *Traité de la juridiction civile-judiciaire du juge de paix*, 1843.

Bulletin spécial des décisions des juges de paix. Recueil périodique. Caron. — *De la juridiction civile des juges de paix*, 1843.

Carré. — *Compétence judiciaire des juges de paix en matière civile et pénale*, 2^e édition, 1888.

Carré. — *Code annoté des juges de paix*, 4^e édition, revue et mise au courant par M. Le Vasseur, 1895.

Carré. — *Le droit français dans ses rapports avec la juridiction des juges de paix*.

Cère. — *Manuel du juge de paix*, 1853.

Chevalier. — *Guide des juges de paix et de leurs attributions gracieuses et contentieuses*, 2^e édition, 1906.

Cornillat. — *Traité de la compétence civile des juges de paix*, 1905.

Couturier. — *Formulaire général et complet de la procédure civile et criminelle des justices de paix*, 4^e édition, 1904-1906.

Cranney. — *Formules générales à l'usage des justices de paix*.

Cruppi et Bricout. — *Compétence et organisation des justices de paix*.

Curasson. — *Traité de la compétence des juges de paix*, 4^e édition, 1877-79.

Dalloz. — *Compétence civile des juges de paix*. Loi du 12 juillet 1905.

Desrues. — *Traité des justices de paix*.

Dieuzaide. — *De la compétence des juges de paix*, 1864.

Dupont. — *Dictionnaire théorique et pratique des justices de paix et des tribunaux de simple police*, 1870.

Duverger. — *Manuel criminel des juges de paix*.

Gabriel. — *Manuel des justices de paix à l'usage des greffiers*, 1905.

Garnier. — *Extension de la compétence civile des juges de paix d'après la loi du 12 juillet 1905*.

Girault. — *Formulaire annoté de procédure civile des tribunaux de paix*, 1903.

Godart. — *Manuel des juges de paix et de leurs suppléants*, 1898-1906.

Goy. — *De l'extension de la compétence du juge de paix en matière civile et pénale*.

Guénard. — Compétence des juges de paix. Organisation. Commentaire de la loi du 12 juillet 1905 et des articles non abrogés de la loi de 1838.

Guillebon. — Traité pratique de la compétence civile des juges de paix en matière contentieuse, 1864.

Henrion de Pansey. — Compétence des juges de paix, 1843.

Hudelot. — Compétence des juges de paix, 1905.

Lamien. — La loi du 12 juillet 1905 sur les justices de paix.

Laporte. — Compétence des juges de paix.

Leconte. — Traité de la compétence judiciaire et de la procédure des justices de paix en matière civile, 1874.

Le Moniteur des juges de paix. Recueil périodique.

Martin. — Les justices de paix en France.

Martineau. — De la compétence des juges de paix en Tunisie.

Pabon. — Traité théorique et pratique des justices de paix.

Puyenneville. — Essai sur la réforme des justices de paix en France, 1882.

Perrin. — Commentaire des attributions nouvelles des juges de paix.

Revue des justices de paix. Recueil périodique.

Ségeral. — Code pratique de la justice de paix, 1905-1906.

Vaudoré. — Le droit civil des juges de paix, 1855.

Zeys. — Les juges de paix algériens.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	1
Historique de la loi du 12 juillet 1905.	5

TITRE I

Organisation des justices de paix.

CHAPITRE I. — Organisation de la justice de paix. . . .	15
CHAPITRE II. — Du juge de paix.	22
Section I. — Conditions de capacité exigées des juges de paix	22
Section II. — Avantages accordés aux juges de paix par la loi de 1905	38
CHAPITRE III. — Des suppléants du juge de paix. — Des greffiers et des auxiliaires de la justice de paix. — Des avocats	45

TITRE II

Compétence civile des juges de paix.

CHAPITRE I. — Généralités	61
CHAPITRE II. — Des affaires dont le juge de paix connaît en dernier ressort jusqu'à 300 francs et en premier ressort jusqu'à 600 francs.	77
§ 1. — Qu'entend-on par les mots en « matière civile »	78

§ 2. — Qu'est-ce qu'une action purement personnelle et mobilière ?	85
§ 3. — Détermination de la valeur du litige.	90
§ 4. — Des demandes réunies et des demandes conventionnelles	94
CHAPITRE III. — Des affaires dont le juge de paix connaît en dernier ressort jusqu'à 300 francs et à charge d'appel jusqu'à 1.500 francs	106
§ 1. — Contestations entre hôteliers, aubergistes ou logeurs et voyageurs ou locataires en garni.	108
§ 2. — Contestations entre voyageurs et entrepreneurs de transports, voituriers ou bateliers pour retards, frais de route et perte d'effets	113
§ 3. — Contestations entre voyageurs et carrossiers ou autres ouvriers.	118
§ 4. — Contestations relatives aux correspondances et objets recommandés et aux envois de valeur déclarée.	119
CHAPITRE IV. — Des contestations entre les propriétaires et les locataires ou fermiers	129
§ 1. — Affaires prévues par l'article 3.	129
Section I. — Actions en paiement de loyers ou fermages	132
Section II. — Des congés	137
Section III. — Des demandes en résiliation de bail	140
Section IV. — Des expulsions de lieux	143
Section V. — Des saisies gageries et des saisies revendications	145
§ 2. — Affaires prévues par l'article 4.	151
Section I. — Des réparations locatives de maisons ou fermes	152
Section II. — Des indemnités pour non-jouissance.	156
Section III. — Des dégradations et pertes.	158
CHAPITRE V. — Des affaires dont le juge de paix connaît sans appel jusqu'à la valeur de 300 francs et à charge d'appel à quelque valeur que la demande puisse monter.	161
§ 1. — Contestations relatives au contrat de travail.	161

§ 2. — Contestations relatives au paiement des nourrices.	170
§ 3. — Des dommages causés aux champs, aux fruits et aux récoltes.	172
§ 4. — Actions relatives à l'élagage des arbres et des haies et au curage des fossés	178
§ 5. — Actions relatives aux diffamations et injures et aux voies de fait	182
§ 6. — Des vices rédhibitoires dans la vente ou l'échange des animaux domestiques.	187
§ 7. — Des colis postaux	191
CHAPITRE VI. — Des affaires dont le juge de paix ne connaît qu'à charge d'appel	201
§ 1. — Des pensions alimentaires	201
§ 2. — Des actions possessoires.	206
§ 3. — Des actions en bornage et des actions relatives à la distance prescrite pour la plantation des arbres ou des haies.	210
§ 4. — Actions relatives aux constructions et aux travaux énoncés dans l'art. 674 du Code civil	215
§ 5. — Des demandes en paiement de droits de place	217
CHAPITRE VII. — De la compétence du juge de paix en matière d'offres réelles	219
CHAPITRE VIII. — De la compétence du juge de paix en matière de saisies.	224
§ 1. — De la saisie gagerie et de la saisie revendication.	225
§ 2. — De la saisie brandon	228
§ 3. — De la saisie feraïne	229
§ 4. — De la saisie-arrêt	231
CHAPITRE IX. — De la compétence du juge de paix en matière de distribution par contribution	235
CHAPITRE X. — Des autorisations d'ester en justice de paix	241
CHAPITRE XI. — De la compétence du juge de paix en matière de frais.	244
CHAPITRE XII. — De la procédure en justice de paix.	249

§ 1. — De la procédure	249
§ 2. — De l'assistance judiciaire en justice de paix.	252
CHAPITRE XIII. — De l'application de la loi du 12 juillet 1905 à l'Algérie et à la Tunisie	257
CHAPITRE XIV. — De la compétence du juge de paix en ma- tière pénale	267
CHAPITRE XV. — Aperçu des législations étrangères . . .	277
CONCLUSION.	283
APPENDICE. — Arrêté relatif à la loi du 12 juillet 1905 sur les justices de paix.	289
BIBLIOGRAPHIE	293

